



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Janvier 2026 - n°41

- **L'enlèvement de Maduro par la superpuissance américaine confirme la thèse du capitalisme bureaucratique au Venezuela (page 3)**
- **Documents de la gauche iranienne sur le soulèvement populaire de janvier 2026 (page 5)**
- **Le Groenland happé par la guerre de repartage du monde en 2026 (page 117)**

Pays par pays, la crise s'installe et provoque, à un moment, une éruption ou une implosion. Ce sont deux formes différentes, qui trouvent leur origine dans la question de l'aspect principal : pour certains pays, c'est la restructuration qui prime, pour d'autres, c'est la marche à la guerre.

Ces deux aspects forment une contradiction ; dans un cas, on va vers l'intérieur, dans l'autre vers l'extérieur. Et chaque aspect peut se transformer en l'autre, tout comme l'aspect principal peut devenir secondaire et inversement.

On ne saurait, en effet, parvenir à suivre l'expression de la crise mondiale sans une solide connaissance de la dialectique de l'Histoire. C'est pour cela que la revue Crise existe : afin de documenter la seconde crise générale du capitalisme commencée en 2020, d'analyser de manière révolutionnaire les phénomènes et d'élever le niveau de conscience pour l'action révolutionnaire.

éditorial

Ce numéro a la particularité de se concentrer sur l'Iran, comme ce fut déjà en partie le cas pour le numéro 37. Les événements se précipitent dans ce pays, avec une profonde remise en cause du régime par de nombreux secteurs de masse.

Il est essentiel, à nos yeux, de s'intéresser à ce qui se passe dans ce pays et nous faisons d'une pierre deux coups en donnant la parole à la gauche révolutionnaire iranienne.

Il y a véritablement plein de choses à apprendre des analyses et des compte-rendus de celle-ci. Son regard sur le soulèvement populaire est à la fois profond et intelligent. Il y a une grande capacité à soupeser, à évaluer, à s'interroger sur le cours des choses.

C'est également un devoir internationaliste que de lui donner la parole, que de la soutenir, alors qu'elle affronte des conditions absolument terribles depuis si longtemps, dans un pays martyrisé par la terreur du Shah, puis par le régime des mollahs.

Nous encourageons à suivre les sites :

vivelemaoisme.org
materialisme-dialectique.com

L'enlèvement de Maduro par la superpuissance américaine confirme la thèse du capitalisme bureaucratique au Venezuela

Le numéro 40 de *Crise* aborde longuement la question du Venezuela. Les événements qui se sont produits juste après la publication ont entièrement confirmé ce qui était dit.

On y lisait en effet :

« Paradoxalement, la superpuissance impérialiste américaine ne compte pas précipiter les choses en Amérique latine. L'établissement d'une base arrière demande de la prudence. C'est là où le Venezuela sert à la fois de laboratoire et d'exemple. »

Or, qu'a-t-on vu ? Que le président vénézulién Nicolás Maduro a été enlevé le 3 janvier 2026 par l'armée américaine, dans une opération commando qui avait évidemment l'aval d'une partie du régime.

Le régime, lui, reste en place. Car, comme prévu, le but ne pouvait être que l'imbrication de chaque pays dans le dispositif impérial américain, dans le contexte de la compétition avec la superpuissance chinoise.

L'objectif de la superpuissance impérialiste américaine, c'est que chaque pays soit fonctionnel par rapport à lui. C'est une lecture impériale. Ce qu'on lit dans le numéro 40 de *Crise* a été prouvé par les faits :

« Plus que de frapper, l'approche de cette dernière est de manipuler différents leviers. Il y a le levier de l'opposition dans le pays, il y a celui de fractions de l'armée, il y a celui des médias internationaux, il y a celui des aides et des sanctions, il y a le soutien et le blocus, il y a les menaces et la pression militaire, il y a les frappes ouvertes ou masquées, etc.

La superpuissance impérialiste américaine ne veut pas simplement renverser le régime et placer quelques marionnettes. Il faut, pour le 21^e siècle, que le régime qui remplace l'ancien soit opérationnel pour s'insérer dans les objectifs de croissance du capitalisme américain.

Cela rend les choses moins frontales, mais plus perverses aussi, car il y a l'objectif de réussir à lancer des mobilisations de masse, des réformes, des élans favorables au capitalisme, des soutiens au capital américain, etc. »

SI c'est possible, c'est bien entendu en raison de la nature du Venezuela. C'est un pays où règne le capitalisme bureaucratique, où les mêmes dominent finalement depuis la mise en place du pays à la suite de la colonisation espagnole.

On a les mêmes couches dominantes, la particularité étant que le rôle essentiel du pétrole oblige, dans un cadre non démocratique et non populaire, à la mise en place d'un régime centralisé, avec l'armée comme ossature.

Ainsi, les « pétrobolivars » allaient essentiellement dans les poches des militaires, en échange de quoi ils toléraient le régime, et pour s'assurer d'une certaine stabilité, ils allaient un peu aux communautés des barrios des villes ou des pueblos des campagnes.

Preuve de cela, l'Etat bolivarien – c'est-à-dire nationaliste en mode « latino » - ne s'est jamais attaqué aux latifundios du sud, aux paradis pour touristes des îles, ou à la grande propriété privée des moyens de production (notamment de l'industrie sucrière).

En pratique, les progrès législatifs mis sur le papier par Hugo Chávez, en particulier en droit du travail, n'ont jamais trouvé à s'appliquer que pour la couche de fonctionnaires et assimilés liés au régime. Les travailleurs pauvres arrachés aux campagnes et projetés dans la misère des gigantesques barrios des villes n'ont jamais eu que le droit de trimer, et Pepsi, McDonald's, Nike, Apple, etc s'achètent à Barquisimeto ou Maracaibo comme à Anvers ou Toulouse...

Dans un tel contexte, on comprendra que le « Socialisme du XXIème siècle » initié par Hugo Chávez pour masquer la dictature militaire n'était presque plus revendiqué par Nicolás Maduro.

La corruption massive des hauts dirigeants et la cohorte de petits-bourgeois à arroser a depuis longtemps tari les sources de financement des programmes d'alphabétisation, de développement de coopératives paysannes et ouvrières utilisés comme vecteur du corporatisme, comme populisme pour le soutien au régime.

Et ainsi, cela faisait des années que la chaîne ViveTV peinait à alimenter son émission *Construyendo Republica* avec de véritables reportages saisis sur le vif et mettant en lumière des membres des classes populaires « en lutte » contre les tenants des classes dominantes.

Même les apparences étaient difficiles à établir. Faire semblant a un prix. Et c'est là toujours une clé pour les pseudos réformes des capitalismes bureaucratiques, superstructures mises en place dans des pays du tiers-monde qui sont tous semi-féodaux, semi-coloniaux. ■

Documents de la gauche iranienne sur le soulèvement populaire de janvier 2026

Au sens strict, le soulèvement populaire en Iran commence le 28 décembre 2025, avec immédiatement une réelle ampleur. On a notamment le Grand Bazar de Téhéran qui se révolte, avec les commerçants qui ferment leurs boutiques.

La raison la plus directe de la contestation est l'inflation en expansion ininterrompue et une économie en effondrement. Plus globalement cependant, il y a de grands changements dans la société iranienne, qui considère que le style de vie en mode « musulmans pieux des années 1980 » n'est tout simplement plus tolérable.

Tous les révolutionnaires en Iran, héroïques et pleins d'abnégation il faut toujours le souligner, s'accordent ainsi pour dire que ce soulèvement-là est différent. Il touche de plus larges secteurs que d'habitude, il témoigne de l'impossibilité du régime des Mollahs à maintenir une proposition de mode de vie satisfaisante pour le plus grand nombre.

La contestation du 28 décembre 2025, qui a immédiatement pris une dimension de révolte, s'est ensuite étendue aux quartiers populaires et aux universités. Le 8 janvier 2026 fut la date indiquant qu'un retour en arrière devenait impossible, puisque les protestations concernaient 70 villes et 20 points névralgiques de Téhéran.

Le régime iranien a d'ailleurs, ce jour-là, coupé internet et les communications mobiles, lançant les forces de répression à l'assaut des protestataires, au moyen de matraques, de canons à eau, de gaz lacrymogène, de tirs à balles réelles. Les hôpitaux furent également surveillés, les gens blessés par balles étant immédiatement arrêtés et emportés vers des destinations secrètes, sans avoir été soignés. Il y a eu au moins 10 000 arrestations, mais il est difficile d'y voir clair dans l'immense black-out imposé par le régime.

Ce dernier doit être renversé. Et la gauche iranienne dispose de notre soutien complet. Les documents suivants sont classés par ordre chronologique. Nous rappelons que le numéro 37 de *Crise* présente un historique de l'Iran et de ses mouvements révolutionnaires.

Guérilla Fedayin du peuple iranien : une nouvelle vague de manifestations de masse contre la hausse des prix, l'inflation et la tyrannie en place !

28 décembre 2025

Le dimanche 27 janvier, les Téhéranais sont de nouveau descendus dans les rues autour du bazar pour exprimer bruyamment leur colère et leur haine contre la dictature du régime de la République islamique et contre la pauvreté et la misère qui accablent une grande partie de la population sous ce régime.

Ces manifestations ont d'abord commencé par un rassemblement de commerçants et de vendeurs du marché.

Puis, la foule, exaspérée par la pauvreté, les prix exorbitants, l'oppression et la tyrannie, a envahi les rues.

Après la fermeture du passage de Charso, du passage du Souq, du bazar Bain-ul-Harameen et du centre commercial Alaeddin – malgré les intrigues et les menaces des responsables du régime et le déploiement des forces répressives – les manifestations qui avaient débuté le dimanche autour du bazar de Téhéran ont non seulement continué, mais ont également pris de l'ampleur avec l'arrivée des manifestants le lundi, scandant des slogans plus radicaux.

En observant le groupe de commerçants et de vendeurs de téléphones portables du centre commercial Alaeddin à Téhéran, qui ont fermé leurs boutiques dimanche et organisé un rassemblement pour protester contre les fortes fluctuations du taux de change et les dégâts causés au marché de la téléphonie mobile, il apparaît clairement que les manifestations, qui ont débuté dimanche avec les vendeurs de téléphones portables et d'autres commerçants, ne se sont pas limitées à Téhéran.

Elles se sont propagées à Hamedan, Mallard, Karaj, Qeshm, Dargahan, Kish, Zahedan et d'autres villes, si bien que, selon les médias, les habitants de ces villes sont également descendus dans la rue pour protester contre l'inflation et la hausse des prix, scandant des slogans contre la dictature au pouvoir.

En effet, la dévaluation quotidienne, voire horaire, de la monnaie nationale et la flambée des prix qui en résulte ont non seulement plongé de larges pans de la population iranienne dans la pauvreté et la misère et réduit drastiquement leur pouvoir d'achat, mais ont également perturbé l'ensemble du marché national.

Lorsque le cours du dollar sur le marché libre des changes iranien a dépassé les 144 000 tomans pendant quelques heures dimanche, la situation est devenue si critique que les commerçants ont tenté de fermer leurs boutiques en raison de l'instabilité monétaire.

Les manifestants ont scandé des slogans et appelé la population et les autres commerçants à les rejoindre.

Ces revendications reflétant les inquiétudes de la population, de plus en plus de gens se sont soulevés lundi, scandant des slogans tels que : « Mort au dictateur », « C'est l'année du sang, Khamenei est renversé », « Canons, chars, feux d'artifice : le mollah doit partir », « Mort à la république des exécutions » (à Zahedan) et d'autres encore, dénonçant l'oppression et la répression exercées par le régime de la République islamique dans tout le pays.

La réalité est que, tandis que la dictature au pouvoir prétend être sans le sou, elle utilise en réalité des milliards de dollars de ressources et d'actifs appartenant au peuple iranien pour servir les intérêts des impérialistes et des capitalistes, tant nationaux qu'étrangers.

Ce faisant, elle a privé les travailleurs de leurs moyens de subsistance et les a exploités et opprimés au maximum.

Ce régime a créé les conditions dans lesquelles la majorité de la population vit dans la misère et le dénuement – sans pain, eau, gaz, électricité, ni même air pur en quantité suffisante – sous le seuil de pauvreté, contrainte de lutter pour sa survie. Par l'exploitation flagrante de la population, la corruption et le détournement de milliards, la République islamique a transformé la société en une bombe à retardement prête à exploser à tout moment.

Il est impossible de prédire si les manifestations des 26 et 27 janvier se poursuivront et serviront de détonateur. Mais il ne fait aucun doute que le peuple iranien est prêt à se soulever à tout moment.

Si un tel soulèvement prenait racine et s'étendait, l'appareil répressif de la République islamique ne pourra pas le contrôler et le réprimer aussi facilement.

Les mercenaires du régime ont ouvert le feu sur des manifestants non armés et en colère lors des manifestations des 27 et 28 janvier, prélude au soulèvement des affamés. Dans certains cas, cependant, les forces répressives du régime ont été repoussées par le nombre important de manifestants et la colère de la jeunesse dans les rues.

Cela montre que si la population continue de manifester à plus grande échelle, elle sera témoin de scènes de plus en plus impressionnantes de sa puissance sur ses ennemis.

Dans l'espoir de ce jour – et dans l'espoir que nos travailleurs et nos jeunes s'organisent le plus efficacement possible dans le cadre de ces luttes et se soulèvent avec une conscience aiguë et l'organisation nécessaire – il est essentiel de renverser la République islamique et d'empêcher les bandes réactionnaires, soutenues par les institutions sécuritaires de ce même régime, d'infiltrer les rangs de la lutte et de la détourner du cours juste de ces combats.

Tout en soutenant les revendications et les luttes légitimes du peuple iranien, les guérilleros Fedayeen insistent sur le fait que l'importance d'un régime alternatif n'est en rien moindre que la nécessité de renverser la République islamique.

Les chaînes de l'oppression ne seront brisées que par la force des travailleurs, des femmes, des jeunes, des peuples opprimés et des autres masses asservies, lorsque, par la révolution populaire et la destruction de la République islamique et du système capitaliste en place, un gouvernement garantissant le droit à la vie, au pain, au travail, au logement, à la liberté et à l'indépendance vis-à-vis du joug impérialiste en Iran sera instauré.

À bas le régime oppressif de la République islamique !

Vive la révolution !

Vive le socialisme !



Déclaration de l'Organisation de l'Union des Fedayins du Peuple d'Iran sur les manifestations populaires actuelles : rejoignez les protestations des gens dans la rue !

30 décembre 2025

Au cours des trois derniers jours, les manifestations de masse contre la baisse stupéfiante de la valeur de la monnaie nationale et la hausse effrénée de l'inflation, qui a commencé dimanche 28 à Téhéran, se sont étendues à d'autres villes d'Iran.

La manifestation a commencé sur le marché de Téhéran et la protestation d'hommes d'affaires et d'agentss économiques, et dans la continuité, elle s'est étendue à d'autres villes telles que Karaj, Kerman, Malard, Hamedan, Mashhad, Kermanshah, Ispahan, ainsi qu'au Grand Bazar de Qeshm.

Dans le même temps, depuis hier, des étudiants de l'Université de Téhéran se sont joints à la manifestation et ont protesté dans la rue de l'université avec le slogan "Ayez peur, ayez peur, nous sommes tous ensemble".

Les étudiants ont poursuivi leurs manifestations mardi, et un certain nombre d'autres universités se sont jointes aux manifestations depuis mardi matin.

La réponse du gouvernement aux demandes du peuple et à ses protestations, comme d'habitude, a été l'attaque des forces réprimées sur les rangs des manifestants, le jet de gaz lacrymogènes et l'arrestation des manifestants.

Dans le même temps, le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) a déclaré dans un communiqué sous prétexte de "ج" (le jour de la perspicacité et de l'alliance de la Oumma avec le Velayat) dans un communiqué selon lequel "les ennemis de la révolution islamique continuent de reproduire des séditions similaires avec de nouveaux outils de guerre cognitive, d'opérations psychologiques et de création narratives".

Et il a clairement menacé qu'ils "avertissent qu'ils résisteront à toute sédition, chaos, guerre cognitive ou menace de sécurité et agression territoriale, et seront le gardien de l'indépendance, de la sécurité, de la dignité et de l'autorité de la République islamique d'Iran".

En adoptant la politique de "non-guerre, pas de paix" par le gouvernement islamique après la fin de la guerre de douze jours, le gouvernement a pratiquement maintenu la société dans un état d'attente, inépuisable et critique.

La faction dure du gouvernement n'est pas disposée à accepter la destruction de tous les rêves et aspirations de sa domination sur la région et la levée du drapeau de l'islam "chiite" au Moyen-Orient. Khamenei est introuvable, le gouvernement de Raisi est perdu et gagne son temps, tandis que les profiteurs, tant que l'occasion est là, continuent de piller les restes des coffres de l'État et les richesses nationales.

Face à l'augmentation sans précédent des prix élevés et à sa continuité quotidienne, la société iranienne indique qu'elle se rapproche du seuil de "l'hyperinflation".

Avec la croissance négative du PIB et les politiques inflationnistes du gouvernement pour trouver de l'argent, comme l'augmentation des impôts, la vente de devises de l'État sur le marché libre et les plans d'austérité, le déficit budgétaire a porté la tolérance des moyens de subsistance des gens à un niveau très fragile.

En même temps que la baisse du pouvoir d'achat des populations et la restriction des activités financières quotidiennes pour répondre aux besoins urgents, le chiffre d'affaires économique a été pratiquement limité et a confronté à de nombreuses petites entreprises, entreprises et artisans à une réduction de l'activité économique et le risque d'arrêter le travail et l'activité.

Ces jours-ci, le personnel du gouvernement dans le cyberspace tente de montrer que l'Iran n'a pas atteint le seuil de la « l'hyperinflation » et qu'il n'y a rien à craindre, et le gouvernement surmontera cela en utilisant des politiques de prévention.

Bien que le peuple ne croie plus aux mensonges et aux vantardises du gouvernement et qu'il n'y ait pas de confiance dans ce gouvernement, et que la présence généralisée du peuple dans les rues montre cette méfiance, l'admission du gouvernement à l'existence d'une "hyperinflation" dans l'économie iranienne et la tentative de montrer l'importance de cette question est un signe de la crise à laquelle la société est confrontée.

En même temps que les protestations des marchands et du marché, les protestations et les grèves des travailleurs et d'autres segments de la société se poursuivent.

Par exemple, les informations d'hier rapportaient : « Poursuite de la manifestation de lundi des retraités des télécommunications, manifestations des employés de la Compagnie pétrolière offshore, poursuite et amplification de la grève et du

rassemblement des techniciens de maintenance des lignes et bâtiments du chemin de fer du Lorestan pour le neuvième jour consécutif, grève des ouvriers des usines Radiator Iran et Tina Sanat Mabadel, grève et rassemblement des journalistes de l'usine pétrochimique Negin Makran... » .

Le gouvernement islamique est incapable et ne sera jamais en mesure de résoudre les crises qu'il a lui-même engendrées.

Ce gouvernement doit démissionner et céder la place à un gouvernement démocratique et populaire.

La voie vers la liberté et la démocratie, la séparation de la religion et de l'État et l'instauration d'une république populaire réside dans la lutte contre ce gouvernement et dans l'imbrication des luttes des différentes couches et classes de la société.

La crise économique est grave et, jour après jour, elle précipite la société au bord du gouffre.

Le temps presse et la nécessité d'une coordination entre les mouvements sociaux se fait plus pressante que jamais.

Les forces de gauche et démocratiques d'Iran doivent redoubler d'efforts à cet égard.

POURQUOI ?

Pourquoi chantes-tu – ô Rossignol –
puisque la voix de ma bien-aimée
s'est tue ?

Pourquoi brilles-tu – ô Soleil –
puisque les yeux de ma bien-aimée se
sont clos ?

Pourquoi rêves-tu – ô Jeune fille –
puisque le bonheur est un éternel
mirage ?

– Je chante encore – ô Eploré – parce
que d'autres cœurs sont allègres.

Je brille encore – ô Eploré – parce
que d'autres regards scintillent.

Et si je rêve – ô Jeune homme – c'est
que demain tu m'aimeras peut-être.

(poème persan)

Pahlavi est une menace contre la solidarité populaire !

Publié dans la presse de la Guérilla Fedayin du peuple iranien.

30 décembre 2025

Avec la montée des luttes populaires contre les conditions oppressives du souverain (contre le prix, la pauvreté, la corruption structurelle, la répression, la torture et l'exécution) et pour atteindre le pain, le travail, la liberté, il y a tous ceux qui essaient de maintenir le statu quo, et avec diverses astuces.

Qui essaient de détourner, d'affaiblir et d'étrangler les mouvements réels des gens dans la rue, dans l'espoir qu'ils puissent causer confusion et division parmi le peuple.

Les mouvements autour de Pahlavi [= la famille royale] sont l'un de ces courants contre-révolutionnaires qui, en rapport au mouvement récent des masses opprimées et emprisonnées d'Iran, en faisant fausse voix et en informant par la distorsion de centaines de vidéos de manifestations populaires et de leur assemblée, tentent de confisquer une campagne indépendante, spontanée et découlant des demandes réelles des masses du peuple.

Ce projet de média-propagande, en éliminant les vrais slogans, en mettant en évidence des images sélectives, est un effort organisé pour voler la voix de la rue et imposer une fausse alternative et inculquer un faux leadership dans un mouvement qui n'a rien à voir avec tout cela.

Au cours de cette attaque organisée par la monarchie, nous voyons que les médias affiliés, tels que Iran International, Man-o-tou et la BBC en persan, et avec l'activité généralisée de milliers de cyber-comptes mercenaires, ont l'objectif spécifique de créer le doute, la confusion et la division parmi les opprimés, afin de distraire, affaiblir et étrangler les mouvements réels du peuple dans les rues.

L'expérience a montré que ces courants ne sont ni la voix du peuple, ni ne correspondent à la revendication de liberté.

Leur mission est de confisquer la lutte des masses, de détruire la solidarité populaire et d'ouvrir la voie à la reproduction du pouvoir d'en haut avec un visage flambé et trompeur.

Sur cette base, la conscience collective est aujourd'hui une nécessité historique.

Elle ne doit pas laisser marginaliser une fois de plus avec la guerre psychologique, le mensonge et la polarisation artificielle des ennemis, un mouvement qui a été formé par le sang et la souffrance du peuple.

Reza Pahlavi a montré à plusieurs reprises dans la pratique que sous le couvert de l'opposition, il s'est toujours tenu aux côtés du CGRI [= Corps des gardiens de la révolution islamique] et de la machine meurtrière du régime.

Il a clairement déclaré qu'il cherchait le pouvoir politique avec cette armée et cette mobilisation. Avec un tel projet, il est clair qu'il n'est pas une alternative à la liberté, mais la poursuite de la même structure de répression par un autre nom.

Lui et tout le mouvement monarchiste sont les ennemis de la liberté, les ennemis de l'indépendance et les ennemis du peuple qui lutte pour la libération de la tyrannie avec sacrifice.

La lutte du peuple iranien n'est ni négociable ni confiscable.

Ce n'est qu'en maintenant l'unité, la conscience et le rapport à l'égard de la force populaire indépendante que l'on peut se dresser contre le régime oppressif et les alternatives fausses et imposées.

Aujourd'hui, plus que jamais, la solidarité de la lutte entre les travailleurs, les femmes, les enseignants, les retraités, les étudiants, les jeunes chômeurs, les minorités nationales et religieuses et toutes les opprimées dans la société est une nécessité fondamentale et une tâche vitale.

Aucune partie de la société ne sera victorieuse seule dans la lutte contre le régime de la République islamique, dans le combat pour ses exigences légitimes.

Ce n'est que par le lien conscient et organisé de ces mouvements, en s'appuyant sur les intérêts communs et les exigences réelles du peuple et sous la direction de la classe ouvrière, qui constitue la majorité de la population, que la machine de la répression peut être désactivée et ouverte la voie à la liberté, à la justice sociale et à la véritable indépendance.

La solidarité n'est pas un slogan, mais l'arme du peuple contre la tyrannie dominante et les alternatives imposées et trompeuses.

Le Printemps doucement évente le visage de la rose ;

Dans l'ombre du jardin, comme un visage aimé est doux !

Rien de ce que tu peux dire du passé ne m'est un charme ;

Sois heureux d'Aujourd'hui, ne parle pas d'Hier

(Omar Khayyam)

Bilan du soulèvement populaire au quatrième jour 31 décembre 2025

Publié dans la presse de Komala

31 décembre 2025

Les manifestations qui ont commencé sur le marché de Téhéran et se sont poursuivies mardi 9D [= 30 décembre 2025] pour le quatrième jour, avec l'expansion dans des villes telles qu'Ispahan, Kermanshah, Shiraz, Yazd et Mashhad, sont entrées dans une nouvelle phase.

La grève du Grand Bazar de Téhéran pour le troisième jour consécutif, la fermeture de centres commerciaux et d'entreprises à Kermanshah, l'adhésion d'étudiants dans les universités de Téhéran, la science et l'industrie, Tabataba'i, Khaje Nasir, Beheshti, la science et la culture, ainsi que l'Université de technologie d'Ispahan, montrent que nous ne sommes pas confrontés à une réaction à court terme à la fluctuation de la monnaie.

Du point de vue des intérêts des ouvriers et des travailleurs, l'esprit de ces manifestations mérite jusqu'à présent le soutien et la participation active à celui-ci, non seulement en tant que mouvement de rue anti-régime, mais en défense du droit à une vie décente.

Lorsque la baisse de la valeur de la monnaie nationale avale les salaires et l'épargne, et lorsque l'inflation chronique supprime la maison et la nourriture et le traitement de la portée d'une grande partie de la société, le silence signifie accepter la conversion de la pauvreté en la destinée inévitable des êtres humains.

Quand le président dit: «On nous dit d'augmenter les salaires, mais d'où venons-nous?», c'est une confession à une impasse économique qui a été payée par les classes inférieures pendant des années.

Pour le travailleur, retraité, infirmier, chauffeur, employé et sans emploi, lorsque le budget officiel du pays est ajusté en fonction de l'inflation de 52%, et le président dit qu'il ne peut pas augmenter les salaires, ce qui signifie que le budget du gouvernement est censé être fourni avec le faible niveau de vie des ouvriers et des travailleurs, c'est-à-dire que la majorité du peuple iranien est privé d'accès aux médicaments, aux traitements et aux services médicaux, et cela veut dire que davantage d'enfants seront privés d'éducation.

Pour la classe moyenne et la petite entreprise et le marché, l'augmentation momentanée de la monnaie signifie le verrouillage du commerce et l'impossibilité de la tarification.

Lorsque la même récession est combinée avec les pressions fiscales, les loyers et la baisse du pouvoir d'achat des gens, il est naturel que les marchands du marché soient également tournés avec les travailleurs pauvres par rapport au régime dominant corrompu et oppressif.

L'adhésion d'étudiants dans les universités iraniennes est très significative d'une certaine manière.

Aujourd'hui, la société iranienne se trouve dans une situation où chaque mouvement, même si syndical, prend rapidement une image politique. L'université exprime généralement l'horizon politique de la crise plus tôt qu'ailleurs.

Le marché a également une capacité de réseau et une grève coordonnée, et sa suppression est coûteuse pour le gouvernement.

Mais la véritable avancée intervient lorsque ces protestations sont liées au corps principal de la communauté de travail. C'est-à-dire être lié au mouvement et aux exigences des travailleurs de la production et des services, des travailleurs contractuels, des chauffeurs, des employés urbains, des enseignants, des retraités, des chômeurs et des marginalisés.

Parce que le coup principal de la crise leur incombe précisément, et leur poids social peut transformer les soulèvements populaires isolés et dispersés en mouvements décisifs pour un changement fondamental de la société. Par conséquent, il convient de souligner que la victoire et le progrès de ces soulèvements dépendent de l'adhésion des masses ouvrières et des pauvres et des personnes marginalisées.

Mais il est naturel qu'avec la propagation des protestations, la bataille pour sa direction commence.

Ces jours-ci, des murmures sont entendus dans les coins en faveur du mouvement monarchiste, qui est exagéré à travers leurs réseaux de propagande à l'étranger.

Indépendamment de leur coordination pratique avec les politiques du régime, ces mouvements veulent au mieux priver le soulèvement révolutionnaire du peuple de son contenu.

Ils veulent hisser un drapeau dans le contexte de la crise politique existante, au lieu de mettre en évidence les exigences de la majorité du peuple et la nécessité de s'organiser par en bas, qui a été mise à l'épreuve par l'expérience historique du peuple iranien.

Le peuple iranien a laissé derrière lui la monarchie avec sa révolution, et il n'est pas prêt à remplacer la tyrannie religieuse par la tyrannie royale. La question de la société iranienne d'aujourd'hui n'est pas le choix entre les deux despotes, c'est la question de mettre fin à un ordre qui reproduit la pauvreté, l'injustice et l'inégalité.

Ici, il convient de dire explicitement que la République islamique et les monarchistes, avec toutes les différences apparentes, peuvent être alignés dans un objectif commun, c'est-à-dire d'éloigner la protestation des demandes indépendantes des ouvriers et des travailleurs et de la transformer en projets de changement de pouvoir par en haut.

Le monarchiste tente d'attacher la colère du peuple à la nostalgie et au retour au passé, c'est-à-dire au lieu de résoudre le problème de l'inégalité, le droit à l'organisation, aux salaires, au logement et aux services publics, de le réduire à la face changeante du pouvoir.

Si ces protestations doivent être soutenues, enracinées et victorieuses, il est nécessaire que ses axes de classe et sociaux deviennent plus clairs.

Cela signifie le slogan du pain, du travail, de la liberté au sommet des slogans et des revendications du peuple. Cela signifie que l'accent est mis sur les exigences qui représentent la vie de la majorité et ne permettent pas de supprimer ou de confisquer le soulèvement du peuple.

La formation de liens de solidarité entre les universités, les quartiers ouvriers, les marginalisés et les lieux de travail est la clé de l'expansion de ce soulèvement. Dans un tel lien, la protestation de la défense devient agression et en pouvoir social, un pouvoir qui peut résister à l'oppression et éviter de tomber dans le piège des desseins que l'ennemi a mis sur son chemin.

Les protestations des quatre derniers jours sont les cris d'une société qui ne peut plus être tolérée sous la pression de l'inflation, du chômage et de l'insécurité de l'emploi.

De la position des intérêts à court terme et à long terme de la classe ouvrière, la suffisance de ces protestations doit être défendue et en même temps être vigilante que la République islamique ne peut pas la contenir avec des privilèges limités.

L'avancée de ce soulèvement dépend de l'adhésion des masses ouvrières et pauvres et marginalisées et de la formation d'une solidarité indépendante entre les différentes parties de la société, afin de transformer la lutte contre les prix en un mouvement pour le droit à la vie et de mettre fin au système oppressif, exploiteur et inégal.

Déclaration du Conseil exécutif de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Iran (Ra' Kargar) : les pas fermes de la révolution populaire iranienne et les dangers à venir

1^{er} janvier 2026

La grève et les manifestations des bazars de Téhéran, le dimanche 28 décembre 2025, en protestation contre la flambée du dollar à plus de 140 000 tomans, la crise des échanges et la stagnation du marché, ont attisé le mécontentement populaire.

La colère grandit face à l'enchevêtrement des crises et à l'incapacité du gouvernement islamique à subvenir aux besoins d'un pays de 90 millions d'habitants.

Ces protestations se sont désormais propagées à plusieurs villes. Le gouvernement et ses instances, conscients du statut et de l'influence des bazars et de leurs organisations corporatives officielles, ont tenté de les étouffer en organisant des réunions et des négociations avec les dirigeants des corporations et en cédant à une grande partie de leurs revendications.

Cependant, cette étincelle de contestation a relancé le mouvement de protestation au sein d'autres segments de la population, notamment les étudiants, les femmes et les jeunes.

La poursuite des manifestations populaires dans plusieurs villes du pays, qui se sont maintenues avec vigueur jusqu'à présent, reflète la même dynamique révolutionnaire amorcée en janvier 2017, qui s'est poursuivie en novembre 2019 et, en septembre et durant la seconde moitié de l'année 1401 [= septembre 2022 à mars 202], a abouti au mouvement révolutionnaire « Femmes, Vie, Liberté ».

Le mouvement révolutionnaire populaire actuel dans diverses villes d'Iran est l'expression de la protestation populaire contre le pillage généralisé perpétré par la « Société par actions des pillards islamiques », qui a conduit le peuple à la ruine.

Le régime des dirigeants islamiques a plongé une grande partie de la population de l'un des pays les plus riches du monde dans la pauvreté, et 60 millions d'entre eux dépendent de biens de première nécessité fournis par l'État, souvent dérisoires et humiliants.

Ce n'est donc pas sans raison que les manifestations actuelles sont une lutte pour le pain quotidien et contre la misère et le dénuement généralisés.

Si l'axe principal du mouvement de protestation de la seconde moitié de 1401 était la « lutte pour la liberté », les luttes populaires actuelles ont rapproché la « lutte pour le pain » de cette lutte.

Autrement dit, dans le slogan central « Femme, Vie, Liberté », le poids de la « vie », qui englobe tous les besoins d'une existence humaine digne, prend désormais une importance accrue. Désormais, le lien entre la « lutte pour le pain » et la « lutte pour la liberté » peut mobiliser tout le potentiel des mouvements révolutionnaires nationaux.

Depuis le soulèvement révolutionnaire de Zina [Amin assassinée après son arrestation par la police pour ne pas avoir correctement porté le voile islamique], nous avons constaté ces dernières années une augmentation et une expansion constantes des protestations ouvrières dans divers secteurs, notamment les grèves de cinq mille travailleurs des secteurs pétrolier, gazier et pétrochimique dans douze raffineries ces derniers mois ; les rassemblements hebdomadaires de protestation des retraités sont devenus une tradition bien ancrée.

Les vastes manifestations des enseignants et des infirmières expriment clairement le mécontentement général de ce secteur des services. Les grèves des chauffeurs routiers et les manifestations des agents de nettoyage ont révélé la colère et le mécontentement de ces secteurs d'activité.

Le mouvement de sensibilisation et les vastes luttes contre la peine de mort ont transformé les slogans « Non à la peine de mort » et « Libérez les prisonniers politiques » en cris de ralliement populaires.

Les manifestations d'envergure contre la destruction du fleuve Zayandeh Rood et du lac d'Ourmia, des forêts de chênes hyrcaniennes et du Zagros, et contre la pollution de l'air dans les grandes villes du pays ont fait du mouvement écologiste un pilier du mouvement révolutionnaire.

Ainsi, le mouvement populaire iranien actuel, qui s'étend progressivement à tout le pays pour protester contre la pénurie alimentaire et la répression des libertés, peut fédérer tous ces mouvements et créer une force nationale capable de proposer une alternative populaire pour l'avenir de l'Iran.

Mais le mouvement révolutionnaire du peuple iranien est lui aussi confronté à de nombreux problèmes. Le gouvernement islamique, conscient de l'ampleur et de la force de ce mouvement ainsi que de la colère révolutionnaire qui anime la population, prévoit de l'anéantir par tous les moyens.

Les institutions sécuritaires du régime islamique s'efforcent de priver ces mouvements populaires de leur leadership naturel et organique en procédant à des arrestations massives de militants syndicaux, civils, sociaux, culturels et politiques.

À titre d'exemple, on peut citer les arrestations massives de militants participant à la septième cérémonie de Khosrow Alikurdi à Mashhad, les arrestations et les licenciements en masse de militants des syndicats d'enseignants et d'infirmières, l'arrestation de militants écologistes, les fortes pressions exercées sur les militants des syndicats étudiants, ainsi que les arrestations, les inculpations, les peines avec sursis et les cautions exorbitantes imposées aux personnes arrêtées dans le cadre de divers mouvements sociaux.

Le second axe de la politique sécuritaire du régime pour vaincre ce mouvement consiste à créer des alternatives artificielles par la complicité avec le fascisme royal, comme on peut en observer des exemples à Mashhad et dans d'autres régions.

Les monarchistes totalitaires, pris au piège de ce système sécuritaire, ne feront qu'accroître les divisions et la confusion parmi les manifestants.

La répression des activistes et les arrestations massives, si le mouvement révolutionnaire actuel s'étend à l'ensemble du pays, constituent le troisième volet de la politique de sécurité du régime. Nous avons pu observer des exemples particulièrement violents de cette politique en janvier 2017, novembre 2019 et septembre 2019.

Outre les dangers que représente le régime islamique pour le mouvement révolutionnaire du peuple iranien, certaines forces d'opposition agissent de manière perturbatrice à son encontre.

Tous les courants qui s'opposent ouvertement au slogan central du mouvement, « Femmes, Vie, Liberté », sèment la division et la fragmentation, et affaiblissent le mouvement populaire. Cela peut s'avérer extrêmement dommageable si les leaders naturels et engagés du mouvement sont emprisonnés ou soumis à de fortes pressions sécuritaires.

Parmi ces alternatives destructrices, on trouve les monarchistes qui s'emploient à manipuler les vidéos du mouvement révolutionnaire iranien, en y intégrant les slogans « Homme, Patrie, Liberté » et désormais ceux de « Javed Shah » [= Shah immortel].

En doublant ces vidéos de protestation et en les diffusant via des médias impérialistes tels que « You and Me », « Iran International » et la BBC, les marionnettes de ce mouvement tentent de placer Reza Pahlavi, protégé de Netanyahu, à sa tête. L'Organisation des Moudjahidines du peuple s'oppose également à ce mouvement, brandissant le slogan « Femmes, Résistance, Liberté ».

En instrumentalisant le mouvement et en incitant la jeunesse à la violence, elle prépare le terrain pour sa répression par les oppresseurs islamistes.

Ces deux mouvements, ainsi que d'autres groupes qui leur sont fidèles, sont des propagandistes qui, de connivence avec les puissances hégémoniques, encouragent les puissances étrangères à envahir et attaquer l'Iran.

Par conséquent, une guerre d'agression constitue un danger grave et préjudiciable pour le mouvement révolutionnaire du peuple iranien.

Certaines forces de gauche, qui ne croient pas aux libertés politiques inconditionnelles ni à la démocratie comme leviers permettant au peuple de déterminer son propre destin, opposent le slogan « Travail, Logement, Liberté » au slogan principal du mouvement et tentent concrètement de dresser le mouvement ouvrier contre le mouvement du peuple iranien en quête de liberté et de démocratie.

Malgré ces menaces émanant de la dictature fasciste au pouvoir et de l'opposition de droite, le mouvement populaire iranien actuel, qui lutte avec vigueur pour la liberté et pour la subsistance, reste ferme sur ses revendications fondamentales.

Ces revendications s'articulent autour des axes suivants :

- La lutte pour des libertés politiques inconditionnelles et l'égalité des droits civiques, sans distinction de sexe, de nationalité, d'origine ethnique, de religion, de croyances ou de culture.
- La lutte pour une démocratie large et inclusive qui permette l'organisation à grande échelle des classes populaires et garantisse la possibilité d'un gouvernement de la grande majorité pour la grande majorité.
- La réorganisation de l'économie nationale afin de garantir le bien-être général et d'instaurer une protection sociale complète et universelle, ainsi que l'accès gratuit à l'éducation, aux soins de santé et au logement social.
- La lutte pour le droit à l'autodétermination des peuples constitutifs de l'Iran et leur unité volontaire, renforçant ainsi la solidarité nationale du mouvement populaire iranien.
- La lutte pour la préservation de l'environnement, la garantie d'un lien durable avec la nature et la lutte contre les politiques prédatrices et le pillage de l'écosystème national.

Il est clair que la promotion de ces revendications et de ces slogans exige une vaste organisation des mouvements sociaux, la formation d'instances dirigeantes en leur sein et une large convergence entre ces mouvements et leurs organisations phares.

Cet ensemble de forces peut organiser une alternative révolutionnaire en créant un quartier général politique pour les luttes populaires visant à conquérir le pouvoir à la veille du renversement du fascisme islamique.

Un tel quartier général politique populaire peut orienter les événements et, en renforçant les luttes de masse et en les étendant à l'échelle nationale, permettre la transition du pouvoir.

Avec une telle transition, et dans le prolongement de l'élargissement des libertés politiques et de la promotion de la démocratie, nous pouvons espérer la convocation d'une Assemblée constituante.

Une Assemblée constituante formée par le vote universel, national, secret et protégé de l'ensemble du peuple iranien pourra rédiger une nouvelle constitution et la soumettre au référendum.

Les forces radicales, progressistes et de gauche doivent soutenir un tel processus démocratique.

Sans ce processus, le mouvement révolutionnaire du peuple iranien, malgré ses immenses sacrifices, ne pourra atteindre ses nobles aspirations humanistes. Nous en sommes convaincus.

Face à l'ampleur croissante des luttes du peuple iranien, il est du devoir de toutes les forces progressistes de gauche et démocratiques, des partis, organisations et formations démocratiques, des organisations féministes et des défenseurs des droits des personnes LGBT et des dissidents à l'étranger, de coordonner et d'unir leurs efforts pour dénoncer les politiques oppressives du régime fasciste de la République islamique et les complots de la puissance impérialiste.

Cette force, présente dans les villes du monde entier et profondément attachée au sort du peuple iranien, peut susciter une vague de protestations dans les capitales internationales et porter la voix du soulèvement révolutionnaire populaire.

Dans le contexte actuel, cette responsabilité incombe aux forces de gauche et démocratiques à l'étranger.

Alors que l'opposition de droite s'allie aux ennemis du peuple iranien et aux puissances hégémoniques, et applaudit les attentats criminels perpétrés en Iran et le massacre de sa population, les forces de gauche, les démocrates, les féministes et les militants écologistes, attachés aux libertés politiques inconditionnelles et à une démocratie inclusive, doivent, notamment à l'étranger, se faire les porte-étendards d'un soutien indéfectible aux luttes du peuple iranien et au mouvement révolutionnaire « Femmes, Vie, Liberté ».

À bas le régime de la République islamique !

Vive la liberté, la démocratie et le socialisme !

Conseil exécutif de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Iran (Ra Kargar)

Déclaration du Conseil exécutif de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Iran (Rah Kargar) : la révolution du peuple iranien n'a pas besoin du soutien des néofascistes !

2 janvier 2026

Le vendredi 12 janvier 1404 [= le 2 janvier 2026], sixième jour du soulèvement révolutionnaire du peuple iranien, qui a pris le contrôle de plusieurs villes, le président néofasciste des États-Unis, Donald Trump, a écrit sur le réseau social « Truth Social » : *« Si l'Iran tire sur des manifestants pacifiques et les tue violemment – ce qui est une pratique courante en Iran –, les États-Unis d'Amérique viendront à son secours. Nous sommes prêts à intervenir. Merci de votre attention. Président Donald J. Trump ».*

Cette menace ouverte d'une attaque militaire contre l'Iran, sous prétexte de soutenir le peuple épris de liberté, est un nouveau prétexte concocté par Donald Trump et Benjamin Netanyahu pour écraser l'Iran.

Il est clair que des criminels dont les mains sont tachées du sang de dizaines de milliers de Palestiniens à Gaza, et qui font l'objet de nombreuses poursuites judiciaires dans leurs pays respectifs pour corruption, ne peuvent se transformer du jour au lendemain en protecteurs bienveillants envers le peuple iranien.

Donald Trump, qui ambitionne de dominer le Venezuela, le Groenland, le Canada et le canal de Panama, qui bafoue le droit international, qui arrête et expulse des immigrants et des réfugiés aux États-Unis lors de raids brutaux menés par la Garde nationale américaine de la manière la plus inhumaine, et qui empêche même des Iraniens et des citoyens de plusieurs autres pays d'entrer aux États-Unis, ne peut ni n'a la légitimité de se présenter comme un défenseur des droits humains du peuple iranien.

Ce prétexte fallacieux pour dominer l'Iran ne trompera personne. Un néofasciste comme Donald Trump et un criminel recherché par la Cour pénale internationale de La Haye comme Benjamin Netanyahu ne sont pas qualifiés pour parler de la révolution du peuple iranien.

Le peuple iranien a subi de lourdes conséquences du fait de l'ingérence des puissances étrangères dans le développement de son pays tout au long du siècle dernier.

Les glorieux acquis de la Révolution constitutionnelle, première révolution démocratique d'Asie, ont été anéantis par l'intervention de la Grande-Bretagne et le coup d'État de Reza Shah. Les acquis du mouvement démocratique iranien des années 1920, et en particulier le mouvement national mené par le Dr Mossadegh, ont été réduits à néant par le coup d'État conjoint des États-Unis et de la Grande-Bretagne qui a restauré le pouvoir de Mohammad Reza Shah.

Dans la région, les interventions prétendument « humanitaires » des États-Unis et de l'Occident en Afghanistan et en Irak, nos voisins de l'Est et de l'Ouest, ont conduit à un destin désastreux pour les populations de ces deux pays. Par conséquent, le but de ces interventions impérialistes n'est rien d'autre qu'une tentative de domination sur le pays le plus important de la région la plus sensible du monde.

Le soutien indéfectible de Reza Pahlavi au message de Donald Trump indique que, comme son père et son grand-père, il rêve d'accéder au pouvoir grâce aux bombardements de forces interventionnistes étrangères. Il est l'héritier du droit de la famille Pahlavi à servir et à se soumettre aux puissances impériales.

L'ingérence du président américain dans les événements politiques en Iran a déjà porté un coup dur au mouvement révolutionnaire populaire. Cette ingérence éhontée :

Premièrement, elle a donné plus de poids que jamais aux dirigeants du fascisme religieux iranien, qui cherchent ainsi à se légitimer en énumérant les crimes de Netanyahu à Gaza et en Palestine, ainsi que les crimes de l'armée américaine à travers le monde.

Deuxièmement, elle a fourni aux services de sécurité du régime islamique suffisamment de prétextes pour considérer le véritable soulèvement révolutionnaire du peuple iranien comme l'œuvre d'une ingérence étrangère et des services de renseignement ennemis, et pour le réprimer avec la plus grande sévérité.

Troisièmement, cela leur a fourni cette justification pour proclamer haut et fort la menace de mettre le feu à la région et, en semant l'instabilité et en créant de nouvelles crises, ils ont accru leurs dommages à la domination islamique sur l'Iran.

Il est donc du devoir de toute force politique aspirant à la liberté, et notamment des forces de gauche et socialistes, de condamner fermement cette ingérence éhontée dans les affaires politiques du pays, et plus particulièrement dans le mouvement de contestation qui agite actuellement le peuple iranien.

La révolution iranienne actuelle, qui s'inscrit dans la continuité des soulèvements révolutionnaires de la dernière décennie, et notamment du mouvement révolutionnaire « Femmes, Vie, Liberté », vise à instaurer un climat propice à la prise du pouvoir par la grande majorité. Elle s'appuie sur des libertés politiques inconditionnelles et une démocratie inclusive issues de la base, ainsi que sur le lien indissociable entre la lutte pour la liberté et la lutte pour le pain.

Or, dans un contexte de pauvreté et de misère généralisées qui plongent la majorité de la population dans la misère, et face à l'effondrement de la situation économique, les pressions les plus fortes pèsent sur les salariés et les populations marginalisées. Dans un contexte où la révolte du pain peut mobiliser l'ensemble des plus démunis, le climat politique actuel crée les conditions d'un développement plus important que jamais des syndicats et des organisations de classe.

C'est là l'élément clé de la formation d'un pouvoir populaire issu de la base. La lutte du peuple, et notamment des salariés, contre la République islamique est une lutte acharnée, ponctuée d'avancées et de tournants décisifs. Nous nous trouvons aujourd'hui à un nouveau moment charnière du mouvement populaire. Le pouvoir du peuple se construit par l'organisation à la base, qu'il convient de renforcer en ces occasions exceptionnelles.

Organiser les salariés – ouvriers, enseignants, infirmiers, agents d'entretien, chauffeurs de transports urbains et interurbains –, organiser les femmes, les jeunes, les étudiants, les défenseurs des droits des nationalités opprimées et les écologistes peut contribuer à stabiliser et à renforcer le pouvoir du peuple face au gouvernement. Ces mouvements révolutionnaires, qui prennent de l'ampleur chaque jour, doivent désormais constituer en leur sein le quartier général politique de la révolution, en s'appuyant sur des leaders naturels et expérimentés des mouvements sociaux, afin de canaliser la colère populaire vers une révolution progressive et durable, et d'éviter son échec et le basculement dans l'abîme d'une contre-révolution encore plus violente.

L'expérience de la Révolution bahmanide [=février 1979] a démontré que tout changement révolutionnaire ne conduit pas automatiquement à une révolution victorieuse au service du peuple et qu'en cas d'échec, il peut engendrer les formes les plus violentes du fascisme. À l'image de ce fascisme qui a maintenu le peuple iranien sous son joug sanglant pendant quarante-sept ans, le plongeant dans la misère et le désespoir.

À bas le régime de la République islamique !

Vive la liberté, la démocratie et le socialisme !

Déclaration commune des organisations indépendantes en soutien aux manifestations légitimes des masses populaires

3 janvier 2026

La réexplosion de la colère et des protestations de différentes couches de personnes dans de nombreuses villes montre les inégalités et la tolérance inimaginables et la situation extrêmement critique de la vie des masses.

Comme la République islamique est passée, les masses du peuple, en particulier les travailleurs, les enseignants, les travailleurs de la ville et le village, les femmes, les jeunes et les nations opprimées, deviendront de plus en plus conscients que sous cette règle, ils ne verront pas la paix, le confort et le bien-être social, et aucun avenir radieux ne leur est imaginable.

La pauvreté absolue, l'augmentation de l'inflation et les prix effrénés sont tous dus à la structure du système capitaliste en crise, et la République islamique ne veut ni ne peut réduire les crises économiques, politiques et sociales.

Parce que d'une part, la vie et la survie de ce système reposent sur la base de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme, et d'autre part, les politiques dirigeantes et le fonctionnement du régime sont des facteurs qui sont très efficaces pour exacerber et propager les crises.

En outre, toute tentative de changement et de changement positif dans la société peut ébranler le fondement du gouvernement et le mettre en danger.

Par conséquent, la République islamique s'oppose fermement à toute demande économique, politique et sociale des travailleurs et des masses ouvrières, et répond à tous les efforts et lutte pour les demandes les plus élémentaires avec la répression et le meurtre.

La solution par répression peut rendre les dictateurs temporairement heureux avec l'espoir d'éteindre toute voix à la recherche de la liberté, mais c'est un faux espoir et la voix de la protestation des masses ne sera pas réduite au silence et la lutte des classes continuera !

Comme nous le voyons, dans les années les plus sombres de la répression, le régime n'a jamais été en mesure de couvrir le silence et l'abandon des masses à la société.

Nous avons vu ce fait dans les mouvements de protestation dans les années 2017, 2019 et 2021, le mouvement révolutionnaire de la "Femme de la vie de la liberté" en 2022-2023, et maintenant, avec le mouvement de protestation de ces derniers jours, qui a transformé de nombreuses villes iraniennes en un combat de rue, et nous voyons les forces de protestation, en particulier la jeunesse audacieuse et révolutionnaire, sur le lieu de la vie et de la mort malgré les balles et les armes à feu.

La victoire finale dans le groupe est la solidarité et la cohésion de combat et le renforcement des rangs des combattants, des forces progressistes et éprises de liberté et de l'aide des travailleurs et des travailleurs.

Soutenir ces luttes est le devoir de tout opprimé et de tout chercheur de liberté et du droit. Les auteurs de ces déclarations et les retraités soutiennent les luttes des masses du peuple et se considèrent comme des soldats de la grande armée des ouvriers et des travailleurs.

Mais la leçon que tous les mouvements révolutionnaires victorieux ont enseignée aux forces combattantes doit être apprise et appliquée pour gagner notre lutte

Sans la bonne et la connaissance scientifique de la société et le cours de son mouvement et sans la connaissance de ses amis et de ses ennemis, sans une stratégie et une solution qui est basée sur une telle compréhension, et sans les travailleurs progressistes et organisés et les intellectuels qui se battent sur la base de cette connaissance correcte, aucun mouvement révolutionnaire ne sera victorieux.

Unissons-nous, pour nous organiser, changeons notre destin.

Syndicat des travailleurs de la canne à sucre de Haft-Tappeh

Comité de coordination pour aider
à la création d'organisations ouvrières indépendantes

Travailleurs retraités du Khouzestan

Groupe Union des retraités

L'amour qui n'est pas sincère est sans valeur ;

Comme un feu presque éteint, il ne réchauffe pas.

Le véritable amant, pendant des années, des mois, des nuits, des jours,

Ne goûte ni repos, ni paix, ni nourriture, ni sommeil.

(Omar Khayyam)

Déclaration commune d'étudiants activistes des universités de Téhéran, Beheshti, Allameh, des Sciences et Technologies et de Formation des enseignants, en soutien aux manifestations nationales

3 janvier 2026

Depuis des années, les dirigeants craignent l'université et tentent de la détruire par la répression et l'épuisement. Aujourd'hui, les crises s'accumulent : pauvreté, inégalités, oppression de classe, oppression de genre, pressions sur les nations, crises de l'eau et environnementales.

Toutes sont les conséquences directes d'un système corrompu et défaillant ; un symbole flagrant de la politique de répression qui a révélé son visage sanguinaire, notamment après les différents mouvements sociaux de novembre 2019 et le soulèvement « Femmes, Vie, Liberté ».

La politique du gouvernement envers l'université s'inscrit également dans cette logique de répression : la vider de toute influence politique et critique et la transformer en une place publique neutralisée, devenue un repaire pour les mercenaires de la milice Basij.

Les efforts incessants du ministère de la Science et des présidents d'université pour monétiser l'éducation et supprimer tout service social visent à transformer l'université, institution politique et engagée, en une entreprise économique passive.

Cependant, l'université a une fois de plus souligné qu'elle a résisté à la tyrannie et qu'elle est sortie victorieuse de l'épreuve de la liberté et de l'égalité dans les heures les plus sombres de l'histoire, tant sous le régime Pahlavi que sous le régime islamique.

L'université a toujours constitué un rempart inébranlable contre toute forme d'institutions réactionnaires archaïques et fait entendre chaque jour davantage sa voix pour le progrès.

L'étudiant est un enfant de cette histoire. Il est naturel que des slogans tels que « Ni Pahlavi, ni le pouvoir, Liberté et Égalité » jaillissent du cœur de l'université et que « Femme, Vie, Liberté » résonnent avec la même force. Bien que ces pressions aient freiné l'essor du dialogue libre et de la critique radicale, et aient même repoussé à maintes reprises le débat sur la discrimination de genre et le droit à la liberté, elles ne l'ont pas réduit au silence.

L'université d'aujourd'hui est le cœur battant du dialogue entre les opinions diverses. L'université et le corps étudiant ne se soumettent à aucune autorité. Les poings levés qui crient « À bas la dictature ! » s'adressent à toute forme d'autoritarisme et de dictature, réelle ou supposée.

L'université d'aujourd'hui réaffirme le même « Non » historique du soulèvement « Femme, vie, liberté », se tient aux côtés du peuple contre les faux dilemmes et chemine avec lui.

Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est de la solidarité de toute la nation contre la République islamique, la monarchie Pahlavi et les Moudjahidines du peuple. Être la voix de la nation prend tout son sens, mais cette solidarité ne doit pas empêcher l'université de s'exprimer.

Nous nous efforçons, par le dialogue interne, de dégager des perspectives positives et de construire une vision collective de l'avenir de l'Iran ; un avenir où liberté et égalité sont indissociables, où la libération des femmes et la fin de l'oppression de genre sont les moteurs du changement.

Un changement qui s'opérera grâce aux institutions démocratiques, parallèlement à l'affaiblissement des structures de domination et d'exploitation. Un avenir libéré des principes et des discours du Velayat-e-Faqih [= gouvernement religieux], du hijab et de la peine de mort, où la liberté et l'égalité ne seront plus instrumentalisées.

Le mouvement étudiant, fort d'une vision transformatrice, aspire à un avenir affranchi de la tyrannie et ne cédera à aucune forme d'autoritarisme. Aujourd'hui, notre progrès exige une nouvelle approche.

Les crises sociales et l'incompétence de toutes les factions de la République islamique nous ont conduits à affirmer que le mouvement étudiant a besoin d'un activisme constructif. Autrement dit, elle doit répondre aux besoins de notre époque, accompagner les revendications du peuple et des différentes classes sociales, et définir les processus permettant de les satisfaire.

Peuple d'Iran ! Aujourd'hui, nous devons tous dire « non » à la République islamique. Nul ne connaît l'avenir, et aucune force ne décidera de notre destin. Mais une chose est sûre : il est temps d'agir, il est temps de se mobiliser. Levons-nous et écrivons notre propre destin.

Les enfants de l'Iran

Depuis les rues de l'université

Publication conjointe de la déclaration dans *Université de Téhéran - Association étudiante, Revendication syndicale indépendante des étudiants de Beheshti*

Parti Hekmatiste (ligne officielle) : dégagez et laissez le peuple iranien tranquille !

4 janvier 2026

Une semaine s'est écoulée depuis les manifestations contre l'augmentation du prix du dollar et du prix et de l'inflation. Les manifestations qui ont commencé dimanche 7 décembre, par une grève du marché à Téhéran et se sont étendues à diverses villes d'Iran.

La République islamique a réussi à ralentir le marché en donnant des concessions aux bazars et aux guildes. Mais les protestations contre la pauvreté et la misère et les prix effrénés n'ont pas commencé sur le marché ni se sont limitées à lui.

Pendant longtemps, la société iranienne a été le champ d'une lutte globale de la classe ouvrière et de la partie démunie de la société et du peuple épris de liberté avec la bourgeoisie iranienne et son gouvernement, contre la pauvreté, les prix élevés, l'injustice, la misogynie, la prison, l'exécution et la tyrannie.

L'entrée de bazars et de guildes pour protester contre le prix est une expression de la profondeur du désastre dans cette société, qui a même surgir la voix du marché.

Avec le début de la grève des bazars et des guildes et son expansion aux universités et la satisfaction des différentes villes d'Iran, les gouvernements réactionnaires des États-Unis et d'Israël, de manière obscène et typique, ont essayé de pendre leur ancienne lutte avec la République islamique, aux protestations du peuple éprise de la liberté d'Iran.

Ils ont tenté de couvrir une fois de plus leur pression sur la République islamique dans la "défense" du peuple iranien. Les chefs du gouvernement criminel israélien, les meurtriers de centaines de milliers de personnes en Palestine et dans la région ont hissé le drapeau du « soutien » du peuple iranien.

Cette fois, l'agence de renseignement israélienne "Mossad", un centre qui est détesté par le public au monde comme le centre le plus destructeur du crime, de la terreur et du génocide, s'est adressée sans vergogne au peuple iranien et lui a demandé de poursuivre ses protestations et a annoncé qu'il était aussi dans la rue !!

Donald Trump portait une "défense" du peuple iranien et a annoncé que si la République islamique attaque le peuple, lui et son gouvernement étaient prêts à attaquer l'Iran pour "défendre" le peuple !

À la suite de quoi Mike Pompeo, un ancien responsable de la CIA et ancien secrétaire d'État américain, a défendu les propos et les menaces de Trump contre l'Iran sous prétexte de « protéger » les manifestations du peuple iranien.

Pendant ce temps, Reza Pahlavi et sa force réactionnaire, les défenseurs de l'attaque militaire contre l'Iran, ont une fois de plus été activés dans les cercles de sécurité et le lobby des gouvernements occidentaux appelés à soutenir le peuple iranien.

Reza Pahlavi a généreusement remercié Trump d'avoir menacé une frappe militaire sur l'Iran. Une personne qui a longtemps été officiellement un collègue des centres de sécurité d'Israël et des États-Unis et au nom de l'opposition de la République islamique, attend une attaque militaire contre l'Iran et est fière de son humble travail.

Pendant ce temps, il s'adresse au peuple iranien avec des messages dégoûtants et promet son "retour" sur les épaules des États les plus criminels de l'histoire du monde, des États-Unis et de l'Israël à travers le bombardement de l'Iran.

Les néo-pahlavistes fascistes oeuvrant à la transformation de Reza Pahlavi, cet élément sans racines et discrédité, le major général sans soldats, en "le chef élu du peuple", ont forgé et manipulé le film des manifestations populaires en Iran et ont monté des slogans artificiels pour la défense de "Prince" et de sa distribution à partir de leur chaîne médiatique officielle.

Mais plus qu'auparavant, ces actions montraient non seulement du discrédit, du charlatanisme, et en même temps l'infiltration du monarchiste, mais augmentaient aussi la haine de lui et de son satellite. Les slogans de Pahlavi n'ont pas eu écho dans les manifestations.

On parle de gouvernements qui ont été impliqués dans le meurtre et le bombardement d'innocents dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, en Irak, en Afghanistan, au Liban, en Yougoslavie, en Syrie et en Libye, etc. Aujourd'hui, avec la haute "défense" du peuple iranien, ils sont venus sur le terrain et claironnent le nom d'une perle malade telle que Reza Pahlavi comme le "représentant" du peuple épris de liberté d'Iran, quelque chose qui a suscité la haine profonde du peuple en Iran et est devenu un prétexte pour la République islamique contre eux.

L'attaque de l'administration Trump contre le Venezuela et le terrorisme d'État et l'enlèvement brutal de Maduro et de son épouse, et la menace d'une nouvelle attaque contre le pays et l'administration par le gouvernement américain, jusqu'à nouvel ordre, est le dernier bouquet de "démocratie" occidentale et le don de Trump au peuple de ce pays.

Le visage laid du gouvernement américain et israélien, le terrorisme nu et le meurtre et leurs crimes dans la région et dans le monde, leur intimidation et leur bellicisme, ainsi que leurs positions invalides, y compris avec Reza Pahlavi et son satellite, sont profondément détestés par le peuple épris de la liberté de l'Iran.

Le peuple iranien épris de liberté – les travailleurs, les femmes, la jeunesse et les plus démunis – a rejeté à maintes reprises les « sauveurs » qu'ils se sont eux-mêmes désignés, les États-Unis et Israël. La classe ouvrière et le peuple iranien épris de liberté mènent une lutte acharnée contre la République islamique pour la prospérité, la liberté et son renversement révolutionnaire.

À leurs yeux, les gouvernements américain et israélien, leurs alliés et leurs complices infiltrés au sein de l'opposition iranienne comptent parmi leurs ennemis jurés. Leurs politiques, des menaces de guerre aux sanctions économiques, de la guerre des douze jours à leurs récentes menaces, ont causé le plus grand tort au mouvement de libération du peuple iranien et ont servi au mieux les intérêts de la République islamique.

Les messages des dirigeants américains, israéliens et du Mossad ces derniers jours constituent un cadeau empoisonné pour la République islamique, qui réprime les manifestations et arrête les manifestants sous prétexte d'« espions du Mossad » et d'« agents américains et israéliens ».

Le peuple iranien n'a besoin ni du Mossad, ni des dirigeants criminels d'Israël, ni des sbires militaires qui gouvernent l'Amérique, ni de leurs serviteurs et ennemis au sein de l'opposition, notamment ce courant marginal, rétrograde et violent qui soutient Reza Pahlavi. La réponse du peuple iranien épris de liberté à cette armée est claire : creusez vos tombes et abandonnez le peuple iranien !

La classe ouvrière et les plus démunis sont entrés dans une phase critique de leur lutte contre la bourgeoisie iranienne et son gouvernement, pour une société meilleure, prospère, libre et égalitaire, et pour la victoire dans l'effort d'unir et d'organiser leurs forces vives. Une lutte qui a marqué tous les développements politiques, sociaux et culturels, ainsi que toutes les dynamiques en Iran et même dans la région.

Une lutte qui a fait trembler non seulement la bourgeoisie au pouvoir et son gouvernement, mais aussi toute l'opposition, par crainte d'une révolution à la tête de la classe ouvrière consciente.

Sans aucun doute, sur cette voie, la confrontation directe avec la bourgeoisie iranienne et son gouvernement, ainsi que la dénonciation des plans sinistres des gouvernements bellicistes et terroristes, notamment Israël et les États-Unis, et de leurs complices au sein de l'opposition à la République islamique, constituent un volet essentiel de notre effort pour une véritable libération.

Message de la camarade Ashraf Dehghani à la jeunesse et aux peuples d'Iran !

Il s'agit de la dirigeante de la Guérilla Fedayin du peuple iranien.

4 janvier 2026

Les masses appauvries, affamées et démunies d'Iran se sont à nouveau soulevées.

Ce soulèvement, qui se déroule dans le contexte de la dictature effrénée du régime de la République islamique, des répressions et exécutions quotidiennes perpétrées par le gouvernement pour semer toujours plus la peur et la terreur au sein de la société, porte un message clair et précis.

Ce message est le suivant : les masses désobéissantes, victimes de la pauvreté, de la corruption et de la tyrannie, luttent dans des conditions de vie si insupportables que, malgré la brutalité des forces répressives du régime – qui ont déjà tué au moins 17 manifestants par balles –, elles ont pris leur destin en main et se sont engagées dans une lutte frontale contre le régime, allié à l'impérialisme, dans l'espoir d'obtenir du travail, de quoi se nourrir, un logement et la liberté.

Si, lors du soulèvement révolutionnaire de 2009, la protestation des classes aisées et semi-aisées contre la fraude électorale, sous le slogan « Mon vote m'appartient », a ouvert la voie à l'entrée en scène des masses affamées et démunies, porteuses de slogans révolutionnaires, dans la lutte contre le régime dictatorial au pouvoir ;

si, en 2017, ces mêmes masses ont établi leur mouvement révolutionnaire en exploitant les contradictions des responsables gouvernementaux à Mashhad ;

si le grand soulèvement populaire révolutionnaire de 2019 s'est déroulé dans un contexte de protestation contre le prix élevé de l'essence ;

et si la protestation contre l'assassinat par le gouvernement de Gina Amini en 2022, sous prétexte de non-respect du hijab, a été l'étincelle qui a mis le feu aux poudres d'un soulèvement populaire massif cette année-là ;

alors, en janvier 2025, la protestation sur les marchés contre les fluctuations excessives du taux de change par les vendeurs de marchandises diverses a servi de point de départ à la révolte de ces mêmes masses, issues d'une certaine classe sociale, dans 73 villes, sous le slogan « Mort à... » « Dictateur », « Mort à la République islamique », « Mort à Khamenei », « Pauvreté et corruption et « Mort à cette tyrannie », « Voici le dernier message, le but ultime du système », « La douleur n'est pas qu'un voile, ils ont pris nos âmes », « Ayez peur, ayez peur, nous sommes tous ensemble », « Mort au tyran, qu'il soit roi ou dirigeant », « La pauvreté et la

corruption sont endémiques, nous allons le renverser » et... pour entrer en guerre contre le régime affilié à l'impérialisme de la République islamique.

Il est certain que sans fondement matériel pour le soulèvement populaire, ni la protestation contre la fluctuation monétaire ni aucun des autres cas mentionnés n'auraient provoqué un tel raz-de-marée de manifestants contre le régime en place.

Il est d'autant plus important de le souligner que les ennemis instrumentalisent ce mouvement pour en limiter la participation, comme s'il s'agissait d'un mouvement de façade.

Dans un cas précis, ils ont même doublé une vidéo en faveur de la monarchie et l'ont attribuée aux commerçants.

Bien sûr, dans plusieurs autres cas, les monarchistes ont instrumentalisé les rassemblements populaires, exaspérés par la République islamique, avec un charlatanisme flagrant.

Ils ont ainsi propagé les germes de corruption et de dictature en faveur de la monarchie Pahlavi, afin de tromper les masses et de semer la confusion.

En réalité, les Pahlavi démontrent plus clairement que jamais, par leurs actions hostiles au peuple, qu'ils ne s'opposent pas à la République islamique, mais qu'ils sont ses complices.

La vérité est que les capitalistes iraniens, dépendants de l'impérialisme, s'attaquent aux moyens de subsistance de la population par le biais de leur régime protecteur et allié (la République islamique).

Outre le renforcement du pouvoir dictatorial et le recours à la torture et aux exécutions pour étouffer toute voix dissidente et préserver leur système en crise, ils s'en prennent également aux moyens de subsistance du peuple.

En imprimant des billets sans valeur et en dévaluant la monnaie, ce qui aggrave l'inflation et la hausse des prix, le gouvernement de cette classe exploiteuse s'approprie les ressources du peuple et les vide de ses poches.

Aujourd'hui, en Iran, l'aggravation et l'expansion de la pauvreté, de la faim et du sans-abrisme sont devenues une réalité incontestable. Ce n'est pas un hasard si, lors de la plupart des rassemblements, le slogan « Vivre dans la dignité, c'est notre droit inaliénable » résonne depuis longtemps, témoignant clairement de cette situation.

Dès lors, l'intensification constante de l'exploitation et du pillage capitalistes se traduit inévitablement par des protestations et des luttes populaires contre le statu

quo, comme le confirment de manière précise et décisive les mouvements de masse successifs de ces dernières années.

Les conditions du mouvement actuel (auquel la machine de propagande impérialiste n'a pas encore dérobé de nom indéfini, afin de masquer la revendication populaire de « travail, pain, logement et liberté » par le slogan incompréhensible et ambigu de « femmes, vie, liberté », à l'instar du mouvement de 2022-2023) étaient réunies depuis longtemps.

Les dirigeants de la République islamique eux-mêmes évoquaient l'état explosif de la société et, à chaque occasion, se laissaient affronter par une foule en colère et révolutionnaire dans les rues.

Mais l'attaque d'Israël, ce chien enchaîné du grand maître de l'Iran, l'impérialisme américain, et les bombardements des lieux de travail et des habitations, accompagnés bien sûr de l'assassinat de plusieurs proches du régime, ont retardé son déclenchement.

Aujourd'hui, afin d'empêcher la participation des masses au mouvement actuel et de semer la peur et la panique parmi elles, on propage également la rumeur qu'Israël attaquera bientôt l'Iran, compte tenu de la présence des masses dans la lutte contre la République islamique.

Comme l'a souligné la Voix de l'Amérique, « l'attaque d'Israël contre l'Iran est imminente et garantie ». Il est clair qu'ils prétendent s'opposer à la République islamique pour justifier une attaque contre l'Iran, tout comme Trump s'est apparemment autoproclamé défenseur de la présence de notre peuple dans la rue.

Il est essentiel de comprendre et de souligner que les capitalistes iraniens ne peuvent exister sans dépendre des monopoles impérialistes et sans en tirer profit.

L'intérêt de ces capitalistes, et plus largement des impérialistes, et en premier lieu celui de l'impérialisme américain, est d'intensifier l'exploitation des travailleurs et de piller les richesses de l'Iran par divers mécanismes.

D'un autre côté, les ouvriers, les travailleurs et les autres masses opprimées d'Iran ne peuvent satisfaire leurs revendications légitimes et révolutionnaires qu'en combattant le régime de la République islamique, régime fantoche des impérialistes, et en s'assurant ainsi prospérité et liberté dans une société indépendante des impérialistes et des capitalistes dépendants.

Notre peuple en lutte est actuellement confronté à des ennemis puissants et perfides, sans disposer d'une organisation révolutionnaire capable de mener ses combats.

Dans cette situation, le profond conflit entre ses intérêts et ceux de ses ennemis, né de la nécessité, le pousse à combattre le régime en place.

Mais dans quelle mesure ces luttes sont-elles capables de briser les forces ennemies ? C'est une question essentielle.

Ceux qui ignorent la dialectique, qui ne croient pas au pouvoir victorieux des masses et qui n'ont pas étudié l'histoire pour constater que, de tout temps, ce sont ces masses combattantes qui, par la poursuite de leurs luttes, ont réussi à mettre à genoux leurs ennemis les plus puissants, considèrent l'équilibre actuel des forces entre les masses et leurs ennemis comme immuable et éternel, et sombrent donc dans le désespoir.

Mais ils font fausse route.

Un regard sur les luttes et les soulèvements du peuple iranien ces dernières années, depuis le mouvement étudiant-populaire de 1999, mené sous prétexte de fermer le journal réformiste « Salam », jusqu'aux mouvements révolutionnaires de 2009, 2017, 2018, 2022 et, aujourd'hui, celui de 2025, révèle que leur progression a offert au peuple iranien opprimé de nouvelles expériences de lutte contre ses ennemis.

Ces mouvements ont fait progresser la société tout entière grâce à leurs effets positifs, notamment en éveillant la conscience révolutionnaire du peuple face aux ruses de l'ennemi et de sa force révolutionnaire, et en encourageant la jeunesse à poursuivre le combat.

L'acquiescement actuel de la République islamique à la revendication des femmes contre le port obligatoire du hijab en est un exemple éloquent : il s'agit précisément de l'aboutissement du soulèvement populaire héroïque de 2022 et du sang versé sur le sol iranien.

Dans ce soulèvement, un mouvement de masse s'est développé, parallèlement à la lutte pour le pain, le logement et la liberté, qui s'est traduite, par exemple, par le slogan « Toit, livres et blé, le pouvoir entre les mains du peuple », des slogans ont été lancés contre le hijab, et des femmes, en particulier des jeunes filles, comme la regrettée Nika Shakarami, ont mis le feu à leurs foulards.

Même si les soulèvements populaires dans notre société débutent par des revendications économiques, la brutalité de la dictature et la répression impitoyable des forces armées du régime les transforment rapidement en luttes politiques, puis en affrontements violents.

Ainsi, plus les mouvements de masse progressent, plus nos masses épuisées prennent conscience de la nécessité d'utiliser la violence révolutionnaire contre la violence contre-révolutionnaire et passent à l'action.

Ce fait est manifeste dans le mouvement récent, au point que même les médias du régime rapportent que les participants s'arment.

Notre jeunesse révolutionnaire se doit de tirer les leçons de ces mouvements et, en insistant sur la nécessité d'utiliser la violence révolutionnaire contre les ennemis du peuple, de s'organiser.

Actuellement, le slogan « S'organiser, s'armer, combattre » pourrait, s'il est mis en œuvre, permettre la création d'une organisation révolutionnaire en Iran, engagée dans la lutte.

Assurément, les luttes héroïques de nos masses opprimées au sein du mouvement actuel leur enseigneront de nouvelles leçons de lutte et affineront et faciliteront la voie vers la prospérité et la liberté.

Il est clair que soutenir ce mouvement est le devoir de toutes les forces populaires, qui doivent agir avec passion et détermination, où qu'elles soient et par tous les moyens possibles.

Nous devons être certains que les actions criminelles des ennemis, qu'ils soient locaux ou étrangers (dits intérieurs et extérieurs), bien qu'elles puissent perturber la lutte du peuple et même la freiner, ne pourront jamais bloquer le cours de l'histoire, ni en raison de l'intensification des crises économiques et de la montée de leurs propres contradictions internes, ni en créant un climat propice à l'essor des luttes des masses.

La mort et l'anéantissement sont le destin inéluctable des ennemis du peuple, et la victoire appartient aux masses.



Communiqué de presse du Centre de dialogue pour la coopération des partis kurdes d'Iran

5 janvier 2026

La réunion de haut niveau des partis politiques du Kurdistan oriental s'est tenue le lundi 5/1/2026.

Elle a porté sur la situation politique en Iran et les derniers développements au Kurdistan, a apporté son soutien à la lutte et au soulèvement national des peuples et communautés iraniens, et a convenu de la nécessité d'une action commune et constructive pour renforcer et dynamiser les mouvements de protestation contre la République islamique.

La réunion a débuté par un hommage aux martyrs des récentes manifestations en Iran et dans les régions du Kurdistan du Sud. M. Mustafa Hijri, secrétaire général du PDK et responsable du Centre de dialogue et de coopération des partis politiques du Kurdistan d'Iran, a exposé l'objet de la réunion et a souligné les devoirs et les responsabilités des partis au Kurdistan oriental.

Les participants ont ensuite pu s'exprimer.

La réunion a salué la nouvelle vague de protestations, de grèves et de manifestations contre la République islamique, fruit de décennies de corruption, d'incompétence et de politiques hostiles au peuple kurde.

La répression sanglante des manifestations à Kermanshah, Ilam, Malekshaei et Lorestan a été condamnée par décision directe de Khamenei, qui a de nouveau qualifié de « chaos » la situation des droits du peuple kurde opprimé.

Les participants ont également présenté leurs condoléances aux familles des martyrs récemment tombés à Malekshaei et au Kurdistan du Sud et ont souligné la nécessité de l'unité et de la solidarité dans toutes les régions du Kurdistan iranien, ainsi que la nécessité de mesures concrètes et efficaces contre la République islamique.

Par ailleurs, il a été décidé d'intensifier les efforts et les discussions en vue de l'élaboration d'un projet de principe de coopération entre les partis politiques, définissant une feuille de route pour le renforcement du mouvement politique et national kurde en Iran.

M. Seyed Braim Alizadeh, Premier secrétaire de Komala, Organisation du Kurdistan du Parti communiste d'Iran ; M. Omar Ilkhanizadeh, secrétaire général adjoint du Comité révolutionnaire des travailleurs du Kurdistan d'Iran ; M. Reza

Kaabi, secrétaire général de l'Association des travailleurs du Kurdistan ; M. Babasheikh Hosseini, secrétaire de l'Organisation de lutte du Kurdistan d'Iran ; M. Hossein Yazdanpana, président du Parti de la liberté du Kurdistan ; M. Amir Karimi, coprésident du Parti de la vie et de la liberté du Kurdistan ; et M. Mustafa Hijri, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, ont dirigé la délégation des partis.



Juin 2025 - n°37

- **L'intervention américano-israélienne contre l'Iran, une expression de la bataille pour le repartage du monde commencée en 2020 (page 3)**
- **Documents de la gauche révolutionnaire d'Iran de juin 2025 suite aux bombardements de la superpuissance impérialiste américaine (page 10)**
- **L'expansionnisme iranien et sa vision d'une « profondeur stratégique » (page 25)**
- **De la guérilla contre la monarchie iranienne à l'affrontement armé avec la République islamique : les Fedayins du peuple, Amol 1982, les Moudjahidines du peuple (page 30)**
- **Questions au Parti Communiste d'Iran (page 49)**
- **Histoire de l'Iran au 20e siècle (page 56)**
- **La question du féodalisme en Iran - une vraie problématique (page 67)**
- **Mansoor Hekmat : présentation, sur le communisme-ouvrier, sur l'Islam en Iran (page 84)**
- **Michel Foucault, prophète de la gauche postmoderne, soutien de la révolution islamique iranienne (page 106)**
- **La présence française en Iran (page 115)**
- **L'Iran pris dans la guerre pour le repartage du monde vu depuis la France : la nécessité d'une vision du monde matérialiste dialectique (page 120)**

Déclaration commune de 8 organisations solidaires des soulèvements populaires

5 janvier 2026

Nous vivons un moment décisif de notre histoire contemporaine.

Ce qui se passe aujourd'hui dans les rues, les grèves et les manifestations à travers le pays, est la continuation du soulèvement de 2022-2023 ; un soulèvement qui a débuté avec le slogan « Des femmes libres » et qui a mis au jour la discrimination institutionnalisée, l'humiliation systématique, l'oppression flagrante et la pauvreté structurelle.

Ce soulèvement a révélé que la société n'est plus disposée à subir la vie qui lui est imposée sous le joug de cet ordre injuste.

Le voile a été brisé et nous avons déclaré que nous ne tolérerions plus l'apartheid sexuel et de genre. Nous avons déclaré haïr la superstition et refuser de brader la dignité humaine.

Lorsque notre réponse fut les balles, la prison et l'exécution, nous nous sommes levées et avons proclamé, d'une seule voix contre la pauvreté et la corruption, que nous ne connaîtrions aucun répit avant la victoire de notre révolution inachevée.

Aujourd'hui, fidèles à cette promesse et à cet engagement, nous sommes descendues dans la rue et nous crions : liberté ! liberté ! liberté !

Aujourd'hui, non seulement pour le pain, mais pour la vie ; non seulement pour survivre, nous sommes descendues dans la rue pour défendre la dignité et la valeur de l'être humain, pour un monde meilleur. L'avenir.

L'inflation galopante a ruiné la majorité de la population. Des salaires inférieurs au seuil de pauvreté et au salaire minimum vital, des privatisations abusives, la recherche de rentes, l'existence de nombreuses mafias, la répression, l'emprisonnement et les exécutions, ainsi que des politiques bellicistes ont conduit les gens au bord du gouffre.

La société est à bout et les manifestations nationales témoignent de cette situation critique. Les acteurs du marché, tels un thermomètre de cette économie en ruine, sont descendus dans la rue en se mettant en grève.

La manifestation d'aujourd'hui proteste contre une classe de milliardaires parasites qui ont ruiné des vies.

Le problème n'est pas simplement le prix astronomique du dollar ou l'inflation ; c'est toute la structure qui bafoue notre dignité humaine au quotidien.

C'est la situation à laquelle chacun, de la génération Z aux retraités qui clament chaque jour que le droit à la subsistance et à la dignité est un droit inaliénable, est confronté. La rue est mobilisée.

Aujourd'hui, nous, travailleurs, enseignants, infirmières, Retraités, étudiants, femmes et tous ceux qui souffrent descendent dans la rue, de ville en ville, réclamant liberté et égalité.

Combien de temps durera la pauvreté ? Combien de temps durera l'esclavage ?

Combien de temps durera la captivité aux mains des entrepreneurs et des mafias de l'eau, de l'électricité et de la santé qui, de concert avec les groupes de pouvoir, s'enrichissent chaque jour davantage, et où la vie des gens se dégrade toujours plus ?

Combien de temps dureront les prisons, les exécutions, le port obligatoire du hijab et les patrouilles répressives ?

Nous ne sommes pas en guerre contre les peuples du monde, et nous n'avons besoin ni d'enrichissement nucléaire ni de forces supplétives. Ce sont ces politiques qui ont brisé le peuple.

Nous, organisations et signataires de cette déclaration, nous considérons comme partie intégrante de ce soulèvement national et, unis au slogan « Femmes, Vie, Liberté », nous déclarons notre soutien et notre solidarité indéfectibles aux luttes menées par le peuple pour la liberté, la prospérité, la justice et la dignité humaine, et nous insistons sur les points suivants :

1. Unis contre l'oppression et le meurtre. Nous soutenons le mouvement et les familles des victimes. Manifester est notre droit. Nous œuvrons de toutes nos forces pour la libération de toutes les personnes arrêtées lors des manifestations populaires et de tous les prisonniers politiques, et nous voulons un Iran sans exécutions.
2. En soutien aux grèves nationales, nous nous rassemblerons avec nos familles dans les centres-villes et renforcerons au maximum le cortège de manifestants.
3. Face aux tentatives de division, nous unirons nos rangs en scandant « Unité ! Unité ! Contre la pauvreté et la corruption ! À bas le dictateur ! » et nous crierons à l'unisson avec le peuple de Zahedan : « L'heure est à l'unité ! L'heure est à la révolution ! »

4. La subvention de 700 000 tomans ne résoudra pas la pauvreté engendrée par des salaires plusieurs fois inférieurs au seuil de subsistance.

Inutile de parler de caisses de l'État vides. Il faut couper les budgets astronomiques des forces de répression, des groupes armés et des institutions religieuses inefficaces. Les fortunes colossales des ayatollahs...

Les aghazadehs [privilèges des familles des couches supérieures] et les obligations d'État doivent être restitués au peuple afin qu'il puisse subvenir à ses besoins essentiels, réduire le prix du pain et de l'essence, etc.

5. Nous n'avons besoin d'aucun chef et réaffirmons que notre désir est de mettre fin à un siècle d'exploitation et de tyrannie et de bâtir une société où une minorité prédatrice ne décide pas du sort du peuple.

La poursuite résolue des manifestations, l'extension des grèves, la vigilance et l'unité sont la garantie de notre progrès et la réalisation de nos aspirations longtemps réprimées.

Nous continuerons sur la voie que nous avons choisie avec force et, unis et solidaires, nous mettrons fin à cet esclavage, à cette pauvreté, à cette humiliation et à cette inégalité.

1. Syndicat des retraités

2. Association de l'électricité et de la métallurgie de Kermanshah

3. Ne pas exécuter

4. Dadkhahan

5. Conseil pour l'organisation des manifestations des travailleurs pétroliers contractuels

6. Conseil pour l'organisation des manifestations des travailleurs pétroliers informels (Tiers parti)

7. Conseil de coordination des infirmières Manifestations

8. Voix des femmes iraniennes

Déclaration du Parti communiste-ouvrier d'Iran sur la nouvelle vague du soulèvement du peuple iranien

5 janvier 2026

La révolution *Femme, Vie, Liberté* entre dans une nouvelle phase. Les manifestations, qui ont débuté le 28 décembre 2025 suite à la grève du bazar de Téhéran, en réaction à la hausse des prix et à la grave crise économique, ont pris de l'ampleur et se sont radicalisées de jour en jour.

Les slogans « Mort au dictateur » et les appels au renversement du régime ont retenti dans les rues des grandes et petites villes, attirant une fois de plus l'attention internationale sur la lutte du peuple iranien pour se libérer de la République islamique.

Ces manifestations s'inscrivent dans la continuité des luttes précédentes, et c'est précisément la révolution *Femme, Vie, Liberté* qui est de nouveau descendue dans la rue – cette fois-ci dans un contexte différent et avec une emphase encore plus forte sur la notion de « vie ».

L'attention se porte désormais sur la manière dont cette révolution, dans sa nouvelle phase, tracera sa voie, et sur la façon dont le peuple iranien, en vainquant la République islamique et en reprenant le contrôle de tous les aspects de sa vie, écrira un nouveau chapitre de l'histoire.

Ces dernières manifestations se déroulent dans un contexte de dégradation dramatique des conditions de vie. Pour beaucoup, la patience et le compromis n'ont plus leur place, et des pans toujours plus larges de la société se voient contraints de rejoindre la lutte et de régler leurs comptes avec le pouvoir en place.

De l'autre côté se dresse une République islamique plus faible et plus en proie à la crise que jamais, incapable d'apporter des solutions économiques ou politiques, et toujours dépendante des armes, des prisons, des exécutions et de l'appareil répressif.

Pour que la révolution triomphe de la République islamique, elle doit mobiliser une force sociale toujours plus importante et recourir davantage à des leviers tels que les grèves nationales et la grève générale – des mesures extrêmement difficiles à contrer pour l'État. Le plus grand nombre possible de citoyens, dans les grandes et petites villes et dans tous les quartiers du pays, doivent rejoindre activement la révolution, tout en menant des actions de protestation soutenues et diversifiées : manifestations, chants nocturnes, actions de contrôle de quartier et attaques contre les forces et les institutions d'État.

Les ouvriers des centres industriels, les enseignants, les infirmiers, les retraités, les fonctionnaires et les étudiants peuvent – et doivent – jouer un rôle bien plus décisif et central.

Des comités de grève, des comités de contrôle de quartier, des comités d'entraide et des réseaux de coordination révolutionnaire doivent être mis en place partout où cela est possible, afin de préparer le terrain à l'expansion massive du mouvement politique et à la capacité de porter des coups décisifs à la République islamique. Mais la révolution ne se heurte pas seulement à la République islamique et à sa répression.

Un autre danger menace sa progression et sa victoire : les tentatives de manipulation de l'évolution politique en Iran par le biais d'accords orchestrés par le haut – préservant ainsi les fondements de la répression, de la dictature, de l'autorité religieuse et de l'appareil d'État – que ce soit par la manipulation des médias, la manipulation de l'opinion publique ou l'intervention directe ou indirecte de gouvernements étrangers, de sorte qu'elles se limitent à un simple transfert de pouvoir d'un détenteur de capitaux à un autre.

Face à une révolution de cette ampleur, de telles tentatives sont souvent présentées au nom même de la révolution, voire comme son aboutissement supposé. En réalité, elles servent les intérêts du régime en place et nuisent à la révolution.

Les activités des forces monarchistes illustrent parfaitement ce danger.

Par la tromperie et la propagande, en proférant des menaces de mort, en intimidant les opposants, en recourant à la violence, aux abus et à la misogynie – bref, en s'inspirant du fascisme trumpien –, ils cherchent à éliminer les figures et les dirigeants rivaux bénéficiant d'un soutien populaire, dans l'espoir illusoire de s'emparer d'un pouvoir incontesté.

Cette illusion sert les intérêts de la République islamique et nuit à la révolution populaire. De ce fait, la lutte pour renverser la République islamique est aujourd'hui indissociable de la lutte pour neutraliser et vaincre ce fascisme intérieur, inspiré de l'idéologie trumpienne.

La révolution « Femme, Vie, Liberté » en Iran doit, avant même sa victoire finale, ancrer si profondément ses principes humanistes – tels que la liberté inconditionnelle d'expression, d'association et d'activité politique ; l'abolition de la peine de mort ; et l'éradication de toutes les formes de misogynie – dans la culture politique iranienne que nul ne puisse transgresser ces principes sans être exposé et isolé.

La lutte contre les tentatives visant à brider la révolution, à imposer des accords descendants ou à fabriquer des leaders artificiels repose également sur la participation massive de millions de personnes à la progression de la révolution à travers le pays.

S'opposer à toute tentative de division entre les peuples vivant sur le territoire iranien ; réaffirmer « Femme, Vie, Liberté » comme slogan fédérateur ; rejeter toute forme de dictature et d'abus de pouvoir étatique ; exiger l'éradication des mécanismes de répression et d'oppression ; imposer l'interdiction totale des exécutions, de la torture et de l'emprisonnement ; et défendre la liberté d'expression inconditionnelle : autant d'éléments essentiels au renforcement et à l'approfondissement de la révolution.

Dans le contexte révolutionnaire actuel, l'effort collectif et l'action directe pour faire face aux problèmes de subsistance – des grèves et luttes pour les augmentations de salaire aux manifestations pour les services publics, en passant par la création de groupes d'entraide médicale, de coopératives, d'initiatives de soutien à l'enfance, de groupes de protection de l'environnement et autres formes de solidarité – revêtent également une importance politique. Dans ces domaines aussi, le mouvement révolutionnaire est contraint d'exercer un pouvoir populaire direct, avant même de renverser totalement le pouvoir politique en place, selon le rapport de forces.

La révolution ne se manifeste pas uniquement par des manifestations de rue, le contrôle des quartiers ou des grèves. Elle peut aussi se concrétiser par des actions révolutionnaires menées par les travailleurs des secteurs de l'eau, de l'électricité, des hôpitaux, des télécommunications et autres institutions, visant à soulager ou à résoudre les problèmes immédiats de la population.

Ceci révèle une vérité plus profonde : pour une victoire totale et définitive sur la République islamique, la révolution actuelle doit non seulement entreprendre des mesures économiques et sociales révolutionnaires, mais aussi évoluer vers le socialisme – vers le placement de la production et de la distribution sociales sous le contrôle d'institutions populaires directes.

La nouvelle phase de la révolution Femme, Vie, Liberté rend la perspective de la victoire sur la République islamique plus proche que jamais. Parallèlement, elle démontre plus clairement que jamais qu'une victoire décisive ne peut advenir qu'avec la défaite de toutes les forces réactionnaires, traditionalistes et rétrogrades qui promettent au peuple un retour au passé, au despotisme, à la servitude et à l'inégalité.

À bas la République islamique ! Victoire à Femme, Vie, Liberté !

Vive la République socialiste !

Un soulèvement populaire national réclamant du pain, du travail et la liberté

Publié dans la presse de Komala

6 janvier 2026

Les manifestations en Iran se poursuivent pour la dixième journée.

Ce qui a commencé dans les premiers jours sous la forme de grèves syndicales et de rassemblements limités est maintenant devenu une vague généralisée de diverses formes de protestation.

Cette vague de protestation non seulement ne s'est pas retirée de la pression des forces répressives, mais a également fait preuve de nouvelles formes de résistance et d'organisation.

Les statistiques et images publiées montrent l'ampleur de cette vague de protestation. Maintenant, les gens dans plus de quatre-vingts villes et 27 provinces ont rejoint ces manifestations.

La dispersion géographique montre que nous ne sommes pas confrontés à un mouvement local ou régional, mais nous assistons à un soulèvement national enraciné dans les conditions objectives et communes des classes démunies de la société.

La présence d'universités dans cette vague de protestation est aussi un signe du lien entre les différentes parties de la société dans cette lutte.

Les étudiants qui ont historiquement joué un rôle de premier plan dans les mouvements sociaux iraniens ont une fois de plus exprimé leur solidarité avec les groupes de travail.

Pour comprendre cette vague de protestation, nous devons faire attention à son contexte économique.

Les pressions économiques, qui pèsent sur les épaules de la classe ouvrière et du peuple ouvrier depuis des décennies, ont maintenant atteint un stade de crise insupportable.

Des hausses fréquentes du taux de change, l'instabilité chronique des marchés et la baisse constante du pouvoir d'achat ont transformé en cauchemar le cycle de subsistance quotidien de millions de ménages iraniens.

Ce qui distingue cette vague de protestation de nombreuses grèves et rassemblements précédents, c'est sa transformation qualitative, des revendications syndicales et économiques aux revendications politiques.

Les protestations qui ont commencé par les bazars de Téhéran en réponse aux fluctuations monétaires se sont rapidement transformées en un mouvement inclusif qui sape non seulement la situation économique, mais aussi l'ensemble de la structure politique au pouvoir.

Cette transformation montre que les classes défavorisées en Iran ne se contentent plus de réformes superficielles ou de promesses vides. Elles sont arrivées à la conclusion que les crises économiques qui ont paralysé leur vie sont enracinées dans la tyrannie religieuse et la domination capitaliste.

Il n'est pas possible de changer fondamentalement les conditions de vie des gens sans passer par ces deux fondements du système existant.

La réponse du régime à ces manifestations pacifiques est la même réponse qui a donné à tous les mouvements de protestation au cours des quatre dernières décennies.

La répression violente et sanglante.

Tirer sur des manifestants et des arrestations massives sont tout ce que le régime sait faire pour éteindre la voix des gens aujourd'hui.

Lors des manifestations de ces dix derniers jours, au moins vingt-neuf manifestants sont morts et plus de 1.000 personnes ont été arrêtées. Ces statistiques, probablement moins que la réalité, fournissent une image sombre du coût que les gens paient pour exiger leurs droits.

Mais ce qui est remarquable, c'est la poursuite des protestations malgré cette répression généralisée. La présence de forces de l'ordre et de sécurité dans les rues, l'utilisation d'armes de guerre et l'atmosphère étouffante de la répression n'ont pas réussi à réduire la portée géographique des manifestations.

Ce fait montre que les gens n'ont plus peur de la répression et sont prêts à payer pour un avenir meilleur.

L'un des points forts de cette vague de protestation est la variété des formes d'action de protestation.

De la grève complète des magasins dans des villes telles que Téhéran, Karaj, Marvdasht, Kazeroon et Bandar Ganaveh, aux rassemblements de rue dans des dizaines d'autres villes, et aux manifestations étudiantes dans les universités, montrent tous que la communauté iranienne apprend et utilise diverses méthodes de résistance.

Cette diversité rend non seulement le travail de répression plus difficile pour le régime, mais permet aussi la participation de différents segments de la société au mouvement.

Travailleur, étudiant, marchand, petit homme d'affaires, chacun peut participer à cette lutte en fonction de leur situation.

Cette vague de protestation est à un point critique.

D'une part, son ampleur, sa durabilité et sa diversité montrent qu'elle a le potentiel de devenir un puissant courant transformateur dans la société, et d'autre part, le manque de leadership organisé et unifié peut être un obstacle à la réalisation de cette capacité.

Dans une telle situation, la tâche des forces socialistes et de gauche est d'aider à organiser ce mouvement spontané et de lier ses diverses exigences à un programme unique et révolutionnaire.

Il faut montrer aux manifestants que leur crise économique est enracinée dans le système capitaliste au pouvoir, et que la solution n'est pas dans le changement de figures gouvernementales, mais dans le changement fondamental des structures économiques et politiques.

Les manifestations en cours en Iran sont un signe du réveil et de la résistance des classes démunies contre l'exploitation et la répression.

Ce mouvement, qui est né de crises économiques, est rapidement devenu un mouvement politique aux revendications fondamentales.

Malgré la répression sanglante, le peuple a montré sa stabilité et souligne la poursuite de ses protestations avec diverses formes de lutte.

CONFIDENCES

J'aime mieux la nuit, dit Aïcha,

Tout dort et je puis pleurer en silence.

J'aime mieux le jour, dit Zeineh,

Tout est joie et ma peine reste inaperçue.

(poème persan)

Déclaration du Conseil exécutif de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Iran (Rah Kargar) : levons-nous fermement pour soutenir les protestations populaires et les grèves de masse.

6 janvier 2026

Opposons-nous de toutes nos forces à la répression du mouvement révolutionnaire du peuple iranien.

Le soulèvement révolutionnaire de décembre 2025, déclenché le 28 par la protestation des commerçants mécontents des fluctuations monétaires et poursuivi par les efforts de la jeunesse des petites villes des provinces occidentales contre la pauvreté, l'inflation, le chômage, le pillage des biens publics, la destruction économique et le désespoir de la jeunesse iranienne, prend de l'ampleur chaque jour.

Ce mouvement révolutionnaire, engagé dans la difficile lutte pour la survie, a affronté la répression des défenseurs de l'ordre capitaliste et du pouvoir religieux, ainsi que la violence débridée des forces de sécurité.

Cette répression fasciste a coûté la vie à de nombreux jeunes dans de nombreuses villes, notamment à Malek Shahi.

Les raids menés par les forces de sécurité du régime contre les hôpitaux pour arrêter les blessés témoignent de la brutalité du pouvoir islamique.

Il est indéniable que les mesures répressives du régime islamique contre une population plongée dans la pauvreté au sein d'un pays riche sont de moins en moins efficaces.

La colère de la jeunesse révolutionnaire face à l'absence d'avenir et d'alternative claire à un monde meilleur, notamment dans les petites villes et les régions défavorisées du pays où la pauvreté et l'effondrement économique sont endémiques, risque de rendre cette force, comme nous en observons déjà les prémices, vulnérable à l'adhésion à des slogans réactionnaires et à des forces serviles et hostiles au peuple.

Cette situation freine la progression du mouvement, car pour beaucoup, le souvenir du destin tragique de la glorieuse révolution populaire de 1957 reste vivace.

Par ailleurs, contrairement à la révolution bahmanide [=février 1979], où le régime du Shah ne comptait pratiquement aucun opposant étranger, le régime de la République islamique ne dispose d'aucun allié étranger sérieux.

De ce fait, l'ingérence des puissances étrangères dans les affaires intérieures constitue l'un des dangers qui menacent gravement le mouvement actuel.

Cette ingérence a eu un impact négatif, notamment avec les forces d'extrême droite comme les monarchistes et les moudjahidines, qui soutiennent l'ingérence éhontée des néofascistes américains et israéliens dans les affaires intérieures, ou sur les forces politiques irresponsables qui restent silencieuses face à l'ingérence manifeste des puissances étrangères.

Le soulèvement révolutionnaire de janvier, porté par une jeunesse désenchantée et en colère et par des commerçants insatisfaits, n'est pas encore parvenu à fédérer les énergies autour des slogans fédérateurs et à instaurer la solidarité nationale née de la révolution féministe « Femme, Vie, Liberté ».

Dans ce contexte, les efforts des militants syndicaux pour renforcer les organisations existantes, créer et développer de nouvelles structures et étendre leur réseau national peuvent jouer un rôle déterminant dans l'orientation du mouvement actuel.

En outre, la création et l'expansion d'organisations féminines, réprimées avec une brutalité extrême par la République islamique, peuvent jouer un rôle crucial dans le renforcement de la dimension émancipatrice du mouvement actuel et dans l'établissement d'un lien entre le mouvement « Femme, Vie, Liberté » et ce dernier, notamment au sein des organisations de quartier.

La convergence de ces mouvements avec d'autres mouvements civiques, sociaux et syndicaux de travailleurs et de personnes marginalisées peut ouvrir la voie à la formation d'un quartier général politique pour les luttes populaires et empêcher les alternatives réactionnaires de proposer une alternative au peuple iranien grâce aux médias des grandes puissances impérialistes.

Tout en soutenant fermement les manifestations et grèves populaires dans tout l'Iran et en nous joignant à toutes les régions qui n'ont pas joué un rôle actif dans la lutte actuelle (notamment les régions kurdes, le Baloutchistan et l'Azerbaïdjan), nous estimons qu'il est du devoir des forces de gauche, démocrates et éprises de liberté d'aider le peuple à s'organiser de manière indépendante et aussi largement que possible dans la situation critique actuelle.

Pour ce faire, nous insistons sur les libertés politiques inconditionnelles, le droit à l'autodétermination des nationalités et à leur unité naturelle, une démocratie émanant du peuple et contrôlée par lui, une protection sociale complète et le droit du peuple à la vie et à une existence digne.

Un mouvement révolutionnaire fondé sur de telles revendications peut ouvrir la voie à la formation d'un pouvoir populaire basé sur une démocratie profonde orientée vers le socialisme et à la construction d'une alternative progressiste face au fascisme religieux au pouvoir et à toute alternative autoritaire ou dictatoriale affiliée aux armées de pouvoir et aux mafias financières, tant nationales qu'étrangères.

À bas le régime de la République islamique !

Vive la liberté, la démocratie et le socialisme !

CLAIR DE LUNE

La lune bleuit le jardin et, dans l'ombre, Zeineh rêve. Elle est accroupie tout au bord du ruisseau limpide, un jasmin aux lèvres, l'âme resplendissante d'amour.

Chaque battement de son cœur scande le nom du bien-aimé et la chanson de l'eau le lui répète. Zeineh sourit ; la fleur de jasmin palpite.

L'heure s'écoule. Le jardin bleuit davantage. La lune a quitté le palmier dentelé et glisse derrière la colline ; un rossignol prélude ; ses notes énamourées s'égrènent une à une dans la nuit écouteuse.

Zeineh lève le visage et rit. Mais la fleur de jasmin s'est échappée de ses lèvres. Elle est recueillie par le ruisseau où ne se mire plus la lune.

Zeineh tressaille. Son regard cherche les pétales tombés au fil du courant. Mais le courant a emporté la fleur de jasmin et, là-bas, la grenouille mélancolique semble pleurer une joie évanouie.

La fleur de jasmin est loin ; elle parfume l'eau fuyante.

Dans le cœur de Zeineh plus rien, que le souvenir du parfum

(poème persan)

Déclaration conjointe de six organisations de femmes du Kurdistan (Sanandaj, Saqqez, Marivan) en solidarité avec les manifestations nationales du 5 janvier 2026

6 janvier 2026

Nous, la Société des femmes du Kurdistan, condamnons fermement le massacre et la répression violente des manifestations du 5 janvier 2026, et plus particulièrement la répression des populations sans défense d'Ilam et de Kermashan.

Ces manifestations s'inscrivent dans la continuité du mouvement « Femme, Vie, Liberté », qui met l'accent sur la vie sociale, les moyens de subsistance et le droit à la vie, et qui se poursuit aujourd'hui dans les rues et les quartiers de tout l'Iran.

Ce qui se passe en Iran est le résultat de politiques violentes et systématiques visant à se maintenir au pouvoir ; une politique qui considère les manifestations pacifiques comme une menace et cherche à étouffer le cri de vie par les balles et les prisons.

Les personnes descendues dans la rue en raison de la crise des moyens de subsistance et des discriminations structurelles ne sont ni des « émeutiers » ni des « menaces pour la sécurité », mais bien les porteuses de la revendication du mouvement « Femme, Vie, Liberté » : le droit de vivre en liberté, dans l'égalité et la dignité humaine.

Le mouvement « Zina » nous a appris que la liberté naît de la volonté collective et que, pour briser le cycle de l'oppression, une société informée, unie et organisée est indispensable.

Les femmes du Kurdistan ont été le moteur de ce mouvement et les manifestations à Ilam, Kermanshah et dans d'autres villes du Kurdistan s'inscrivent dans la continuité de cet élan.

Nous, femmes, qui avons toujours été en première ligne de la lutte contre la tyrannie religieuse, savons comment cette structure politique s'attaque aux corps, aux vies et aux voix des individus, en particulier des femmes, et que la répression des manifestations est la continuation d'une politique qui a débuté par la discrimination sexiste, l'exclusion des femmes du pouvoir et le déni de leur droit à une participation égale, et qui a abouti à la répression de rue.

La Société des femmes kurdes réaffirme sa solidarité inconditionnelle avec toutes les personnes qui défendent courageusement leurs droits et considère que le droit de manifester, de s'organiser et de décider de notre propre destin est un droit inaliénable.

Nous considérons le silence face à la violence du gouvernement comme une complicité. Chaque balle tirée et chaque arrestation effectuée témoignent de la crainte des dirigeants face à une société informée et unie.

L'histoire a démontré que les régimes autoritaires ne s'effondrent pas facilement, mais qu'ils ne peuvent survivre par la violence.

La liberté, bien que coûteuse, s'obtiendra par une lutte soutenue et inébranlable, car elle puise sa source dans la volonté collective d'un peuple qui refuse désormais le silence et la capitulation.

Un avenir libre et démocratique se construit sur la résistance consciente, la solidarité sociale et la lutte pour l'égalité et la justice.

Nous soulignons également que le monarchisme lui-même constitue une grave menace pour la solidarité sociale et les luttes du peuple opprimé d'Iran.

Ce courant se présente comme une « alternative », mais en réalité, il perpétue les mêmes rapports d'oppression, de discrimination et d'exclusion.

Le monarchisme tente de maintenir les anciennes politiques en pervertissant le slogan « Femme, vie, liberté » en « Homme, patrie, colonisation » et en niant les droits des femmes et des minorités.

Le combat du peuple kurde, et en particulier des femmes, ne vise pas à substituer une forme de tyrannie à une autre, mais à démanteler le cycle du pouvoir centralisé et patriarcal.

La monarchie cherche à perpétuer l'oppression, la discrimination et le déni des identités nationales et de genre, tout comme elle a nié par le passé le droit à l'autodétermination, à la langue, à la culture et à l'organisation indépendante du peuple kurde.

Pour nous, femmes kurdes, la liberté n'est ni un concept abstrait ni une promesse venue d'en haut.

La liberté naît d'une lutte collective, organisée et enracinée ; non d'un retour à des structures fondées sur l'invisibilisation des femmes, la concentration du pouvoir et la suppression de la diversité.

Tout mouvement qui privilégie le « sang », la « lignée », le « leadership » ou « l'autorité héréditaire » au détriment de la responsabilité est en contradiction directe avec les idéaux de liberté du peuple.

Nous affirmons avec force que ni la République islamique ni la monarchie, quelles que soient les formes et les apparences qu'elles s'imposent, ne représentent la libération du peuple iranien, et en particulier des femmes.

Ces deux systèmes reposent sur le déni du libre choix, la répression des manifestations et l'élimination des voix indépendantes. Le mouvement actuel en Iran n'est pas un retour en arrière ; il vise à vaincre toutes les formes de tyrannie.

La Société des femmes du Kurdistan est convaincue qu'un avenir libre, juste et humain ne peut se construire que par la voie d'une démocratie radicale, de l'égalité des sexes, de la reconnaissance du droit des nations à l'autodétermination et d'une véritable participation populaire.

Nous ne permettrons pas que le sang des morts, les souffrances des prisonniers et les cris des manifestants servent à légitimer des projets qui, en fin de compte, reproduisent la même logique de domination.

Ce combat n'a pas pour but d'instaurer une autre forme de tyrannie, mais d'émanciper le peuple, et en particulier les femmes.

Il se poursuivra sur la voie de la liberté, de l'égalité et d'une véritable solidarité populaire.

Ne te dépenses pas tant en tristesse insensée, mais sois en fête.

Donne, dans le chemin de l'injustice, l'exemple de la justice.

Puisque la fin de ce monde est le néant,

Suppose que tu n'existes pas, et sois libre.

(Omar Khayyam)

Parti communiste d'Iran (marxiste léniniste maoïste) : la République islamique doit partir !

6 janvier 2026

Nous enterrerons le meurtrier Khamenei et tout le régime religieux, pillleur, misogyne et liberticide de la République islamique !

Nous briserons les portes des prisons !

La prison est la place du dirigeant et des pillleurs politiques, sécuritaires, militaires et économiques de la République islamique, pas du peuple !

Nous anéantirons le projet du fasciste Trump et du génocidaire Netanyahu, ainsi que leurs serviteurs iraniens, pour l'avenir de l'Iran !

Ensemble avec les peuples du monde, nous lutterons pour libérer l'humanité de tous ces ennemis de l'homme et de la nature !

La République islamique doit disparaître !

Aujourd'hui, le grondement de la colère après 47 ans de souffrance, d'oppression, de pauvreté et de répression résonne à travers l'Iran.

D'innombrables personnes ont mené un combat inégal et acharné, regardant les oppresseurs droit dans les yeux, craignant la mort et criant leur soif de vie et de liberté.

Les enfants de ce pays sont venus au combat pour survivre et vivre dans la dignité. Ils ont engagé leur vie avec passion pour cette libération, et leur sang coule encore. Ces sacrifices ne seront pas oubliés et ces crimes ne resteront pas impunis.

Le renversement révolutionnaire de la République islamique est l'impérieuse nécessité pour la majorité de la société.

Une révolution qui déracine tout le système de la République islamique et instaure un système politique, économique et social fondamentalement différent, répondant aux intérêts immédiats et à long terme de notre peuple opprimé et exploité.

Une révolution qui écrase ces criminels et leur appareil économique, bureaucratique et militaire ; une révolution qui, s'appuyant sur l'intelligence, la passion, la force et la participation de tout le peuple, éradique la pauvreté et l'oppression.

Une révolution qui ne permettra pas que les fruits du labeur de millions de personnes et les ressources de cette terre soient monopolisés et contrôlés par une minorité de grands capitalistes, musulmans ou non, et leurs maîtres impérialistes, afin qu'ils puissent contrôler le quotidien du peuple et maintenir le statu quo.

Non ! Nous ne le permettrons pas.

Le renversement révolutionnaire de la République islamique est une priorité absolue.

Une révolution qui brise les portes des prisons et libère les combattants captifs ; qui utilise leur force, leur courage et leur conscience pour étendre et consolider la révolution et bâtir un système socialiste fondamentalement différent et nouveau.

La prison n'est pas la place de ces êtres chers.

La prison est le lieu où Khamenei et les pilliers politiques, sécuritaires, militaires et économiques de la République islamique devront répondre de leurs actes selon les procédures judiciaires les plus modernes et progressistes, après l'instauration du futur système socialiste.

Le renversement révolutionnaire de la République islamique est une priorité absolue.

Mais nous ne permettrons pas aux malfaiteurs du « Projet Pahlavi », soutenus par le fasciste Trump et le génocidaire Netanyahu, d'atteindre l'Iran, de remplacer les islamistes fascistes et d'imposer à la société un programme fondamentalement identique à celui de la République islamique, sans aucun rapport avec les besoins fondamentaux de notre peuple, qui ont été le moteur du soulèvement actuel.

Nous ne permettrons pas que, au lieu de l'appareil sécuritaire et répressif de la République islamique, ce soit cette fois le « Savak », de connivence avec les Bassidj et les Sépahis et sous la direction du « Mossad », qui enchaîne les enfants de ce pays et que l'histoire de la captivité se répète.

Le renversement révolutionnaire de la République islamique.

Voilà une priorité absolue.

Mais nous ne permettrons pas au président fasciste des États-Unis, Trump, de décider de notre sort, de faire de notre lutte contre la République islamique l'objet de son impérialisme débridé et de laisser notre société sous l'emprise de relations impérialistes, sources de la misère actuelle.

Le renversement révolutionnaire de la République islamique.

Tel est notre objectif prioritaire.

Cependant, nous ne permettrons pas à tous ces « réformistes » et « révolutionnaires », au sein et en dehors du gouvernement, qui, craignant la colère et la juste lutte du peuple, dénaturent les notions de « paix » et de « dialogue » et qui, depuis des décennies, manipulent la population en l'incitant à se soumettre à l'ordre inhumain de la République islamique, de devenir les protagonistes de cette situation critique et dangereuse.

La République islamique est un système religieux fasciste et obsolète, fondé sur des bases capitalistes et dépendant du système capitaliste-impérialiste.

Inévitablement et intrinsèquement, elle a bâti sa survie sur le pillage des vies humaines, les lois réactionnaires de la loi islamique, la privation des droits économiques, politiques et culturels du peuple, la répression, l'emprisonnement et les exécutions, l'atteinte à la liberté de pensée et de science, l'oppression nationale et la misogynie, la destruction de l'environnement, et elle est aujourd'hui haïe par l'immense majorité du peuple iranien ; en d'autres termes, elle n'a aucune « légitimité » !

Aujourd'hui, une minorité de ces personnes résistent pour mettre fin à ce régime.

Ce mouvement doit s'étendre et la République islamique doit être encerclée par le peuple. Mais ce soulèvement est extrêmement périlleux.

Car il sait ce qu'il ne veut pas, mais la question de « ce que nous voulons et comment nous y parviendrons » reste dangereusement floue et ambiguë dans l'esprit du peuple.

Un autre régime terrible s'installera-t-il sur le corps meurtri du peuple à la place de celui-ci ?

Ou bien, en développant la conscience sociale de ce qu'est une véritable révolution, la lutte pour renverser la République islamique ouvrira-t-elle la voie à une véritable révolution et permettra-t-elle de remplacer ce régime non pas par un autre régime oppressif et exploiteur, mais par une nouvelle république socialiste ?

Le renversement de la République islamique est une priorité immédiate, mais la réponse à ce défi est encore plus cruciale.

Ta tâche n'est pas de chercher l'amour, mais simplement
de chercher et trouver tous les obstacles que tu as construits contre l'amour.

(Rûmî)

Organisation des Fedayins (aghlaliyat) : intensifions les luttes de rue et mettons fin à la machinerie répressive du régime

6 janvier 2026

Ouvriers ! Femmes ! Jeunes ! Travailleurs et travailleuses ! Peuple opprimé d'Iran !

Le mouvement de lutte des masses du peuple iranien traverse des jours décisifs.

Il est impossible de surmonter ces moments historiques et cruciaux sans amplifier les luttes de rue et sans que les travailleurs ne se tournent vers la grève nationale.

Alors, levons-nous, descendons dans la rue !

Rejoignons la nouvelle vague de protestations de masse. En étant plus présents dans les rues, ralentissons la machine de répression et de mort du régime.

Par des grèves nationales, remportons la victoire pour nous-mêmes et pour les masses opprimées d'Iran.

Car seule la présence forte de tous – différentes composantes de la société – dans les luttes de rue et les grèves nationales permettra d'empêcher la République islamique de poursuivre la répression et le massacre des jeunes et des manifestants, et de mener le mouvement révolutionnaire à la victoire.

Alors, unissons nos forces et amplifions les luttes de rue. Organisons des grèves ouvrières.

Faisons reculer le régime et ne permettons pas que les luttes courageuses des masses du peuple iranien soient une fois de plus réduites à néant par les assassins de la République islamique.

Nul n'ignore que la nouvelle vague de luttes populaires qui déferle sur tout le pays a besoin, pour triompher, des efforts et du soutien de chacun d'entre nous, peuple opprimé d'Iran : ouvriers, femmes, jeunes, étudiants, enseignants, retraités, écrivains, artistes, journalistes, reporters, avocats et tous les autres groupes sociaux.

Ne laissons pas les groupes fascistes et influents de la République islamique infiltrer nos communautés avec des slogans pernicioseux et, une fois de plus, diviser et faire échouer le mouvement de lutte des masses iraniennes.

Ouvriers ! Femmes ! Jeunes ! Travailleurs ! Peuple opprimé d'Iran !

Depuis dix jours, la colère explosive du peuple iranien résonne de toutes parts.

Chaque jour, de nouvelles villes rejoignent le champ de bataille contre les oppresseurs qui gouvernent l'Iran, scandant « Mort à Khamenei ! » et « Vive la liberté ! ».

Ces dix derniers jours, la jeunesse iranienne, éprise de liberté et militante, a tiré le meilleur parti de la lutte frontale contre les oppresseurs de la réaction islamique.

Elle a résisté avec une bravoure et un abnégation sans précédent face à la République islamique.

Souvent, elle a repoussé à mains nues les mercenaires meurtriers du régime, en leur lançant des pierres, des mottes de terre et des bâtons.

Cependant, les forces répressives du régime, incapables de contenir la vague grandissante des manifestations, ont, comme toujours, eu recours à la répression brutale et au meurtre de personnes sans défense, notamment de jeunes combattants. Elles ont tiré sur les manifestants.

À l'instar des soldats israéliens fascistes, elles ont pris d'assaut des hôpitaux. Elles ont braqué leurs armes sur des combattants blessés hospitalisés. Elles ont envoyé des adolescents de dix-sept ans à la mort.

Au cours des dix derniers jours, une trentaine de jeunes combattants ont été tués par balles par les mercenaires de la République islamique, des dizaines, voire des centaines, ont été blessés, et plus d'un millier ont été arrêtés.

Cependant, chaque jour, de plus en plus de villes se soulèvent. Des couches toujours plus nombreuses de la population opprimée, écrasée par la pauvreté, la flambée des prix, le manque et l'inflation, se mobilisent.

À tel point qu'aujourd'hui, mardi 6 janvier, les luttes des masses laborieuses iraniennes ont pris une ampleur considérable.

À Shiraz, Mashhad, Hamedan et dans d'autres villes d'Iran, les habitants ont manifesté leur combativité dans les rues, scandant des slogans tels que « Mort à Khamenei », « N'ayez pas peur, n'ayez pas peur, nous sommes tous ensemble » et « Un Iranien qui meurt n'acceptera pas l'humiliation ».

Des étudiants de plusieurs universités ont boycotté leurs examens semestriels. Différents quartiers de Téhéran se sont soulevés aujourd'hui, pour le troisième jour consécutif, contre la République islamique, avec une ampleur inédite.

Malgré le massacre perpétré samedi par les forces fascistes de la République islamique dans la ville de Malekshahi, à Ilam, les habitants, qui combattaient et manifestaient, ont repoussé les mercenaires du régime ce mardi par leur lutte.

En signe de solidarité, les habitants d'Abdanan, également à Ilam, ont manifesté en masse.

Cependant, après avoir attaqué l'hôpital Malekshahi, les mercenaires du régime ont aussi tiré des gaz lacrymogènes sur les manifestants rassemblés près de l'hôpital Sinâï à Téhéran. Malgré cela, les manifestations continuent de se propager.

Travailleurs combatifs, pionniers du mouvement ouvrier !

Les luttes des masses populaires iraniennes traversent des jours décisifs. En signe de solidarité et de sympathie avec les luttes en cours, arrêtez la production. Mettez-vous en grève dans les usines et les services.

Le passage de la classe ouvrière à la grève nationale est non seulement un puissant encouragement pour l'expansion des luttes du peuple opprimé, mais non seulement il entrave la répression sanglante des masses protestataires et soulevées par les oppresseurs de la République islamique, mais surtout, il garantit la victoire des luttes du peuple iranien.

À bas le régime de la République islamique ! Vive le gouvernement soviétique !

Vive la liberté ! Vive le socialisme !

Travail, Pain, Liberté - Gouvernement soviétique

Les enfants d'Adam font partie du même corps,

Ils sont issus de la même essence.

Si le destin faisait souffrir l'un des membres,

Les autres n'en auront pas de repos.

Toi qui es indifférent aux malheurs des autres,

Tu ne mérites pas d'être nommé un Homme.

(Saadi)

Centre de coopération pour le dialogue : le Kurdistan ne restera pas silencieux face aux crimes du régime

6 janvier 2026

(Appel à la grève générale au Kurdistan en soutien aux manifestations nationales en Iran et pour condamner les crimes du régime dans les régions de Kermanshah, d'Ilam et du Lorestan)

Peuple de la résistance kurde !

Partis politiques d'Iran et du Kurdistan !

Organisations de la société civile !

Une nouvelle vague de manifestations nationales en Iran entre dans son dixième jour. Ces manifestations constituent un nouveau « non » clair, fort et général à la République islamique pour toutes les souffrances qu'elle a infligées au peuple iranien durant son histoire au pouvoir.

L'objectif de ces manifestations en Iran et au Kurdistan est de libérer les citoyens de leurs droits et libertés fondamentaux, de restaurer leur dignité humaine et de mettre fin à la politique de négationnisme, de marginalisation, de meurtres, de terrorisme et de discrimination ethnique et culturelle.

Depuis 47 ans, le Kurdistan est à la pointe de ce « non » et le champ de bataille permanent et inéluctable des combattants de la liberté et des barbares contre la République islamique.

Avec le Mouvement Zina, « Femme, Vie, Liberté », le régime dictatorial de la République islamique a été confronté à une crise de légitimité sans précédent, tant au niveau national qu'international.

L'émergence de manifestations dans les régions du Bas-Kurdistan a démontré que la flamme du soulèvement est toujours vive, ce qui a entraîné une répression brutale des manifestations et la création d'un grave crime à Malekshai.

Nous condamnons fermement la répression des manifestations et l'arrestation de manifestants et de militants des droits de l'homme iraniens, une politique constante du régime iranien, et appelons à une grève générale en soutien aux manifestations nationales.

Par cette grève générale, le Kurdistan exprime une nouvelle fois son profond « Non » à la dictature de la République islamique et réaffirme ses droits à la liberté, à l'égalité et à la dignité.

Nous appelons tous les partis politiques et organisations de la société civile, en Iran comme au Kurdistan, à s'unir contre les crimes de la République islamique et à répondre à cet appel.

Vive la solidarité et l'unité du peuple kurde épris de droits !

Effondrement de la République islamique d'Iran !

- Parti de la liberté du Kurdistan

- Parti de la vie et de la liberté du Kurdistan

- Organisation de lutte du Kurdistan d'Iran

- Komala, Organisation kurde du Parti communiste d'Iran

- Association des travailleurs du Kurdistan

- Comité révolutionnaire des travailleurs du Kurdistan d'Iran

- Parti démocratique du Kurdistan d'IranA

Un oiseau vole vers son nid au moyen de ses ailes :

les ailes de l'homme sont l'aspiration, ô gens !

(Rûmî)

Union des Fedayins Communistes : les manifestations d'aujourd'hui en Iran : entre pression économique, menace de guerre et répression, et absence d'organisation

7 janvier 2026

Ces derniers jours, les manifestations qui ont débuté au bazar de Téhéran, comme on pouvait s'y attendre, se sont rapidement propagées, dépassant le cadre d'un seul lieu et d'une seule classe sociale pour gagner d'autres villes et d'autres couches sociales.

Comme nous l'avons déjà mentionné, cette expansion n'est ni accidentelle ni une simple réaction passagère ; elle témoigne de l'accumulation de crises qui minent le quotidien des classes populaires depuis des années et qui trouvent désormais un moyen de s'exprimer publiquement.

Le bazar, l'un des points névralgiques de la circulation des capitaux et de la distribution des biens, a été le premier, cette fois-ci, à crier son désarroi face à l'effondrement de l'équilibre économique.

Mais cette voix a rapidement trouvé un écho parmi les ouvriers, les chômeurs, les enseignants, les retraités et les populations marginalisées des petites et grandes villes.

Cependant, il serait erroné de généraliser ces protestations.

Les protestations des commerçants, bien que réelles et motivées par des pressions économiques, diffèrent de celles des ouvriers et des travailleurs qui luttent depuis des années contre des salaires inférieurs au seuil de pauvreté, la précarité de l'emploi, la disparition progressive des services publics et la baisse constante du salaire minimum vital.

Pour une grande partie de la population active, il ne s'agit pas seulement d'une baisse des profits ou d'une perturbation du chiffre d'affaires ; c'est une vie quotidienne réduite à la simple survie et un avenir pratiquement compromis.

Cette différence de situations socio-économiques souligne la nécessité d'une analyse plus fine et tenant compte des classes sociales dans les protestations actuelles.

Parallèlement, la publication de déclarations communes par des organisations indépendantes de travailleurs, de femmes et de retraités, ainsi que la position adoptée par l'Association des écrivains iraniens, témoignent d'une volonté délibérée d'inscrire ces protestations éparses dans un contexte social plus large.

Ces déclarations, qui soulignent les racines profondes de la crise et le lien indissociable entre les revendications économiques et les libertés politiques, sociales et culturelles, nous rappellent que les manifestations actuelles ne peuvent être comprises indépendamment de l'histoire de la répression, de l'exclusion et des inégalités en République islamique.

Ce que l'on observe dans les rues et sur les marchés s'inscrit dans la continuité des manifestations des années précédentes, de janvier 2017 à novembre 2019, des soulèvements pour la subsistance au Khuzestan et du mouvement « Femme, Vie, Liberté ».

La hausse rapide des prix, dans un contexte de salaires chroniquement bas, de chômage généralisé se chiffrant en millions, de faillites et de fermetures successives des centres de production, et de crises environnementales (pénurie d'eau, pollution atmosphérique) menaçant la qualité de vie dans les villes et les villages, a des conséquences qui dépassent le simple mécontentement passager.

Cette situation poussera objectivement un nombre croissant de travailleurs, d'ouvriers et de citoyens aspirant à la liberté à rejoindre la lutte.

Dans un tel contexte, l'absence de libertés politiques, sociales et culturelles n'est pas une question abstraite, mais un obstacle direct à la possibilité d'une défense collective de la vie et de la dignité humaine.

L'expérience des dernières décennies a montré que les soulèvements et les mouvements sociaux, bien qu'ils jouent un rôle important dans la sensibilisation du public, la dissipation du climat de peur et la mise en échec temporaire du gouvernement, ne garantissent pas à eux seuls une victoire durable.

L'explosion de colère des masses laborieuses et souffrantes, si elle ne débouche pas sur une organisation au sein des lieux de travail et de vie, et sur une intégration consciente des mouvements sociaux progressistes, est susceptible de s'éroder, d'être réprimée et de se détourner.

L'histoire des luttes sociales en Iran et dans le monde démontre clairement que, sans une unité stable et un horizon commun, les acquis resteront fragiles.

Dans le contexte actuel de mutations profondes, il est plus important que jamais de souligner la nécessité de l'organisation et de la solidarité.

Nous lançons un appel aux pionniers des mouvements sociaux existants, aux militants et dirigeants du mouvement ouvrier, aux enseignants, aux femmes, aux étudiants, aux peuples opprimés et exploités, ainsi qu'aux représentants des autres mouvements sociaux et des forces de libération et socialistes : tout en participant activement et de manière responsable à la lutte des classes en cours, ils ne doivent ménager aucun effort pour rapprocher ces mouvements et les unir sous la bannière d'un front révolutionnaire et global.

Seule cette unité permettra aux protestations dispersées de se transformer en une force consciente et durable, capable d'opérer un changement fondamental ; une force qui non seulement dise « non » à la situation actuelle, mais qui présente également à la société une vision claire de la libération et de la justice sociale.

Il est essentiel, à cet égard, de ne pas ignorer la sensibilité du contexte régional et l'intensification des rivalités géopolitiques, facteurs qui pèsent lourdement sur l'avenir des protestations sociales en Iran.

Les tensions croissantes au Moyen-Orient, le risque d'escalade des conflits et les menaces répétées d'intervention militaire, notamment au vu des prises de position et des menaces publiques de Donald Trump et de la poursuite des politiques agressives de l'impérialisme américain et israélien, ont créé un climat où toute crise interne peut servir de prétexte à une intervention étrangère ou à une intensification des pressions destructrices sur la société.

L'expérience a démontré que la guerre et la menace de guerre ciblent avant tout les travailleurs, les laborieux et les opprimés, et que non seulement elles ne résolvent aucun de leurs problèmes, mais qu'elles aggravent au contraire la pauvreté, l'oppression et la destruction.

Dans ce contexte, les forces réactionnaires ne sont pas restées inactives.

Des courants tels que les monarchistes, en exploitant la colère et les protestations légitimes de la classe ouvrière et des masses opprimées, tentent de s'approprier leur voix en la déformant et en instrumentalisant les luttes sociales à des fins de conquête du pouvoir.

Des projets qui ne s'appuient ni sur les véritables revendications du peuple ni sur la justice sociale, mais qui sont souvent liés, directement ou indirectement, à l'ingérence étrangère et à la reproduction de l'oppression, de l'exploitation, de la force et de la répression.

Ces initiatives, aussi dangereuses soient-elles, révèlent également un manque d'organisation et de représentation indépendante des forces sociales.

La conjugaison de ces facteurs – crises économiques et environnementales profondes, menace de guerre, rivalités géopolitiques et tentatives de récupération des mouvements de protestation par les courants réactionnaires – renforce d'autant plus la nécessité d'agir concrètement pour élever le niveau de conscience de classe et organiser la classe ouvrière iranienne, ainsi que pour former un front de gauche révolutionnaire.

Ce front doit être capable de défendre l'indépendance des mouvements sociaux face aux puissances étrangères et aux forces réactionnaires internes, de lier les revendications de classe et de libération, et de tracer une perspective claire de sortie du cycle de la pauvreté, de la répression et de la guerre.

En l'absence d'une telle perspective, le risque de déviation, de répression ou d'anéantissement des acquis de la lutte demeure.

Mais en s'appuyant sur l'organisation, la solidarité et l'indépendance de classe, les protestations d'aujourd'hui peuvent se transformer en une force qui non seulement s'oppose au statu quo, mais ouvre aussi la voie concrète d'un avenir libéré de l'oppression et de l'exploitation, de la force et de la répression, de la discrimination et des inégalités.

Nous appelons une fois de plus tous les travailleurs et travailleuses à s'unir, à s'organiser et à amplifier la lutte. Car l'unité est la clé de la victoire.

À bas la République islamique d'Iran !

Vive la République fédérative soviétique !

Vive le socialisme !

« Il arriva un jour que Zal résolut de faire un tour dans l'empire ; il se mit en route avec ses amis fidèles, qui étaient unis avec lui de foi et de volonté. Il se dirigea vers l'Hindoustan, vers Kaboul, Dambar, Murgh et Maï ; à chaque endroit il fit placer un trône, demandant du vin, de la musique et des chansons, ouvrant la porte de son trésor, bannissant les soucis comme il convient de faire dans ce monde fugitif. Il alla du Zaboulistan au Kaboul avec pompe et le cœur plein de joie et de plaisir. »

(Ferdowsi)

Un appel conjoint pour se joindre aux manifestations à l'échelle nationale et repousser la machine à meurtre et réprimer la République islamique : rassemblez-vous et unissez-vous !

7 janvier 2026

Les manifestations qui ont commencé dimanche 28 décembre [2025] ont coïncidé avec le huitième anniversaire du soulèvement en janvier, à la suite des fluctuations sans précédent du marché des changes et de ses effets sur l'augmentation du prix des biens dont les gens ont besoin au quotidien, ont maintenant passé son dixième jour.

Ces manifestations se sont étendues aux universités et à des dizaines de villes iraniennes dans les jours suivants, et les manifestants partout et à l'étage de la rue avec le slogan central de la mort au dictateur ont ciblé toute la structure du régime de la République islamique.

Face à cette nouvelle vague de manifestations à l'échelle nationale et en expansion, le régime criminel de la République islamique, avec le déploiement de forces de sécurité, de policiers et de gardes spéciaux dans différentes parties de Téhéran et les villes et zones qui sont devenues le centre de ces manifestations, et en perquisitionnant les rangs des manifestants et en leur tirant dessus, a jusqu'à présent pris la vie de trente-six combattants, a blessé des dizaines de personnes et arrêté et envoyé plus de deux mille personnes en prison.

Ces derniers jours, les forces répressives du régime islamique ont culminé et brutalité en attaquant les rangs des militants et des personnes épris de liberté dans la ville de Malekshahi, dans la province d'Illam, et leur protestation sanglante et en perquisitionnant l'hôpital de la ville d'Illam aux otages des blessés et aux corps des victimes, ce qui rappelait les attaques du gouvernement fasciste israélien contre les hôpitaux de Gaza.

Cette forte vague du mouvement de protestation a été déplacée dans la poursuite des soulèvements de masse et nationaux de ces dernières années et dans la poursuite du mouvement révolutionnaire de 2022-2023 pour mettre fin à la pauvreté et à la misère économique, à la fin du genre, aux inégalités nationales et à la discrimination, à l'élimination des privations politiques et sociales, et en un mot pour renverser la République islamique.

Le peuple épris de liberté du Kurdistan, alors qu'il est venu sur le terrain avec son leadership en tant que partie intégrante du mouvement révolutionnaire national et a montré par son action dans la dimension sociale qu'il poursuit la réalisation de ses objectifs et remet la République islamique sur la voie de l'unité et de la solidarité avec les manifestations nationales, il est nécessaire de se joindre aux manifestations nationales cette fois-ci ensemble et en solidarité avec les combattants des provinces de l'Ilam et de Kermanshah.

Le peuple du Kurdistan doit revenir sur le terrain dans toutes les villes et donner une réponse décisive et digne aux crimes et à la répression de la République islamique.

Travailleurs, travailleurs, femmes, le peuple combattant du Kurdistan !

Depuis le flot rugissant des manifestations du peuple iranien contre la situation catastrophique que la République islamique a imposée à la majorité du peuple iranien, nous, les signataires de cet appel, vous tous, le peuple épris de liberté, appelons le public et les manifestations nationales contre la République islamique et ses crimes et ses répressions.

Nous vous exhortons à condamner fermement les crimes et les répressions de la République islamique et l'attaque contre les rangs des protestations du peuple en mettant l'accent sur le droit fondamental et sans la raison de la libération de tous les prisonniers arrêtés et politiques.

Avec vos protestations unies, forcez la République islamique à mettre fin à la convocation, aux poursuites et au complot contre les militants sociaux.

Des militants des mouvements sociaux dans les villes du Kurdistan, utilisant leurs initiatives et leurs expériences dans le domaine de l'information à travers les réseaux sociaux, etc., en préparant et en mobilisant la masse, en préparant et en commençant les manifestations avec de grands rassemblements et en empêchant les forces répressives de transformer les manifestations en combats de rue et en évitant les forces répressives, peuvent transformer les manifestations en combats de rue, peuvent neutraliser efficacement le pouvoir de répression des mercenaires de la République islamique.

Sans aucun doute, les manifestations unifiées, unies et nationales du peuple du Kurdistan peuvent être une réponse décisive aux crimes et aux menaces des dirigeants de la République islamique d'Iran et renforcer l'unité et la solidarité du peuple kurde avec des mouvements sociaux et de protestation progressifs dans tout l'Iran dans la lutte contre ce régime criminel.

À bas la République islamique

Vive le règne du conseil populaire au Kurdistan

Conseil de coopération entre les forces de gauche et les forces communistes au Kurdistan

Organisation du Kurdistan Syndicat socialiste

Comité du Kurdistan du Parti communiste ouvrier – Hekmatiste

Komehle – Organisation du Kurdistan du Parti communiste iranien

Appel de l'Internationale Communiste aux asservis de Perse, d'Arménie et de Turquie, 1920

« Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste convoque pour le 15 août 1920, à Bakou, un congrès général des délégués ouvriers et paysans de Perse, d'Arménie et de Turquie.

Qu'est-ce, à l'heure présente, que l'Internationale Communiste? C'est une organisation révolutionnaire unissant les masses laborieuses de la Russie, de la Pologne, de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre et de l'Amérique; réveillées par le tonnerre de la guerre mondiale et poussées par la faim, ces masses se sont insurgées pour travailler désormais non dans l'intérêt des riches, mais dans leur propre intérêt, et pour se défendre dorénavant contre les forbans internationaux, au lieu de combattre, comme elles le faisaient jusqu'ici, contre leurs frères opprimés et asservis (...).

Ouvriers et paysans de Perse ! Le gouvernement persan et ses valets mercenaires, les khans, vous volent et vous exploitent depuis des siècles.

Toutes les terres de votre pays appartiennent aux serviteurs du gouvernement, qui en sont les maîtres absolus, qui vous imposent des impôts et des taxes excessives; ces satrapes, grands et petits, après avoir épuisé toutes les forces vitales de la population, ont vendu, l'année passée, le pays aux capitalistes anglais pour une somme de deux millions de livres sterling, et à condition qu'ils y formeraient une armée régulière destinée à vous opprimer et à vous faire verser de nouveaux impôts dans les poches des khans et du gouvernement de Téhéran. Les satrapes persans ont vendu à l'Angleterre les riches puits naphtifères du sud de la Perse, livrant ainsi au pillage votre pays. »

Déclaration du Parti socialiste révolutionnaire d'Iran

8 janvier 2026

Unité contre le fascisme de la République islamique !

Unité contre le fascisme hérité de l'ère Pahlavi !

Notre mouvement ouvrier-socialiste et libertaire se doit de s'unir contre le fascisme de la République islamique et contre les survivants de la dynastie Pahlavi et leurs mercenaires !

La société opprimée de la République islamique, dominée par l'Amérique et l'Occident et leur sombre réaction, était auparavant écrasée sous le joug de la dynastie Pahlavi pendant des décennies !

Dans l'histoire politique de l'Iran, les deux mouvements réactionnaires, à l'instar des deux principaux mouvements bourgeois (national-chauviniste-islamiste), ont fait du siècle dernier un véritable enfer pour le peuple iranien.

Sans une défaite définitive de ces deux mouvements anti-libertaires et anti-ouvriers, la société iranienne ne connaîtra jamais la sécurité, la prospérité, la paix, la liberté et l'égalité !

La mission de la société iranienne envers la République islamique est claire : le renversement révolutionnaire et immédiat du régime islamique tout entier et de tous ses piliers !

Mais en raison de la faiblesse persistante des forces de gauche et du manque de sensibilisation des militants du mouvement ouvrier et des défenseurs de la liberté, ainsi que de la longévité inattendue du régime islamique, le mouvement Pahlavi, aujourd'hui disparu, a pu utiliser l'argent détourné de l'ère Pahlavi pour recruter des criminels et des dizaines de faux mercenaires sur Iran International TV, Man-e-to, etc., et pour faire croire à un public non informé, ignorant la vérité, que cette époque était idyllique.

Par le biais de ces médias et avec l'aide d'Israël, ils ont orchestré l'oubli afin de rendre possibles les innombrables crimes de la famille Pahlavi et de la SAVAK, commis par une partie de la population, notamment la génération d'après 1979.

Il s'agit notamment de présenter faussement ce même mouvement dictatorial et ses criminels historiques sous l'appellation d'« opposition » !

Or, ce mouvement et le mouvement de Reza Pahlavi ont toujours fait partie des forces gouvernementales que le peuple iranien a chassées lors de la révolution, tout comme les Jordaniens !

Maudite soit cette force d'opposition qui a introduit une telle secte fasciste au peuple iranien sous couvert d'« opposition » !

À présent, outre les crimes incessants de la République islamique contre les manifestants, cette secte fasciste Pahlavi-Savak est devenue un obstacle majeur et dissuasif pour le mouvement de protestation actuel et le mouvement ouvrier et socialiste.

Il nous faut la dénoncer et la vaincre de toutes nos forces.

Nous devons agir avec détermination, tant sur le plan socio-politique que, si nécessaire, par la lutte armée et des actions militantes, simultanément contre la République islamique et sa force répressive, ainsi que contre notre vieil ennemi : les vestiges des régimes Pahlavi et Savak et leur lumpenprolétariat !

À bas le fascisme de la République islamique !

À bas le fascisme royal et les vestiges du gouvernement Pahlavi ! Vive la liberté et l'égalité du gouvernement soviétique des travailleurs et des laborieux d'Iran !

« Voici ce que je te demande, Seigneur, – réponds-moi bien :

Qui a fixé la terre en bas, et le ciel des nuées, qu'il ne tombe ?

Qui a fixé les eaux et les plantes ?

Qui a attelé au vent et aux nuages les deux coursiers ?

Qui est, ô Sage, le créateur de la Bonne pensée ?

Voici ce que je te demande, Seigneur, – réponds-moi bien :

Quel artiste a fait la lumière et les ténèbres ?

Quel artiste, le sommeil et la veille ?

Lequel a fait le matin, le midi et le soir

Pour indiquer à l'intelligence sa tâche ? »

(Hymnes de l'Avesta)

Communiqué du Conseil de coopération des forces de gauche et communistes en solidarité avec les luttes des masses populaires en Iran : vive la lutte contre la pauvreté, la cherté de la vie et l'inflation, en avant vers la révolution !

9 janvier 2025

Au cours des derniers jours, une vague de manifestations de masse a été lancée dans un certain nombre de villes iraniennes.

Les manifestations, qui ont commencé le 28 décembre 2025, à la suite de la hausse sans précédent du dollar et de la forte augmentation des prix avec une combinaison de la protestation des marchands et des habitants du Grand Bazar de Téhéran, ont repris d'autres zones de Téhéran dans les premières heures jusqu'à la rue de la République, puis d'autres zones de Téhéran.

La nouvelle vague de protestations actuelles, qui est enracinée dans le mécontentement du public des masses, les goulots d'étranglement des moyens de subsistance du peuple, l'augmentation stupéfiante de l'inflation, les salaires et les salaires insignifiants des travailleurs et des travailleurs, s'est poursuivie lundi et mardi, et a pris une dimension plus large en étant attirée par des villes telles que Ispahan, Mashhad, Karaj, Hamedan, Qeshm, Kish, Mallard, Mamasani et Kerman.

La rapidité de la propagation des protestations populaires de Téhéran vers d'autres villes, ainsi que les slogans contre Khamenei et la République islamique, et le soutien rapide d'étudiants des universités de Téhéran et d'autres universités du pays, expriment la colère et le dégoût des masses travailleuses qui ne sont plus disposées à endurer le crime de la République islamique.

Un gouvernement tyran et réactionnaire qui leur a imposé la répression, la pauvreté et la pauvreté au fil des ans a dépensé des milliards de dollars de travailleurs et de travailleurs pour la construction de la guerre, l'expansion de leurs mandataires et de leurs installations nucléaires.

Un régime corrompu et oppressif qui, malgré toute la pauvreté et la misère qu'il a imposée aux travailleurs et aux travailleurs iraniens, a réagi à la répression sans limite de la société dirigeante et à chaque mouvement de protestation du peuple par des arrestations, des emprisonnements, des exécutions et des meurtres.

Comme au cours des deux derniers jours, il a jeté des gaz lacrymogènes pour disperser les masses contestataires, encerclé les universités, en battant les manifestants et, dans certains cas, leur a tiré dessus.

Les protestations croissantes des masses iraniennes au cours des derniers jours ont clairement montré que non seulement les meurtres, les exécutions, les emprisonnements et les arrestations et les fermetures des dernières années n'ont pas été en mesure d'empêcher les opprimés de se battre pour se débarrasser de la pauvreté, de la misère et de la discrimination qui lui ont été imposées, mais une fois de plus, avec les slogans de "Mort au dictateur", "Mort à la République islamique" et "Vive la liberté".

Plus important encore, avec la formation d'une nouvelle vague de protestations, les étudiants militants des universités de Téhéran ont également lié l'arène des universités à la rue en scandant des slogans tels que "Ni Pahlavi ni le gouvernement, démocratie et égalité", "femme, vie, liberté", "Ni les casernes, pas la vie de l'entreprise, la vie universitaire" et "l'étudiant meurt, il n'accepte pas l'humiliation", la scène universitaire est également liée à la rue.

Pendant ce temps, les petites forces, apparemment monarchistes – peut-être des infiltrés de sécurité – tentent de diviser les manifestations actuelles du peuple iranien, comme en l'an 1401 [= 2022-2023], en assistant aux rassemblements des militants et des blessés des deux réactionnaires islamiques et royaux et en scandant des slogans en faveur de Reza Pahlavi.

Par conséquent, il convient que les femmes, les jeunes et les forces progressistes accélèrent la lutte croissante actuelle en rejetant et en interdisant leur politique néofasciste, ainsi que la divulgation des actions fascistes d'Israël et des télévisions de droite de « Man-o-tou » et « Iran International ».

Et les vastes masses du peuple iranien, avec de plus en plus dans les rangs des luttes de rue, répandent les protestations populaires, renforcent davantage leurs luttes et éloignent ceux qui tentent de diviser leurs rangs de combat en influençant leurs rangs de campagne.

Plus important que les luttes de rue des masses de travail et la solidarité des étudiants militants et épris de liberté avec leurs luttes dans les derniers jours est la formation et l'expansion des grèves du travail et son lien avec les luttes de rue des masses du peuple iranien.

Une demande légitime que le mouvement de rue et le mouvement étudiant doivent exiger de la classe ouvrière iranienne pendant ces jours fatidiques.

Ce qui a été formé dans les rues de plus de dix villes au cours des trois derniers jours et peut couvrir plus de villes dans les jours à venir, c'est la poursuite des luttes du peuple opprimé d'Iran en décembre 2017, novembre 2019 et le mouvement révolutionnaire de la seconde moitié de l'année 2022.

Un grand et admirable mouvement qui est allé jusqu'à la chute de la République islamique, mais qui, en raison de l'absence de la présence de la classe ouvrière et sous la pression de la répression et des massacres exercés par le régime, n'a pas pu continuer son chemin.

L'expérience du grand et révolutionnaire mouvement de "femme, vie, liberté" et de sa cessation au milieu de la route est comme un flambeau ardent face aux luttes actuelles du peuple opprimé, en particulier de la classe ouvrière iranienne.

Sans aucun doute, si les travailleurs iraniens en ces jours décisifs dans les usines et les institutions de service, dévoilent leurs grèves dispersées, arrêtent la roue de production et se tiennent unis pour organiser des grèves à l'échelle nationale, sûrement cette fois, ce sont les travailleurs, les femmes et les vastes masses du peuple iranien qui célébreront la victoire de la révolution sur les ruines de la République islamique.

Ce sont les larges masses du peuple iranien qui célébreront, sur les ruines de la République islamique, la victoire de la révolution.

À bas le régime capitaliste de la République islamique

Vive la liberté, vive le socialisme

Union socialiste ouvrière, Parti communiste d'Iran, Parti communiste ouvrier-Hekmatiste, Organisation Rah-e Kargar, Organisation des Fadaï (minorité) et Noyau de la minorité

De grand matin je m'en fus au jardin pour cueillir une rose.

Soudain me vint à l'oreille la voix d'un rossignol.

Le pauvre comme moi était pris d'amour pour une rose,

Et par son cri de détresse jetait le tumulte au jardin.

(Hâfez de Chiraz)

Parti Hekmatiste (ligne officielle) : pour empêcher que les manifestations ne soient baignées dans le sang, venez sur le terrain !

10 janvier 2026

Aux organisations ouvrières, organisations des enseignants, retraités, infirmiers...

Aux leaders ouvriers et sociaux,

La protestation et le soulèvement légitime du peuple iranien contre la pauvreté et la misère, pour le bien-être, la liberté, l'égalité et pour se libérer du fardeau de la République islamique, sont aujourd'hui plus que jamais confrontés à de graves dangers.

Parmi ces dangers :

- transformer le soulèvement et les manifestations en guerre prématurée et armée contre la République islamique,
- les utiliser comme levier pour transformer l'Iran en Libye ou en Syrie,
- ou subir une répression sanglante par la République islamique, sous prétexte de prétendus abus par le gouvernement fasciste israélien et ses complices sans scrupules, de Reza Pahlavi aux Moudjahidine et sectes religieuses et ethniques fascistes dites « Kurdes, Arabes, Baloutches, Sunnites... ».

Dans cette situation sensible, votre rôle dans la direction et le leadership de ces manifestations, pour préserver leur caractère humain et libertaire et empêcher que toutes les forces réactionnaires au pouvoir ou dans l'opposition ne sacrifient ces jeunes assoiffés de bien-être et de liberté, est déterminant.

Former un comité pour cette tâche, établir des réseaux de leadership sur les lieux de travail et de vie, coopérer et coordonner rapidement pour organiser des manifestations et rassemblements ciblés, avec des revendications claires et radicales existant dans cette société, est la seule façon d'empêcher le scénario réactionnaire des bandes de la « contre-révolution », d'empêcher de transformer ce soulèvement en guerre des forces réactionnaires, et de protéger les jeunes et le peuple contre un massacre inégal et sanglant.

Aujourd'hui est le moment de prendre la direction de ces manifestations, pour défendre le peuple, avancer et mener ce mouvement à la victoire, face à des forces qui ne peuvent prospérer qu'en répandant le sang du soulèvement radical et légitime des citoyens en colère.

Pour empêcher que les manifestations ne soient baignées dans le sang, pour garantir leur avancée, venez sur le terrain !

« Comme les intelligibles sont en puissance dans l'âme, puis viennent à l'acte, il faut qu'il y ait une entité intelligente qui les fasse passer de la puissance à l'acte.

Il n'est pas douteux que cette entité est une des intelligences dont nous avons parlé en métaphysique – particulièrement celle qui est la plus proche de ce bas-monde et qu'on nomme : intelligence active – celle qui agit sur nos intelligences pour les faire passer de la puissance à l'acte.

Mais tant que tout d'abord les sensations et les imaginations n'existent pas, notre intelligence ne vient pas à l'acte.

Et quand les sensations et les imaginations viennent à l'existence, les formes se mêlent à des accidents qui leurs sont étrangers, et elles sont alors voilées comme les choses qui se trouvent dans l'obscurité.

Mais ensuite les rayonnements de l'intelligence active tombent sur les imaginations, de même que celui du soleil tombe sur les formes qui se trouvent dans l'obscurité.

Puis, partant de ces imaginations, les formes abstraites se présentent à l'intelligence, de même qu'à cause de la lumière les formes visibles se présentent dans le miroir ou dans l'œil : comme ces formes sont abstraites, elles sont universelles ; en effet, si tu retranches de la perception d'humanité les parties superflues, il en reste le concept général, tandis que les particularités individuelles disparaissent.

Ainsi l'intelligence distingue l'un de l'autre l'essentiel et l'accidentel, et les sujets et prédicats apparaissent ; tout prédicat lié à un sujet sans l'aide d'un intermédiaire se présente à l'intelligence, et tout prédicat auquel il faut un intermédiaire [pour que son lien à un sujet soit conçu] se conçoit au moyen de la réflexion.

Lorsque l'âme humaine prend connaissance des intelligibles isolés de la matière, lorsque le besoin de percevoir par les sens disparaît et que la séparation de l'âme et du corps intervient, [alors] l'union de l'âme au rayonnement suprême s'accomplit. »

(Avicenne)

Opportunités et risques liés au soulèvement révolutionnaire actuel

Publié dans la presse de Komala

11 janvier 2026

Le soulèvement révolutionnaire actuel en Iran, déclenché par la dévaluation et le taux de change élevé de la monnaie officielle, marque un tournant dans l'histoire des luttes sociales iraniennes.

Ce mouvement présente des caractéristiques uniques qui le distinguent des protestations précédentes et, simultanément, soulèvent de sérieuses questions quant à l'avenir politique de l'Iran.

L'une des caractéristiques les plus marquantes de ce soulèvement est la grande diversité des groupes sociaux qui y participent.

Contrairement aux protestations passées, généralement limitées à un ou quelques groupes sociaux spécifiques, ce mouvement englobe un large éventail de la société.

Étudiants, qui ont toujours été à l'avant-garde du changement social, travailleurs, piliers de l'économie iranienne et porteurs d'un potentiel historique, femmes ayant joué un rôle crucial dans la Révolution, le mouvement Femme, Vie, Liberté, commerçants et leur influence économique, populations urbaines marginalisées, retraités et fonctionnaires : tous sont présents dans cette vague de protestation.

Lorsque différentes classes et strates de la société, aux intérêts et préoccupations divergents, convergent vers une revendication commune, cela révèle une défaillance fondamentale des fondements du pouvoir en place.

La présence des commerçants des bazars, traditionnellement considérés comme le socle conservateur du régime, et des fonctionnaires qui tirent leurs revenus du système, témoigne de l'effritement des bases de soutien du régime.

Si cette composition sociale diversifiée renforce la puissance et la légitimité du mouvement, elle menace également sa pérennité.

La société iranienne, comme partout ailleurs dans le monde, est une société de classes, et chaque classe et strate a des revendications et des priorités différentes.

Concilier ces revendications et priorités afin de préserver l'unité du mouvement constitue l'une des principales difficultés auxquelles il est confronté.

L'une des caractéristiques marquantes de ce mouvement est l'absence de direction centralisée au niveau national.

Bien que des personnalités et des leaders locaux reconnus aient su organiser les manifestations, aucun individu, parti ou groupe ne dirige le mouvement au niveau national. Le Kurdistan présente à cet égard des caractéristiques quelque peu exceptionnelles.

Cette position générale du mouvement au niveau national présente des avantages et des inconvénients.

D'une part, elle le rend plus résistant à la répression ciblée, car le régime ne peut le désarmer en arrêtant un ou plusieurs de ses dirigeants.

D'autre part, elle favorise des initiatives créatives et diversifiées à différents niveaux et confère au mouvement une plus grande flexibilité.

L'un des facteurs clés de la chute de tout régime autoritaire est l'effondrement de son appareil répressif.

L'histoire a démontré que lorsque les forces de sécurité et militaires refusent d'obéir, désertent ou refusent de tuer, la fin du régime est proche.

La poursuite du mouvement joue un rôle essentiel dans le déclin et l'affaiblissement des forces ennemies.

Une combinaison créative et réfléchie d'avancée, de défense et de repli, tout en donnant au mouvement l'opportunité de s'organiser, crée les mêmes conditions que celles nécessaires à l'effondrement des forces ennemies.

Chaque jour de protestation, chaque nuit de rassemblement, chaque manifestation de rue contribue à saper le moral des forces répressives.

Les gardes et les agents sont eux aussi des êtres humains, avec des familles, des sentiments et une conscience, vivant en société, au contact de leurs voisins.

Nombre d'entre eux sont sans doute constamment confrontés au dilemme de savoir s'ils doivent obéir aux ordres ou suivre leurs valeurs humaines.

Force est de constater, cependant, qu'aucun signe clair d'hésitation généralisée ne se manifeste encore au sein des forces de sécurité quant au recours à une répression brutale. Le régime continue d'utiliser la violence systématique pour étouffer les manifestations.

Ce qui est frappant, c'est le recours par le régime à des forces supplétives étrangères.

Des sources fiables indiquent la présence de soldats du Hezbollah libanais et des Forces de mobilisation populaire irakiennes pour réprimer les manifestants.

Cela pourrait également révéler la méfiance du régime envers ses propres forces, comme les Gardiens de la révolution et les Bassidj.

Dès lors, la question se pose de savoir si la République islamique est réellement au bord de l'effondrement. Difficile d'y répondre avec certitude.

Force est de constater que le régime est confronté à des crises multiples et aiguës, sans solution apparente. Ces crises s'alimentent mutuellement et il est extrêmement difficile pour le régime de s'en sortir. Jusqu'à présent, il a survécu en s'appuyant uniquement sur la répression, faute d'alternatives.

L'une des faiblesses fondamentales de la République islamique, contrairement au passé, réside dans l'absence d'une stratégie de survie claire.

Khamenei lui-même, à la tête du régime, est confronté à un dilemme. Il ne peut ni s'en tenir à ses fondements idéologiques rigides, ni les abandonner sans perdre sa légitimité religieuse.

En matière de politique étrangère, la stratégie consistant à s'appuyer sur des forces par procuration et des actes terroristes pour s'imposer à l'Occident et aux États-Unis n'est plus efficace et constitue même le point faible de sa survie.

La révolution « Femme, Vie, Liberté » a porté un coup dur à l'un des piliers de l'idéologie du régime.

En renonçant à l'application de la loi sur le port obligatoire du hijab, l'un de ses fondements idéologiques s'est effondré. Ce recul démontre l'incapacité du régime à mettre en œuvre ses propres principes.

Cette crise d'identité place le régime dans une situation où il ne sait plus se redéfinir. Cette confusion stratégique est en elle-même un facteur d'accélération de son effondrement.

Dans tout mouvement révolutionnaire, il existe des tentatives de déviation ou de discrédit.

Dans le soulèvement actuel, deux points sont à noter.

Premièrement, la propagande des médias occidentaux de langue persane visant à présenter le fils de l'ancien Shah comme une alternative.

Bien qu'une propagande intensive soit menée pour présenter ce mouvement, celui-ci ne bénéficie pas d'un soutien social significatif au sein de la société iranienne.

Il est à noter que le régime lui-même a ordonné à ses procureurs de scander des slogans royalistes lors de rassemblements et de manifestations publiques afin de semer le doute quant aux résultats de la lutte.

Deuxièmement, les récents incendies de mosquées.

Ces actions s'inscrivent dans une stratégie visant à discréditer le peuple insurgé et sont sans aucun doute l'œuvre d'agents du régime.

L'objectif est de mobiliser une partie de la société encore attachée à ses convictions religieuses contre le mouvement populaire pour la justice.

Il ne faut pas négliger la possibilité d'un coup d'État mené par les Gardiens de la révolution et l'armée, entraînant la destitution de Khamenei, des clercs et de leurs pairs.

Les dirigeants des Gardiens de la révolution, qui ont acquis une puissance économique et militaire considérable, pourraient finir par conclure que défendre le régime actuel implique de sacrifier leurs propres intérêts et leurs richesses.

Dans une telle situation, il est possible que certains dirigeants des Gardes et de l'armée décident de s'emparer du pouvoir, se justifiant par leur prétendu soutien au peuple et leur mise à l'écart des religieux corrompus.

Dans ce cas, les Gardes tenteront de se maintenir au pouvoir en limitant au maximum les changements au sein de la structure du pouvoir.

Ce scénario est dangereux pour le mouvement actuel de défense des libertés et des droits humains, car il risque de neutraliser l'énergie révolutionnaire et de mener, à terme, à un gouvernement militaire aux allures nouvelles, aux tendances fascistes et populistes. L'histoire mondiale regorge d'exemples similaires.

Contrer ces dangers repose sur la mobilisation sociale de la classe ouvrière. À ce stade de la lutte, les grèves, notamment dans les centres économiques stratégiques, les services municipaux et les transports, peuvent jouer un rôle décisif. Ces grèves sont importantes à deux égards :

Premièrement, les grèves renforcent les luttes en cours.

La paralysie de l'économie, la coupure des services publics et l'arrêt des transports exercent une pression énorme sur le régime, pression à laquelle la répression seule ne saurait répondre. Les grèves ouvrières d'envergure et coordonnées constituent une arme redoutable pour contraindre le régime à reculer.

Deuxièmement, et peut-être plus important encore, les grèves ouvrières contribuent à structurer le mouvement. Les lieux de travail, notamment les usines et les grands centres industriels, sont des espaces où les travailleurs s'organisent naturellement et disposent de réseaux de communication.

L'expérience de la grève développe chez les travailleurs des compétences en matière d'organisation, de prise de décision collective et de coordination.

Cette organisation est essentielle à la victoire finale du mouvement.

Sans institutions structurées, même les protestations les plus importantes peuvent s'essouffler progressivement ou s'effondrer face à une répression intense.

Les grèves ouvrières peuvent créer des noyaux organisés capables de jouer un rôle de premier plan et d'organisateur à différentes étapes de la lutte, et même après la chute éventuelle du régime.

« Les mains lavées, il se tourne vers le feu, le visage vers l'Orient, et dit :

Nemase tê ... Prière à toi, ô Feu d'Ahura Mazda, divinité bienfaisante et très grande !

Khshnaothra... Réjouissance à Ahura Mazda ! Ashem Vohû.

Fravarânê ... Je me déclare adorateur de Mazda, disciple de Zarathushtra, ennemi des Daêvas, sectateur de la loi d'Ahura ; offrant sacrifice, prière, réjouissance et glorification à Hâvani, saint, maître de sainteté ; offrant sacrifice, prière, réjouissance et glorification à Sâvañhi et Visya, saints, maîtres de sainteté ; offrant sacrifice, prière, réjouissance et glorification au Feu, fils d'Ahura Mazda ; à toi ô Feu, fils d'Ahura Mazda !

Le Zôt.

Le désir du Seigneur ... — que le Zaotar me le dise !

Le Râspi.

Le désir du Seigneur... — que ce prêtre Zaotar me le dise !

Le Zôt.

C'est la règle du bien. Que l'homme de bien qui la connaît la proclame ! (...)

Je fais l'éloge de la sainteté : « La sainteté est le bien suprême et c'est aussi le bonheur. Le bonheur à celui qui est saint de la sainteté suprême ! »

(Avesta)

Déclaration du Comité central de l'Organisation de la Voie des Travailleurs concernant les événements récents et la propagation des manifestations populaires en Iran

11 janvier 2026

Ces derniers jours, l'Iran a été le théâtre d'une vague importante de manifestations de rue, de grèves syndicales et de rassemblements étudiants à Téhéran et dans de nombreuses villes du pays.

Ces protestations, qui ont débuté dans le Grand Bazar et les centres commerciaux de Téhéran, se sont rapidement étendues à divers quartiers de la capitale et à des villes comme Hamedan, Ispahan, Zanzan, Kerman, Mallard, Qeshm, Shiraz, Noorabad Mamasani, Kermanshah, etc. Avec l'implication des universités, elles ont désormais pris une ampleur considérable.

Les racines de ce soulèvement populaire résident dans la profonde crise économique, la chute sans précédent de la valeur de la monnaie nationale, la hausse vertigineuse du prix du dollar et des pièces, l'inflation galopante, la pauvreté et la précarité des moyens de subsistance.

Une crise qui résulte directement des politiques structurelles du capitalisme de la République islamique, de la corruption institutionnalisée, du pillage des ressources publiques et de l'allocation de budgets considérables aux institutions répressives et militaires, ainsi qu'aux institutions prônant l'ignorance religieuse, tandis que la majorité de la population peine à satisfaire ses besoins les plus élémentaires.

La propagation simultanée des manifestations de rue, l'incapacité du gouvernement à faire adopter son projet de loi de finances réactionnaire, l'intensification des luttes intestines au sommet de l'État, le changement à la tête de la Banque centrale et le renforcement du climat sécuritaire témoignent plus que jamais de l'impasse politico-économique et de l'incapacité du pouvoir en place à répondre aux aspirations du peuple.

L'expérience de ces dernières années a une fois de plus démontré que le recours à la répression, aux changements de direction et aux promesses vaines non seulement ne résout pas la crise, mais exacerbe au contraire la colère et le mécontentement sociaux.

L'entrée en scène des universités dans le mouvement de protestation, aux côtés de la grève des commerçants et des manifestations continues des travailleurs, des ouvriers et des retraités, témoigne de la convergence des revendications économiques, sociales et politiques et de la formation d'une large solidarité sociale.

L'université, en tant que foyer historique de lutte et de prise de conscience, se range une fois de plus du côté des travailleurs et porte la voix du désir de liberté et de justice de la société.

L'organisation Voie des Travailleurs estime que la crise actuelle n'est pas simplement une crise économique, mais bien le fruit de décennies de répression, d'injustice, d'anéantissement de la volonté populaire et de règne d'un système hostile aux travailleurs et aux femmes.

Résoudre la crise économique et sociale dans le cadre de ce régime autoritaire, religieux et capitaliste est impossible ; seule une lutte organisée, une solidarité nationale et l'extension des grèves et des manifestations de masse permettront de faire plier la République islamique.

Nous appelons tous les travailleurs, ouvriers, retraités, enseignants, infirmières, chauffeurs, conducteurs de poids lourds, étudiants, femmes, jeunes, commerçants, militants des mouvements civiques et forces politiques révolutionnaires et progressistes.

Soutenez activement les manifestations en cours pour la défense des moyens de subsistance du peuple et des droits de la classe ouvrière ;

Intensifiez les grèves syndicales et nationales et envisagez une manifestation publique coordonnée ;

Mettez de côté vos divisions et unissez-vous autour de revendications communes de classe, sociales et de liberté ;

Luttez contre l'oppression, les menaces et l'insécurité, et soyez la voix des prisonniers politiques et des opprimés.

Aujourd'hui plus que jamais, la solidarité et l'unité de classe sont les conditions essentielles à la progression du mouvement de protestation.

Le véritable pouvoir réside entre les mains du peuple qui, par les grèves, les manifestations et la désobéissance collective, perturbe les rouages de ce système corrompu, criminel et prédateur.

L'avenir appartient au peuple qui s'est soulevé pour le pain, la liberté, l'égalité et la dignité humaine.

L'Organisation de la Voie des Travailleurs se tient aux côtés des manifestants et des travailleurs iraniens et soutient toutes les formes de lutte collective des ouvriers et des travailleuses pour mettre fin à la pauvreté, à la tyrannie, à l'oppression et aux inégalités de classe.

Nous mettons également en garde contre les complots de l'appareil sécuritaire et de renseignement de la République islamique et les exactions des mouvements monarchistes d'extrême droite qui rêvent de restaurer le gouvernement héréditaire des Pahlavi.

Nous appelons les citoyens éclairés et militants à se désolidariser des slogans fascistes de cette mouvance et à se concentrer sur des revendications et des slogans radicaux, révolutionnaires et profondément humains.

Vive la solidarité de classe et révolutionnaire !

En avant pour une grève générale dans tout l'Iran !

À bas le régime capitaliste de la République islamique !

Vive la liberté ! Vive le socialisme !

LE SCULPTEUR

Après avoir sculpté les êtres, mains divines,

Pourquoi donc brisez-vous ces pauvres figurines ?

Sont-elles sans défaut ? Pourquoi donc les casser ?

Est-ce leur faute enfin d'être pas assez fines ?

CELUI QUI CONNAIT...

Pagode ou medresseh, monastère ou couvent,

Partout, on veut l'Eden, on craint l'Enfer souvent.

Mais celui qui connaît tous les divins mystères,

On ne le vit jamais de tels vœux s'émouvant.

(Omar Khayyam)

Agence HRANA : les manifestations se poursuivent pour le 14e jour malgré les coupures de communication et les vols de drones

11 janvier 2026

Agence de presse HRANA – Les manifestations nationales en Iran se sont poursuivies pour leur 14e jour (samedi 10 janvier), dans un contexte de coupures généralisées d'internet et de graves perturbations des communications qui ont fortement limité la possibilité de couvrir les événements et de les vérifier de manière indépendante. Malgré ces perturbations, le nombre de morts confirmés s'élève à 116 à ce jour.

Selon HRANA, l'agence de presse des militants des droits de l'homme en Iran, le quatorzième jour de manifestations nationales s'est déroulé dans un contexte de coupures généralisées d'internet et de restrictions sévères des communications, perturbant fortement l'information, la diffusion de l'actualité et la documentation sur le terrain.

Après le pic des manifestations, atteint le douzième jour avec des rassemblements dans 96 villes de 27 provinces, les communications de l'Iran avec l'extérieur ont été largement coupées dès le soir même.

Bien que cette situation ait considérablement limité la diffusion d'images et de reportages, elle n'a pas empêché la poursuite des manifestations à l'intérieur du pays.

Dans ces circonstances, la diminution du nombre de villes où des manifestations ont été recensées dans les jours qui ont suivi la coupure des communications est davantage perçue comme le reflet des restrictions d'accès à l'information que comme un signe d'essoufflement du mouvement.

Le quatorzième jour de manifestations, quelques reportages et images des rassemblements qui se poursuivaient à Téhéran ont été publiés.

Les manifestations dans la capitale se caractérisent principalement par des rassemblements dispersés, éphémères et fluctuants, une tendance qui s'est accentuée en réaction à l'important déploiement des forces de sécurité et à la pression accrue sur le terrain.

Parallèlement, des images de vols de drones et de mouvements de forces de sécurité autour des lieux de rassemblement ont été diffusées, témoignant d'une surveillance et d'un contrôle sécuritaires continus.

À Shiraz, malgré le contexte sécuritaire tendu, des signes de la présence continue de manifestants dans les rues ont également été signalés.

Les informations reçues indiquent la formation de rassemblements limités et sporadiques et des slogans scandés ; cependant, les conditions sécuritaires ont fortement limité la possibilité que ces rassemblements se poursuivent ou s'étendent.

Zahedan est la troisième ville où des troubles persistent, au quatorzième jour de manifestations.

Selon les informations disponibles, le dispositif sécuritaire s'est considérablement renforcé et les forces militaires et de sécurité ont été déployées massivement dans toute la ville.

Toutefois, les renseignements reçus concernant la poursuite des manifestations indiquent que le mécontentement populaire demeure intact.

Le même jour, les autorités judiciaires et sécuritaires de la République islamique ont réaffirmé leur fermeté envers les manifestants. Les médias affiliés au gouvernement, poursuivant le changement de ton des jours précédents, ont qualifié les manifestants de « terroristes » ou d'« éléments armés ».

Cette stratégie médiatique, conjuguée à la coupure généralisée d'Internet, est perçue comme une tentative du gouvernement de contrôler le discours officiel sur les manifestations et de justifier l'escalade de la répression.

Malgré la coupure d'Internet en Iran, une poignée de médias affiliés aux forces de sécurité ont repris leurs activités grâce à une connexion internet. Ils publient en continu des images et des reportages sur les manifestations, accusant les manifestants de violences extrêmes et de dommages matériels et humains.

Sur le plan international, les événements survenus en Iran au 14e jour de manifestations ont suscité des réactions officielles de la part de nombreux gouvernements et institutions internationales.

Le président américain a déclaré dans un message que l'Iran était « plus proche que jamais de la liberté » et que son pays était « prêt à apporter son aide », une position faisant suite à ses avertissements précédents concernant les conséquences de la répression des manifestants.

En Europe, la présidente de la Commission européenne et d'autres hauts responsables de l'UE ont condamné la répression violente des manifestations et ont appelé à la libération des personnes détenues et au rétablissement d'un accès complet à Internet.

Le gouvernement britannique a également adopté une position similaire, soulignant la nécessité de respecter le droit de manifester pacifiquement.

D'après les données agrégées, à la fin du 14^e jour, 574 sites de protestation avaient été recensés dans 185 villes réparties dans les 31 provinces du pays.

Malgré les restrictions sévères imposées à l'enregistrement et à la vérification des informations, les dimensions humanitaires et sécuritaires de ces manifestations sont restées importantes au 14^e jour.

À ce jour, 116 personnes ont été confirmées mortes lors des manifestations. Parmi ces personnes, 7 étaient mineures. De plus, 4 des victimes, dont du personnel médical, ne figuraient pas parmi les manifestants.

En revanche, 37 des personnes décédées étaient membres des forces de sécurité et l'une d'entre elles était procureure.

L'examen des causes de décès révèle que la plupart des victimes sont mortes après avoir été touchées par des balles réelles ou des plombs de fusil de chasse, principalement à bout portant.

Dans la zone des arrestations, le nombre total de personnes interpellées a atteint 2 638 à la fin du 14^e jour.

Parmi elles, 628 ont été identifiées et 10 000 ont été enregistrées comme arrestations collectives ou cas d'identification incertaine.

Le 14^e jour des manifestations seulement, 327 personnes interpellées ont été identifiées ; un chiffre qui, conjugué à la poursuite des rassemblements, indique la persistance des affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants.

C'est ici, ô sage, le lieu où il convient de parler de la valeur de l'intelligence. Parle et tire de ta raison ce que tu sais, pour que l'oreille de celui qui t'écoute s'en nourrisse. L'intelligence est le plus grand de tous les dons de Dieu, et la célébrer est la meilleure des actions.

L'intelligence est le guide dans la vie, elle réjouit le cœur, elle est ton secours dans ce monde et dans l'autre. La raison est la source de tes joies et de tes chagrins, de tes profits et de tes pertes. Si elle s'obscurcit l'homme à l'âme brillante ne peut plus connaître le contentement.

(Ferdowsi)

Quelle est l'ancrage de la machine à tuer de la République islamique ?

Article publié dans la presse du Parti Communiste d'Iran

12 janvier 2026

Le régime criminel de la République islamique d'Iran a mis en place un gouvernement militaire non déclaré pour faire face à la vague du récent soulèvement dès les premiers jours avec le déploiement des forces de sécurité, de la police et des gardes spéciaux dans différentes villes et zones qui sont devenues le centre de ces manifestations.

À la 15e journée de ces manifestations, à la suite de l'attaque des forces répressives du régime contre les rangs des manifestants et leurs bombardements, des centaines de manifestants sont morts, des centaines de personnes ont été blessées et plus de dix mille sept cents personnes ont été arrêtées et envoyées en prison.

Les forces répressives du régime, en particulier depuis le 13e jour des manifestations, ont atteint un sommet de brutalité et de brutalité en coupant Internet.

Les dirigeants et les commandants du gouvernement islamique, qui ne peuvent cacher les dimensions des crimes horribles qu'ils ont commis, décrivent les « émeutiers armés » comme les auteurs de ce massacre.

Dimanche, la publication et les images et vidéos portatives des corps innocents des manifestants à Kahrizak, Téhéran, et les familles qui ont cherché à trouver un signe de leurs proches, ont montré des scènes de ces crimes horribles.

En même temps que la diffusion de ces images et vidéos, la fermeture d'Internet a soulevé des inquiétudes quant au risque de propagation d'un tel massacre.

Il ne fait aucun doute que la capacité du régime à réprimer le sang et à commettre de tels crimes terribles est l'un des principaux obstacles à la massification de ce mouvement révolutionnaire.

Mais la clé pour franchir cette barrière est aussi entre les mains des masses elles-mêmes.

Par exemple, si les masses de manifestants à Téhéran et dans d'autres villes d'Iran viennent dans la rue en même temps dans plusieurs parties de la ville et dans les dimensions de plusieurs milliers de personnes, et neutralisent consciemment la tactique et les astuces des forces de sécurité pour transformer les manifestations en guerre et en évasion de rue, elles peuvent non seulement neutraliser efficacement le pouvoir de répression des mercenaires de la République islamique, mais elles pourront également écraser leur cohésion.

À cet égard, il est nécessaire que les militants des mouvements sociaux assurent le progrès de ce mouvement de protestation en organisant leurs initiatives et leurs expériences dans le domaine de l'information à travers les réseaux sociaux, et ainsi de suite en préparant et en mobilisant une masse pour les manifestations.

Dans cette direction, il est nécessaire que le peuple soit pleinement vigilant et ne permette pas à l'appareil de sécurité et de renseignement de la République islamique de les détourner en donnant le terrain à un monarchiste réactionnaire, à la lutte éprise de liberté et égalitaire, et d'utiliser cette technique au service de nuire à la crédibilité des luttes populaires et d'intensifier sa répression.

Une autre exigence pour le progrès et la victoire de ce mouvement de protestation est la venue de la classe ouvrière dans les usines, les complexes et les principaux centres de production et de service avec des grèves intégrées et nationales et en combinant les revendications économiques et politiques, y compris la demande de mettre fin à la répression des manifestations, la libération de tous les détenus et prisonniers politiques, et l'abolition de la peine de mort.

Malgré les nombreux obstacles qui sont en train de se mettre en travers de la route, en s'appuyant sur les réalisations des luttes de plus en plus longues, en s'appuyant sur l'existence des leaders experts, en s'appuyant sur l'expérience de façonner les comités de grève et les comités d'usine, qui sont les bourgeons et les germes des conseils ouvriers, et en s'appuyant sur les expériences qu'il a dans l'organisation de centaines de grèves glorieuses, ils peuvent se joindre à ce mouvement de protestation.

L'adhésion de la classe ouvrière dans la dimension sociale de cette satisfaction peut en même temps fournir une plate-forme appropriée pour la promotion de l'organisation et la création d'organisations de classe et de masse et la fête des travailleurs.

Une autre condition est d'assurer le progrès et la victoire de ce mouvement dépend de l'élargissement d'une stratégie et d'une perspective politiques claires et révolutionnaires, de l'organisation et de la formation de l'élément de leadership national.

Par conséquent, la promesse de victoire ne doit pas être donnée aux masses facilement, mais devrait être pratiquement prise pour répondre aux besoins réels de ce mouvement et pour répondre aux exigences de vaincre le parti de la caserne des Gardiens de la Révolution et le renversement révolutionnaire du régime islamique, et pour informer les masses des épreuves de cette voie rocheuse.

Ce mouvement n'est pas seulement un mouvement négatif pour renverser la République islamique.

Les masses montantes ont protesté et lutté contre la pauvreté et la misère économique contre les inégalités, les exclusions et les discriminations qui sont enracinées dans les relations capitalistes de l'Iran.

À ce mérite, ce mouvement fixe non seulement l'objectif de renverser la République islamique, mais est aussi un mouvement anticapitaliste selon la nature de ses revendications. Les gens regardent à juste titre les possibilités cachées en Iran d'établir une société libre, égale et prospère.

Nous devons prendre une image claire du gouvernement qui arrive au pouvoir après la République islamique.

Par conséquent, l'horizon socialiste doit mettre l'horizon du gouvernement soviétique des travailleurs et du peuple inférieur et des conseils populaires contre ce mouvement.

Il faudrait essayer de faire des slogans du type de « pain, travail, liberté, administration du conseil » qui ont été proposés par les manifestants dans ce mouvement révolutionnaire avec des campagnes de propagande politique.

Nous devons apporter une explication claire de ces slogans et du vrai sens de la liberté et de l'égalité et de l'administration des conseils parmi les masses.

Nous devons constamment et sans réserve mettre en garde contre les dangers des projets impérialistes du régime et de la passation du pouvoir sur le peuple, ainsi que sur les positions politiques et la stratégie des différentes parties de l'opposition bourgeoise iranienne pour induire en erreur et vaincre ce mouvement, devrait être clairement indiqué au peuple.

La contradiction de leurs plans économiques, qui repose sur le modèle du libre marché et du néolibéralisme avec la gestion non islamique, doit être clairement démontrée par les promesses qu'ils donnent au peuple dans le domaine de l'égalité politique et juridique et de l'égalité des femmes et des hommes.

Ceux qui sont idéalement des capitalistes avec une gestion non islamique ne peuvent pas promettre la liberté et la prospérité au peuple. Le capitalisme avec une gestion non islamique est aussi un gouvernement autoritaire.

12 janvier 2026

Selon les derniers chiffres confirmés par HRANA, à ce jour, 646 personnes ont été tuées lors des manifestations.

Ce bilan inclut 505 manifestants (dont 9 enfants), 133 militaires et membres des forces de l'ordre, un procureur et sept civils non manifestants.

Par ailleurs, 579 autres décès font encore l'objet d'une enquête.

Dans le même temps, des informations font état de rassemblements et de slogans scandés par les familles des victimes au cimetière Behesht Zahra de Téhéran, signe que les manifestations se poursuivent malgré le deuil.

Ce phénomène, dans un contexte de coupure totale des communications, alimente les inquiétudes quant aux véritables motivations de la répression.

Après 606 rassemblements dans 187 villes à travers l'Iran, les manifestations se poursuivent pour le seizième jour consécutif malgré l'interruption totale des communications. État des communications : Coupure totale et blocus de l'information

Au seizième jour de manifestations, la coupure d'Internet et la perturbation de toutes les voies de communication ont atteint un niveau sans précédent. Selon les rapports publiés, la coupure d'Internet a dépassé 100 heures.

Outre les services Internet fixes et mobiles, les appels téléphoniques et autres moyens de communication ont été fortement perturbés, voire totalement interrompus.

Cette situation a non seulement interrompu la circulation de l'information, mais a également gravement entravé les processus de vérification indépendants des organisations de défense des droits humains.

Dans ces conditions, une part importante des informations disponibles parvient avec retard, par des canaux limités et à haut risque, et la capacité de présenter un tableau complet et actualisé de la situation sur le terrain est fortement réduite.

Selon les dernières données agrégées et vérifiées de HRANA au terme du seizième jour de manifestations :

- 505 manifestants ont été tués.
- Parmi eux, neuf enfants (de moins de 18 ans) ont été identifiés.

- 133 membres des forces armées et des forces de l'ordre ont été tués.
- Un fonctionnaire non militaire (un procureur) est décédé.
- Sept des personnes tuées étaient des civils non manifestants.

Sur la base de ces chiffres, le nombre total de décès confirmés s'élève à 646 à ce jour.

Par ailleurs, HRANA a reçu 579 autres signalements de décès qui font actuellement l'objet d'un examen et d'une vérification.

Grâce à des données complémentaires, le nombre total de personnes détenues atteint 10 721 à ce jour.

De plus, 97 cas d'aveux extorqués à des détenus ont été publiés par les médias officiels ou affiliés au gouvernement, témoignant des pressions sécuritaires et judiciaires continues exercées sur les personnes arrêtées.

« Un roi avait condamné à la mort un prisonnier de guerre, et allait donner le signal pour le faire mourir. Ce malheureux, n'ayant plus d'espoir, dit au roi, dans sa langue, toutes les injures qu'il put imaginer; car le désespoir ne garde plus de mesure : le chat terrassé arrache les yeux au tigre ; et quand il ne reste plus de ressource pour la fuite, on saisit de sa main le glaive tranchant de son ennemi.

Le roi ayant demandé ce qu'il avait dit :

– O roi ! dit un courtisan, cet infortuné s'écrie que le paradis est pour ceux qui pardonnent, et il espère sans doute que ces paroles seront comme les voiles qui le conduiront au port de ta clémence. En effet, le roi fut touché, et lui sauva la vie. Un autre courtisan, ennemi du premier, dit alors :
– Il est indigne de gens comme nous de ne pas dire la vérité devant le roi : ce prisonnier vient de prononcer contre lui l'outrage le plus sanglant. Le prince, le regardant avec indignation, lui répondit: Son mensonge est humain , et la vérité est cruelle ; il voulait sauver un malheureux, tu n'as cherché qu'à le perdre. Le mensonge qui apporte le salut vaut mieux que la vérité qui enfante la destruction. Malheur au favori qui ne donne ses conseils que pour nuire !

On lisait cette inscription sur l'arc de Feridoun :

– “O mon frère! le monde ne reste à personne; attache ton cœur au Créateur de l'univers, et c'est assez; ne mets donc point ta confiance dans le monde. Combien d'autres t'ont déjà devancé ! Ils ont disparu : qu'importe donc de mourir sur la terre ou sur le trône?”. »

(Saadi)

Organisation des Fedayins (aghlaliyat) : victoire des luttes du peuple iranien, renverser la République islamique

12 janvier 2026

Travailleurs ! Femmes ! Jeunes ! Peuple militant d'Iran !

Que la paix soit sur vous, guerriers qui ont secoué les piliers du gouvernement.

Salutations à vous et à vos luttes héroïques qui ont amené la République islamique à la folie et au désespoir au cours des deux dernières semaines, une campagne qui a rapproché la République islamique de la fin de son travail.

Khamenei, qui a vu ces derniers jours la rupture avec lui-même et son régime, a ordonné le massacre du peuple militant d'Iran vendredi, en tant que loup blessé et sauvage.

Le chef criminel de la République islamique, à la suite d'un tel décret qu'il a communiqué à ses mercenaires répressifs, a complètement fermé internet dans tout l'Iran, et au-delà, il a privé les masses de personnes d'accès aux téléphones et aux appels téléphoniques.

Ce qui se passe en Iran aujourd'hui est un véritable massacre. Le lancement d'un bain de sang se fait dans les rues du pays.

C'est un massacre de masse que la République islamique a perpétré le meurtre généralisé du peuple iranien sans défense en utilisant la fermeture d'Internet et en créant un silence de l'information.

Dans la mesure où, au cours des trois derniers jours, des centaines de manifestants ont été abattus par les mercenaires du régime et leurs corps ont été entassés devant les hôpitaux.

Plus obscènement, la République islamique a demandé 700 millions de tomans pour livrer les corps de chacune de ces victimes des récentes manifestations.

Peu de vidéos sont sorties après le décret meurtrier de Khamenei, le bourreau, indiquent le meurtre de masse des masses opprimées et militantes d'Iran. Dans ces vidéos, on voit des familles endeuillées à la recherche des corps de leurs proches parmi la masse des morts.

Cependant, malgré le bain de sang que la République islamique a lancé, ce qui se poursuit, c'est la poursuite des luttes populaires dans les rues. Les luttes qui continuent d'être menées sous le feu des balles des mercenaires du régime.

L'Organisation fédayin (aghlaliyat - minorité) condamne fermement et exprime son dégoût face aux actes criminels de la République islamique, exprimant sa sympathie aux familles qui ont perdu leurs proches dans la lutte contre la République islamique.

Pour faire avancer la lutte pour le renversement de la République islamique, l'Organisation fédayin (aghlaliyat - minorité) appelle les masses générales du peuple iranien à étendre les luttes révolutionnaires contre le régime et estime que la seule voie vers la victoire sur la République islamique est l'entrée organisée de la classe ouvrière dans les soulèvements nationaux et leur coordination avec les luttes de rue du peuple opprimé d'Iran.

Renversement du régime de la République islamique

– créer un gouvernement soviétique

Longue vie à la liberté – Vive le socialisme

Travail, pain, liberté – Gouvernement soviétique

« Celui dont l'habit fut déchiré par l'Amour

Fut purifié d'avidité, de tout défaut.

Louange à toi, Amour, plein de profit pour
nous !

Ô toi, le médecin de toutes nos misères !

Remède à notre orgueil, à notre vaine gloire,

Tu es pour nous Galien et Platon ! Grâce à toi,

Notre corps de limon s'élance vers les cieux,

Les monts entrent en danse et deviennent

légers...

L'état d'Amour se manifeste par le gémissement
du cœur ;

Nulle maladie ne ressemble à cette maladie du
cœur ;

Et le mal de l'être qui aime se trouve à part des
autres maux ;

_ L'Amour est comme un astrolabe montrant les
mystères divins ;

Quoi que je dise de l'Amour – commentaire ou
explication –

Lorsque j'en viens à cet Amour, j'en tombe dans
la confusion ;

Bien que le commentaire écrit donne des
éclaircissements,

Cet amour est plus évident alors que l'on ne
parle point.

Ma plume se hâtait alors que j'écrivais :

Elle se brisa quand elle en vint à l'Amour. »

(Mowlawi)

Déclaration no 1 du Comité central de Komala sur notre situation actuelle et nos fonctions

12 janvier 2026

L'Iran est dans l'une des périodes les plus sensibles et décisives de son histoire contemporaine.

Les crises économique, sociale, politique et environnementale accumulées, ainsi que la répression systématique, la corruption, le vol à grande échelle, l'exploitation barbare, l'oppression nationale et l'incompétence du gouvernement, ont amené la société à un point où il n'est plus possible de revenir à la normale.

Les luttes persistantes et coûteuses de la population ces dernières années ont montré que l'écart entre la société et le régime de la République islamique est devenu profond et irréversible.

Dans une telle situation, la question fondamentale n'est pas de savoir si le changement se produira. C'est plutôt « comment, avec quelle force et pour qui le bénéfice » ce changement aura lieu.

Entre-temps, le rôle du peuple du Kurdistan dans le mouvement national du peuple iranien a eu une place spéciale et décisive.

La grève générale du 8 janvier a marqué un maillon important de la chaîne de luttes conscientes et organisées du peuple du Kurdistan.

La grève a montré que la communauté du Kurdistan a une grande capacité d'unité, de solidarité et de capacité à agir collectivement, une capacité qui non seulement n'a pas été affaiblie, mais qui a également été renforcée et plus efficace au cours de cette expérience.

Lorsque les 50 villes et villages du Kurdistan répondent à l'appel des partis politiques, cela signifie que les peuples du Kurdistan ont appris quand et comment déplacer leur force de solidarité.

Cet apprentissage est un atout pour les avancées futures et un rôle plus actif dans la lutte décisive à laquelle ils sont confrontés.

Cependant, il y a une question réelle et urgente à laquelle le mouvement est confronté, et quelle est la prochaine étape après la grève générale ?

La réponse à cette question ne réside pas dans les versions pré-préparées, mais au cœur des expériences objectives du peuple du Kurdistan lui-même.

Au cours des dernières décennies, la Société du Kurdistan a essayé et accumulé diverses formes d'expression civile et politique : la création et le renforcement d'organisations et d'institutions civiles, d'organisations de travailleurs, d'organisations de femmes, d'institutions d'enseignants, de rassemblements d'étudiants pour la défense des revendications publiques, de rassemblements de droits civiques et de langues maternelles, d'activités environnementales, de programmes culturels et littéraires, de rassemblements de mères et de cérémonies commémoratives pour les victimes à divers anniversaires.

Ces formes de lutte transforment le mouvement en images conscientes, continues et visuelles de demain, un mouvement qui non seulement considère le renversement révolutionnaire du gouvernement islamique d'Iran, mais aussi dans un processus collectif et pluriel ce qu'il veut : le chômage, la pauvreté, l'éducation, le traitement et la médecine, la destruction de l'environnement, la discrimination à l'égard des femmes et des nations opprimées, et dans quel processus peut être résolu.

Un mouvement qui n'est pas basé sur la simple excitation et l'aventure, ou les intérêts des pays étrangers ou des capitalistes, mais en changeant les visages de la règle, qui envoient des masses révolutionnaires chez eux, mais un mouvement éprouvé, organisé avec des exigences claires et émancipatrices.

Dans de telles circonstances, en même temps que les efforts des forces réactionnaires telles que les monarchistes, il sera possible pour la propagation de mouvements authentiques et d'organisation de masse.

Vous devriez utiliser ce temps de la meilleure façon possible.

Dans la situation actuelle, la régénération et la propagation de ces formes de lutte – sur une condition plus large, plus coordonnée et plus scellée – peuvent devenir des conteneurs dans lesquels les dirigeants sociaux et politiques émergent du cœur de la société, rebâtiront la confiance du public et deviennent les bonnes politiques politiques, l'acceptation sociale.

L'avantage de ces formes de lutte est que leur répression complète n'est pas facile pour le gouvernement et impose des coûts politiques et sociaux élevés à l'ennemi.

En même temps, il faut dire au peuple avec clarté et responsabilité que la liberté, la démocratie et une vie décente ne sont possibles que par les mains du peuple lui-même.

Tout espoir d'une intervention militaire américaine ou israélienne en tant que source de liberté est un optimisme néfaste et dangereux.

L'expérience du peuple du Moyen-Orient au cours des trois dernières décennies – de l'Irak et de l'Afghanistan à la Libye et à la Syrie – a clairement montré que l'intervention militaire impérialiste non seulement n'apporte pas la liberté, la démocratie et la sécurité, mais aussi la destruction, l'effondrement social et le recul des mouvements populaires.

L'attaque militaire contre l'Iran, si elle se produit, provoquera probablement l'apaisement du mouvement, renforcera l'environnement sécuritaire et marginalisera les exigences de la liberté. Par conséquent, nous rejetons fermement tout appel à une intervention militaire en Iran, même s'il est appelé « défense du peuple ».

Un autre grave danger auquel le Mouvement du Kurdistan est confronté est le scénario du lendemain de l'effondrement ou de l'affaiblissement sévère du gouvernement central, dans lequel l'existence de nombreux groupes armés et sans réponse peut conduire la société à l'instabilité et au conflit interne.

Pour éviter un tel danger, il est nécessaire que, dans de telles circonstances, le pouvoir des forces armées soit immédiatement placé entre les mains des conseils et institutions élus du peuple.

Cela exige que désormais, les parties et les forces armées existantes entrent dans un dialogue transparent, responsable et public et conviennent du mécanisme de transfert de la maîtrise des armements aux institutions démocratiques du peuple. Le report de cela peut entraîner des coûts irréparables pour la société.

À cet égard, le Département des affaires du Kurdistan devrait être pleinement fourni aux institutions élues et démocratiques du peuple.

Les conseils, assemblées locales et institutions découlant de la volonté directe des citoyens seront les principaux fondements du pouvoir politique au jour de la libération.

Les partis politiques peuvent également voter sur les politiques et les programmes du peuple non pas à partir de la position du gardien, mais par la présence démocratique et la libre concurrence dans ces institutions.

Ce n'est que par cette voie que la politique devient une affaire sociale, transparente et réactive.

Enfin, il convient de souligner que les réalisations du peuple du Kurdistan ne seront durables et durables que si ces luttes ont un soutien mutuel au peuple du sort dans tout l'Iran.

Le sort du Kurdistan n'est pas distinct du sort des travailleurs, des femmes, des jeunes et des travailleurs d'autres régions d'Iran.

La mise en place d'un gouvernement démocratique, populaire et décentralisé dans le centre garantira la préservation des acquis des différentes nationalités et régions et la base du mouvement conjoint des travailleurs du Kurdistan et de l'Iran vers une société libre, égale et prospère, c'est-à-dire une société socialiste.

Aujourd'hui, plus que jamais, notre tâche est de relier la lutte locale à l'horizon national, de renforcer l'auto-organisation populaire, d'éviter les illusions dangereuses et de nous préparer consciemment le lendemain après la République islamique. L'avenir sera construit; la question est de le rendre conscient, collectif et dans l'intérêt de la majorité du peuple.

« Alors les hurlements du combat s'élevèrent ;
la flèche fut lancée et le poignard brilla ;
les deux armées l'une sur l'autre se jetèrent ;
on les eût dit mêlées inextricablement ;
l'homme vociférant, la timbale grondant
tournaient en dérision le tonnerre roulant ;
sous les coups des vaillants à la poigne d'acier
le cœur du lion, le cuir du léopard craquaient ;
tenant une massue à tête de bovin,
en combattant, Rostam ensanglantait la terre ;
et de quelque côté qu'il poussait sa monture,
une tête tombait comme feuille en automne ;
quand il mettait la main à son sabre tranchant,
des superbes guerriers il abattait les têtes ;

et lorsque sur la tête il frappait tel guerrier,
lui, cheval, attirail étaient en deux moitiés ;
et lorsqu'il brandissait son sabre sur un cou,
tel un mont, cavalier était décapité ;
la plaine devenait, sous le sang de ses braves,
semblable à une mer dont les flots s'agitaient ;
et le terrain n'était que tête, bras et jambes
foulés sous les sabots de guerriers aguerris ;
sous les pieds des chevaux, dans cette vaste
plaine,
la terre devint six et le ciel devint huit ;
la poudre du combat s'éleva vers la lune,
une rosée de sang tomba sur le Poisson. »

(Ferdowsi)

Déclaration du Conseil de coordination des institutions de gauche et démocratiques : manifestations et organisation nationales

12 janvier 2026

Plus les manifestations et les rassemblements prendront une dimension sociale et publique, tant sur les lieux de travail que dans la vie quotidienne, plus ils pourront démanteler la classe dirigeante oppressive et exploiteuse !

C'est la revendication urgente de la majorité du peuple iranien !

Ces protestations ne constituent pas une réaction passagère ni une protestation limitée à des revendications économiques, mais bien une réponse historique de la société à la totalité du règne de la tyrannie religieuse et du capitalisme, à la pauvreté structurelle, au pillage organisé, à la répression systématique, aux exécutions de masse, aux discriminations fondées sur le genre et l'origine nationale, et à la destruction organisée de la dignité humaine.

Les soulèvements de 1996, 1998 et 2022-2023 ont été une confrontation entre la société et la majorité du peuple et les responsables de la pauvreté, du déni de droits, de l'oppression, de la discrimination, de l'exploitation et de la répression.

Tant que ces responsables ne seront pas éliminés, il n'y aura d'autre voie que de poursuivre la lutte pour la liberté et l'avènement d'une vie digne.

La société saisit chaque occasion de remporter la victoire.

Ces derniers jours, la poursuite des manifestations de rue, des grèves syndicales et ouvrières, des actes de désobéissance civile et de la résistance quotidienne du peuple, de Téhéran et Ispahan à Tabriz, Hamedan, Lorestan, Kermanshah, Ilam, Qom et dans des dizaines d'autres villes, a démontré que la société n'est pas seulement intimidée par l'appareil répressif, mais qu'elle exprime également ses revendications avec plus de clarté, de radicalité et d'unanimité croissantes.

Les tirs directs, les exécutions sommaires, les arrestations massives, le climat sécuritaire et militarisé et la pression accrue sur les familles de ceux qui réclament justice ont non seulement étouffé la contestation, mais ont aussi clarifié l'objectif : le démantèlement de l'ensemble du système et de l'appareil au pouvoir en Iran.

Le régime en place, qui n'a jamais joui d'aucune légitimité sociale ni politique, a prouvé une fois de plus que sa seule réponse aux demandes de pain, de travail, de liberté et de dignité humaine est la violence, la prison, la torture et les exécutions. Les forces répressives affiliées aux Gardiens de la révolution, aux Bassidj et à l'appareil sécuritaire et judiciaire ont, de concert, pris pour cible les manifestants.

Les meurtres et les blessures infligées à des citoyens, y compris des adolescents et des jeunes adultes, ainsi que la poursuite des arrestations massives et des lourdes condamnations, révèlent plus que jamais la nature fasciste et brutale de ce régime.

Les manifestations qui ont débuté et qui prennent rapidement une ampleur nationale ne sont pas seulement une protestation contre la hausse des prix et le chômage ; elles constituent également un mouvement de masse capable, en synergie avec les grèves et les manifestations d'ouvriers, de retraités, d'infirmières, etc., de renverser le pouvoir en place en Iran.

Ce pouvoir a monopolisé les immenses richesses pétrolières et gazières ainsi que les ressources publiques, a placé les institutions religieuses, les Gardiens de la révolution et les réseaux mafieux au pouvoir, et a plongé la majorité de la population dans la pauvreté, la marginalisation, l'instabilité et une insécurité permanente.

L'inflation galopante, les impôts exorbitants et les mesures impopulaires, la suppression des services sociaux, les privatisations destructrices et les salaires inférieurs au seuil de pauvreté sont autant d'instruments de la lutte des classes menée par le haut contre les travailleurs, les ouvriers et les opprimés.

Les manifestations et les rassemblements qui ont débuté et prennent de l'ampleur sont à la fois un mouvement des affamés, des opprimés et des marginalisés, et un mouvement pour la justice ; le cri de millions de personnes écrasées par la pauvreté, le chômage, l'insécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement et le déni de leurs droits, et la voix des familles des morts, des exécutés et des prisonniers politiques qui réclament justice, vérité et que justice soit faite. L'exécution est devenue un instrument officiel de gouvernance ; un outil pour instaurer la peur, briser la résistance sociale et empêcher l'organisation des masses.

Les prisons regorgent de travailleurs, d'enseignants, de femmes, d'étudiants, de militants des minorités opprimées et de manifestants politiques.

Le régime islamique, confronté à de profondes impasses internes et à l'escalade des crises régionales et internationales, considère le peuple iranien comme son principal ennemi.

L'escalade de la répression intérieure, l'expansion des pouvoirs des institutions militaires et sécuritaires, l'octroi de budgets astronomiques aux organes répressifs et l'intensification simultanée des pillages, de la corruption structurelle et de la destruction de l'environnement démontrent que le gouvernement est prêt à détruire la société pour se maintenir au pouvoir.

Aujourd'hui plus que jamais, la solidarité de classe, l'organisation de masse indépendante et le lien entre les manifestations de rue et les grèves nationales des travailleurs et travailleuses sont essentiels.

Créer et s'organiser sur les lieux de travail et dans la vie quotidienne est fondamental pour les protestations et pour faire basculer le rapport de force en faveur de la majorité.

La poursuite et la victoire de ces protestations reposent sur une organisation à la base, sous forme collective et de conseils, la création d'organisations diverses et indépendantes, et la solidarité entre les mouvements de femmes, de travailleurs, de jeunes, de minorités opprimées et les forces progressistes.

Les protestations doivent s'organiser et préserver leur indépendance et le pouvoir de décision collectif, et lutter contre l'exploitation, la pauvreté, le chômage, l'oppression de genre, les discriminations ethniques et nationales, l'exploitation de classe et la répression politique.

Manifestations et grèves, actives et présentes dans tout le pays ces dernières années, nées de la colère accumulée après des décennies d'oppression, d'exploitation, de répression et d'humiliation, ont repris de plus belle ces derniers jours dans les villes et les rues.

Dans la continuité directe de ces manifestations, rassemblements, grèves et mouvements de protestation et révolutionnaires, une nouvelle phase, radicale et décisive, sera franchie.

Ce combat ne s'inscrit pas dans le cadre des réformes, mais s'oppose à l'ensemble du système en place.

Toute ingérence de puissances étrangères dans le destin du peuple iranien est condamnée.

Les alternatives réactionnaires, notamment la monarchie et la reproduction de la dictature des Pahlavi avec le soutien de l'impérialisme, des forces régionales et des médias complices, sont dénuées de toute valeur et de toute importance pour le peuple iranien.

Nous devons combattre sans relâche les forces réactionnaires par procuration et les politiques bellicistes qui coûtent la vie, le pain et l'avenir du peuple.

Nous exigeons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques et idéologiques, l'abolition complète et immédiate de la peine de mort.

Nous exigeons la dissolution des institutions répressives et le jugement public des auteurs et complices de crimes, l'abolition du voile obligatoire et la destruction de tous les mécanismes et lois d'oppression des femmes, le droit de s'organiser, de faire grève et de se réunir librement pour les travailleurs, les enseignants, les étudiants et les personnes en difficulté, l'accès au pain, au travail, au logement, à une éducation et à des soins gratuits, universels et humains, l'égalité complète et inconditionnelle des femmes et des hommes dans tous les domaines sociaux, politiques et économiques, la reconnaissance de l'égalité des droits de toutes les nationalités et du droit à l'autodétermination, la cessation des guerres et des politiques interventionnistes et l'affectation des ressources du pays au bien-être, à la sécurité sociale et à une vie digne pour tous.

Les Gardiens de la révolution, le pouvoir judiciaire et les autres institutions s'opposent à la liberté, à la justice et à l'égalité, et la réponse de ce système à toute revendication humaine est toujours la violence, la prison et la potence. Les dirigeants et leurs bourreaux doivent être destitués.

Vive la solidarité des travailleurs et des classes populaires !

Vive une meilleure organisation du travail et de la vie !

À bas le régime capitaliste de la République islamique !

Conseil de coordination des institutions de gauche et démocratiques

L'amour demande : sois vivant

Car de mort rien ne peut sortir.

Sais-tu qui est vivant ?

Celui qui naît d'amour.

Cherche-nous dans l'amour

Cherche l'amour en nous.

Tantôt je le vénère,

Tantôt il me vénère.

(Djâlal-od-Dîn Rûmî)

La nécessité politique des grèves ouvrières pour exiger la fin de la répression et la libération des détenus

Publié dans la presse du Parti Communiste d'Iran

13 janvier 2026

Les manifestations nationales en Iran entrent dans leur quinzième jour.

Les données publiées par diverses sources indiquent une augmentation sans précédent du nombre de victimes et d'arrestations massives ; une augmentation qui résulte de la divulgation progressive d'informations dans un contexte de répression extrême, d'un climat sécuritaire omniprésent et d'une coupure organisée d'internet et des communications publiques.

Ces conditions ont considérablement limité la possibilité de documenter et d'analyser les faits liés à ces crimes, tout en révélant les dimensions cachées de la violence et des meurtres d'État.

Ce qui se passe aujourd'hui dans les rues d'Iran est une confrontation directe et consciente des classes populaires avec un régime qui fonde sa survie sur la pauvreté structurelle, la répression organisée et le déni des droits humains les plus fondamentaux de la majorité de la population.

Le meurtre de plus de 600 personnes lors des manifestations, dont huit jeunes de moins de 18 ans, est la preuve flagrante que le régime n'a aucune limite lorsqu'il recourt à la violence pour se protéger, et que la vie humaine, même celle des enfants, ne compte pas à ses yeux. La présence d'enfants parmi les morts est une conséquence directe de l'usage indiscriminé de la force contre un peuple qui s'est soulevé pour défendre la dignité humaine et la vie.

La coupure d'internet pendant quatre jours, qui aurait réduit la connectivité de l'Iran avec le monde extérieur à environ 1 %, fait partie intégrante du dispositif répressif de l'État. Priver la société de communication, d'organisation et d'information est une tentative délibérée de dissimuler l'ampleur réelle du massacre, d'empêcher la formation de solidarité sociale et de créer un climat de peur, d'isolement et d'ignorance.

Cependant, l'expérience de ces derniers jours a démontré que même dans les circonstances les plus sombres et sous la pression la plus intense, la vérité finit toujours par éclater.

Outre les exécutions extrajudiciaires, les arrestations massives constituent un autre pilier de la politique de répression.

L'enregistrement de plus de 10 681 arrestations et la publication d'au moins 96 aveux extorqués à des détenus témoignent de la volonté systématique du régime de déplacer le champ de la contestation de la rue vers les prisons.

Cette politique est le prolongement logique des violences de rue, exprimées par d'autres moyens. Il s'agit d'une tentative délibérée de briser la volonté individuelle et collective par l'emprisonnement, la pression psychologique, les menaces, l'humiliation publique et l'extorsion d'aveux. Les aveux forcés servent à légitimer la répression, à perpétuer le discours sécuritaire du régime et à culpabiliser les victimes.

Dans ce contexte, la protection des détenus et de leurs familles est devenue une priorité absolue. Les prisons sont devenues le prolongement des rues réprimées, et la défense des prisonniers politiques et des manifestants arrêtés est essentielle à la poursuite de la lutte sociale.

Organiser un soutien collectif, dénoncer les conditions de détention, lutter contre les aveux forcés et soutenir les familles des victimes et des prisonniers n'est pas un simple acte humanitaire, mais une nécessité politique pour maintenir la solidarité et empêcher la dispersion et l'affaiblissement du mouvement de protestation.

La situation actuelle en Iran marque un tournant décisif dans la lutte entre la société et un gouvernement qui assure sa survie par une violence extrême, une répression effrénée et le mépris de la vie humaine.

Les meurtres de manifestants, la perte d'enfants, la coupure des communications et l'emprisonnement de milliers de personnes témoignent de la profonde crainte du gouvernement face à une société qui a acquis conscience, solidarité et capacité de protestation collective.

L'histoire a maintes fois démontré qu'aucun régime répressif ne peut résister indéfiniment à la volonté consciente et organisée du peuple.

Dans ce contexte, les grèves dans les principaux centres de production et institutions, ainsi que dans les secteurs de l'énergie, des transports et des services, exigeant la fin de la répression et la libération immédiate des détenus, peuvent exercer une pression économique et accroître le coût de la répression pour le régime de la République islamique.

Ces grèves renforcent le lien entre le monde industriel et la rue, galvanisent les manifestants et contribuent à la poursuite des protestations.

En exerçant une pression sur les freins économiques, les grèves peuvent, à terme, paralyser la machine répressive et meurtrière du régime islamique.

Déclaration conjointe : le massacre systématique des manifestants et les crimes contre l'humanité perpétrés par le régime islamique iranien

13 janvier 2026

À l'attention de la communauté internationale pour la défense des droits humains et la préservation de la dignité humaine

Ce qui se passe actuellement en Iran ne constitue pas, selon les normes du droit international, un « trouble intérieur », une « atteinte à l'ordre public » ou une situation de sécurité transitoire.

Les actions menées par le gouvernement de la République islamique d'Iran présentent les éléments matériels et moraux de crimes contre l'humanité au regard du droit international coutumier et des textes faisant autorité, notamment le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Le recours généralisé et ciblé à la force meurtrière contre des manifestants non armés, les tirs directs sur des civils, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées de corps, le fait d'empêcher les familles d'être informées, ainsi que les pressions, les menaces et les sanctions exercées contre les survivants ne sont pas des actions ponctuelles ou réactives, mais bien le fruit d'une attaque généralisée et systématique contre la population civile, menée en toute connaissance de cause et avec la volonté des autorités au pouvoir.

Les preuves visuelles et de terrain publiées révèlent un schéma clair de comportement de l'État : *l'accumulation de corps non identifiés, la privation d'identité et de dignité humaine des victimes, et un effort organisé pour dissimuler l'ampleur réelle du massacre.*

Ces actions, outre les violations flagrantes des droits fondamentaux, témoignent d'une rupture totale du principe de distinction entre les actes de gouvernance légitime et la violence d'État manifeste.

Le comportement du régime iranien est un exemple flagrant de violation continue et grave des obligations internationales de cet État, notamment celles découlant du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du principe d'interdiction des exécutions arbitraires, du principe d'interdiction des disparitions forcées et du principe du respect de la dignité inhérente à la personne humaine.

La tentative de déformer la réalité, de nier les faits et d'intimider les familles s'inscrit dans un cycle de crimes et aggrave la responsabilité internationale de l'État.

Ce qui se passe en Iran constitue un crime contre l'humanité. Un crime imprescriptible en droit international, dont la responsabilité incombe aux auteurs, aux complices et à toutes les autorités compétentes à tous les niveaux de décision.

Face à de tels crimes, le silence, l'inaction ou la normalisation des relations politiques contreviennent au principe de la responsabilité partagée de la communauté internationale en matière de prévention des crimes internationaux graves.

Les gouvernements, les institutions internationales et les médias sont tenus de s'abstenir de tout comportement qui perpétue l'impunité.

Nous demandons des mesures spécifiques et immédiates :

- La reconnaissance officielle de ces événements comme crimes contre l'humanité ;
- L'activation des mécanismes internationaux d'établissement de la vérité et de responsabilisation ;
- L'ouverture de poursuites judiciaires pour identifier et poursuivre les auteurs, sur la base du principe de compétence universelle ;
- La fin de toute légitimation politique, diplomatique et juridique d'un gouvernement coupable de crimes internationaux graves ;
- Le soutien effectif au droit du peuple iranien à manifester pacifiquement, à résister civilement et à disposer librement de son destin.

Cette déclaration est un énoncé juridique, moral et historique.

Les crimes internationaux sont recensés, les responsabilités demeurent et la reddition de comptes, même différée, est inévitable.

Le recours généralisé et ciblé à la force meurtrière contre des manifestants non armés, les tirs directs sur des civils, les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées de corps, le fait d'empêcher les familles d'être informées et l'utilisation de pressions, de menaces et de sanctions contre les survivants ne constituent pas des mesures ponctuelles ou réactives, mais s'inscrivent dans une attaque généralisée et systématique contre la population civile.

Solidarité globale pour la liberté et l'égalité en Iran

(Mémorandum d'entente de la Coalition politique « Solidarité globale pour la liberté et l'égalité en Iran »)

[Signataires du Mémorandum de 2023 : Front uni Baloutchistan - Iran (Républicains), Mouvement républicain démocratique et laïque de l'Iran fédéral, – Parti de l'unité du Bakhtiari et du Lorestan, Parti de la solidarité démocratique d'Ahvaz, Parti démocratique d'Azerbaïdjan, Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, Parti vert d'Iran, Parti populaire du Baloutchistan, Union populaire iranienne des organisations populaires fedayines, Organisation culturelle et politique du Sahara turkmène, Conseil socialiste des chercheurs de liberté, Conseil provisoire des socialistes de gauche d'Iran, Parti des travailleurs du Kurdistan, Organisation de solidarité républicaine pour le renversement de la République islamique

Congrès des nationalités de l'Iran fédéral

J'ai survolé longtemps les plaines et les mers
J'avais pas à pas, la tête dans les cieux
J'ai franchi les montagnes, les vallées, les déserts
J'ai parcouru un monde dans le temps du déluge
J'ai fait bien des voyages auprès de Salomon
Arpenté maintes fois la surface du globe
Ainsi donc, moi je sais qui est mon Souverain
Je ne peux pourtant pas aller seule vers lui
Mais si vous devenez mes compagnons de route
Vous trouverez accès à Son intimité
Il faut vous libérer de votre égocentrisme !
Subirez-vous longtemps votre absence de foi ?
Qui renonce à sa vie gagnera sur lui-même
Dans la voie de l'Aimé qui est source de vie
Il sera au-delà et du bien et du mal
Donnez donc votre vie et entrez dans la danse
Qui à ce seuil royal finit en révérence

(Attâr, traduit par Leili Anvar)

Baqer Ebrahimzadeh : la situation actuelle de l'Iran et la nécessité historique de la solidarité entre les forces de gauche et les forces communistes

13 janvier 2026

L'Iran et le Moyen-Orient traversent une période parmi les plus tendues et décisives de ces dernières décennies. L'imbrication des crises économiques, politiques, sociales et géopolitiques a exacerbé les tensions sociales.

Dans ce contexte, le rôle des forces de gauche et communistes dans l'analyse, l'organisation et la présentation d'une alternative libératrice est plus nécessaire et crucial que jamais.

Toutefois, ce rôle ne peut remplir sa mission historique que s'il repose sur l'unité, la solidarité et une coopération organisée.

En examinant les différentes dimensions de cette nécessité urgente et historique, ainsi que le rôle prépondérant du mouvement pour la liberté et le progrès, il convient de souligner le rôle particulier de la gauche iranienne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, pour surmonter la crise actuelle.

Une crise qui se manifeste par des crises généralisées, dont chacune pourrait, à elle seule, renverser un gouvernement.

Pourtant, malgré l'aggravation des crises politiques, économiques, sociales et environnementales qui placent l'Iran au bord du gouffre, le pays persiste dans ses travers, et les stratégies et les approches du parti au pouvoir, même au sein de l'opposition, restent inchangées.

Face à cette situation, force est de constater que la République islamique se trouve dans sa position la plus fragile depuis quarante ans.

Quatre crises majeures ont érodé les fondements de ce système : la crise de légitimité politique, accompagnée de vastes mouvements de protestation populaire, des soulèvements révolutionnaires de janvier 2017 et novembre 2019 au mouvement révolutionnaire « Femmes, Vie, Liberté », en passant par les grèves et manifestations d'enseignants et de retraités.

Ces mouvements, protestations et résistances sociales ont largement privé le régime de sa capacité de mobilisation sociale, gravement érodé sa légitimité politique et alimenté la haine populaire à son égard.

Parallèlement, la crise économique structurelle, la privatisation galopante, la corruption systémique, l'effondrement de la monnaie nationale et la propagation de la pauvreté ont ravagé la vie de millions de personnes et creusé les inégalités sociales à un niveau sans précédent.

La seconde crise est la crise sécuritaire et régionale.

La défaite totale de l'Axe de la Résistance islamique et de la politique de défense stratégique du régime, accompagnée du génocide du peuple de Gaza par l'armée israélienne criminelle, de l'élimination de la majorité des dirigeants du Hamas, de la destruction de toutes les structures sociales, économiques et sociales, et du déplacement de deux millions et demi de personnes à Gaza, de l'élimination de la majorité des dirigeants militaires et politiques du Hezbollah, de la destruction de la majorité de ses cadres militaires et organisationnels, et surtout, du renversement du gouvernement de Bachar al-Assad et de la montée au pouvoir d'Al-Qaïda affiliée à la Turquie sous la direction d'Ahmed Sharia, ainsi que des coups durs portés aux autres groupes de l'Axe de la résistance au Yémen et en Irak, etc.

Dans cette optique, la guerre criminelle de douze jours et les attaques militaires et bombardements menés par Israël et les États-Unis contre les structures militaires et nucléaires iraniennes, la destruction des habitations et des infrastructures économiques, et la mort de plus de 1 700 personnes sans défense dans notre pays lors de ces bombardements font partie du projet plus vaste de « redessiner le Moyen-Orient ».

Un projet visant à consolider l'hégémonie impérialiste au Moyen-Orient et à étendre l'occupation des terres palestiniennes.

La République islamique est l'un des rouages contradictoires et hétérogènes de ce jeu de pouvoir, un rouage dont la survie ne fera qu'intensifier la destruction et imposer la pauvreté et la misère aux populations iranienne et régionale.

La crise sociale actuelle a engendré une colère accumulée parmi les travailleurs, les femmes, les jeunes, les chômeurs, les nations opprimées, les artistes indépendants et les familles en quête de justice, plongeant une grande partie de la population dans un état de colère, de haine et d'inquiétude, et créant une situation imprévisible de manifestations et de protestations publiques à travers le pays.

Ces protestations et explosions, dont la possibilité est certaine, dépendent toutefois du moment où elles se produiront, en fonction de certains facteurs et affrontements. Ces quatre crises démontrent l'incapacité du système politique actuel à résoudre les problèmes gouvernementaux et sociaux, et notamment les crises économiques et environnementales qui s'aggravent chaque jour et plongent des pans entiers de la population dans la pauvreté, la faim et le dénuement.

C'est pourquoi elle est déterminée à continuer de régner en intensifiant la répression, la torture et les exécutions.

La situation actuelle, suite au soulèvement révolutionnaire, a engendré une société iranienne en perpétuelle effervescence, une résistance constante et persistante sur de multiples fronts.

Malgré une répression féroce et sans merci, la résistance sociale en Iran n'a jamais été éteinte. Diverses forces sociales sont présentes, chacune menant sa propre lutte.

On peut citer la classe ouvrière des usines, raffineries, mines, centres de services et plateformes numériques ; les femmes dont le mouvement de libération est devenu le slogan mondial « Femmes, Vie, Liberté » ; les jeunes dont l'avenir a été pillé par la tyrannie et le capitalisme ; les défenseurs de la justice, gardiens de la mémoire collective ; les victimes de la violence d'État ; les nations opprimées qui luttent pour le droit à l'autodétermination ; les prisonniers politiques qui, dans un contexte de répression accrue et d'exécutions, font des prisons des foyers de résistance.

Ces différents secteurs de la société sont les maillons d'une chaîne de résistance sociale ; une chaîne qui, unie à une force organisée, peut engendrer une force transformatrice à l'échelle nationale. Dans ce contexte, la fragmentation des forces de gauche et progressistes constitue un problème majeur auquel nous sommes confrontés. Un facteur qui empêche la gauche de jouer son rôle historique en Iran.

Depuis des décennies, la fragmentation, l'absence de programme et de vision clairs sont devenues les principales préoccupations de la majorité des militants de gauche. En réalité, cette fragmentation est l'une des principales raisons de l'incapacité de la gauche à influencer les mouvements sociaux qui descendent dans la rue pour revendiquer la liberté, l'égalité, la prospérité et une vie digne, contre le capitalisme, l'autoritarisme et les discriminations.

Il est clair que cette fragmentation non seulement affaiblit la gauche, mais ouvre également le champ politique aux forces réactionnaires, des monarchistes à l'extrême droite, en passant par le nationalisme chauvin et les mouvements néolibéraux. En l'absence d'une force de gauche cohérente.

La voix des travailleurs reste inaudible, les luttes héroïques des femmes pour l'égalité des droits et contre le port obligatoire du hijab sont réprimées, le mouvement de plaidoyer ne se transforme pas en revendication sociale ni en porte-voix pour les sans-voix, les nations opprimées n'obtiennent pas gain de cause dans leur revendication du droit à l'autodétermination, le champ médiatique tombe aux mains du gouvernement et des forces de droite, ce vide stratégique marginalise le rôle de la gauche sur le devant de la scène politique.

La question essentielle est la suivante : pourquoi l'unité de la gauche est-elle une nécessité historique et de classe ?

L'unité de la gauche n'est pas un choix sectoriel et limité ; c'est une nécessité historique, sociale et de classe.

Les raisons de cette nécessité peuvent se résumer ainsi : premièrement, des mesures urgentes sont nécessaires pour transformer la résistance dispersée en un mouvement national ; sans une organisation politique de gauche forte, la classe ouvrière et les autres forces sociales ne peuvent donner une dimension nationale à leurs luttes.

Deuxièmement, face aux réactions internes et externes, en l'absence d'une gauche unie, le gouvernement islamique et la droite réactionnaire, notamment religieuse, monarchiste, nationaliste extrémiste et néolibérale, s'emparent du champ politique.

Troisièmement, la nécessité de proposer une alternative à l'ordre capitaliste actuel, une alternative de type socialiste.

La société iranienne et mondiale a plus que jamais besoin d'une alternative socialiste et d'une libération du capitalisme.

Une alternative qui défende simultanément la liberté, la justice, l'égalité, la laïcité, l'accès universel et gratuit à l'éducation et aux soins de santé, la participation sociale, permanente et réelle de tous les citoyens à la construction de leur propre destin, et qui permette à chacun, quel que soit son niveau de vie, de bénéficier d'une participation sociale, économique et humaine égale, en prévenant la tyrannie, la dictature et l'exploitation d'une minorité fortunée et son emprise sur l'économie, les médias, l'éducation, la santé, etc.

Dans ces circonstances, nous avons une responsabilité historique envers le peuple. Nous devons reconnaître que la gauche, sans unité, ne pourra jouer un rôle digne de ce nom dans l'avenir de l'Iran.

L'histoire et le peuple attendent de nous que nous répondions à l'appel de l'histoire à une grande unité des forces de gauche, force de libération, de liberté et de socialisme.

Une grande unité des forces de gauche et communistes est une nécessité incontournable pour renforcer les mouvements sociaux progressistes.

Cette unité doit se construire sur l'acceptation de la diversité et non sur l'élimination des différences ; elle implique une organisation commune autour d'objectifs partagés.

Les objectifs fondamentaux d'une gauche unie pourraient inclure : le renversement de la République islamique, la lutte contre l'impérialisme, la guerre et l'occupation, la lutte contre le capitalisme, la privatisation et les inégalités, la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination, la défense des libertés politiques inconditionnelles, l'organisation de la classe ouvrière et des mouvements sociaux, et la création d'une alternative socialiste populaire et démocratique.

Pour éviter l'écueil des discussions interminables sur les forums en ligne, cette alliance doit émerger du champ de la lutte réelle.

Dans le même temps, pour démontrer la force et le poids social de ces alliances, il est nécessaire de se concentrer sur les réseaux sociaux organisés, tels que les comités de défense des prisonniers politiques, les campagnes contre les exécutions, les conseils et comités, et les institutions urbaines, et d'en faire les véritables fondements de ces alliances.

Depuis des années, nous assistons à une tentative d'unir les forces qui, malheureusement, faute d'organisations urbaines concrètes, n'a jamais pu dépasser le stade d'alliances formelles et sans soutien, et de plateformes et réglementations contradictoires et sources de division.

À cet égard, la solution la plus fondamentale et la plus logique semble être de s'appuyer sur les conseils, les comités de solidarité, les réseaux syndicaux, les fronts anti-répression et les groupes sociaux organisés pour soutenir les prisonniers politiques et idéologiques face à l'exécution de ce meurtre d'État organisé et délibéré, qui constituent les véritables bases de ces alliances.

Par ailleurs, il faut admettre que le véritable leadership de la lutte se forme en Iran même : dans les grèves, les manifestations, les prisons, les quartiers et dans la lutte quotidienne du peuple contre le régime islamique.

Les forces et organisations de gauche et communistes en exil ou ayant fait l'objet d'une migration politique n'ont pas simplement été chassées de leur patrie ; elles se trouvent désormais en mesure de jouer un rôle, affranchies de la censure et de la répression, en soutenant et en défendant les luttes de classe et de liberté du peuple iranien, et en lien avec les mouvements progressistes du monde entier.

Être présent à l'étranger n'est pas une faiblesse, mais une opportunité historique de soutenir et de défendre les luttes du peuple iranien, à condition que ces forces s'acquittent de leurs devoirs et responsabilités avec organisation, discipline et planification.

Il est essentiel pour nous de participer activement aux institutions, centres, médias, etc., et à la vie démocratique du pays d'accueil.

Les forces de gauche doivent être présentes de manière continue, responsable et efficace au sein des organisations de la société civile, des syndicats, des conseils, des associations de défense des droits humains et des centres de défense de la liberté et de l'égalité dans les pays où elles résident.

Cette participation ne doit pas être une activité secondaire. Elle est plutôt indissociable de la lutte pour la liberté et la justice sociale en Iran, et une présence effective au sein de ces institutions urbaines et sociales joue trois rôles essentiels :

accompagner et s'aligner sur les forces démocratiques et progressistes internationales ; et saisir l'opportunité d'influencer les politiques des forces de gauche internationales afin de soutenir la voix des Iraniens marginalisés : travailleurs, femmes, jeunes, nations opprimées et prisonniers politiques et idéologiques iraniens, sur la scène internationale ; et créer des réseaux de solidarité capables de soutenir les luttes du peuple iranien dans les moments critiques.

Les forces de gauche à l'étranger doivent assumer un rôle réel et responsable au sein des institutions défendant les droits des femmes, s'opposant à la peine de mort, défendant les prisonniers politiques et idéologiques, les associations antiracistes, les groupes soutenant les droits des réfugiés et des migrants, et les mécanismes de soutien : participation aux instances exécutives, bénévolat, participation à des campagnes, rédaction de déclarations, organisation de rassemblements et création de liens internationaux.

L'expérience acquise jusqu'à présent, notamment le soulèvement Femme-Vie-Liberté, a démontré que l'organisation de la communauté iranienne à l'étranger et la création de réseaux de solidarité constituent l'une des tâches les plus importantes des forces de gauche à l'étranger, en particulier pour la communauté iranienne immigrée et exilée.

Cette communauté, dispersée et non organisée dans de nombreux pays, possède pourtant un fort potentiel d'influence sur l'opinion publique, les institutions de défense des droits humains, ainsi que les syndicats.

Les forces de gauche doivent jouer un rôle actif dans la création et le renforcement des conseils et associations iraniens, des comités de défense des prisonniers politiques, des groupes et organisations contre la peine de mort, des centres pour les femmes, des réseaux de plaidoyer, des comités de solidarité avec les travailleurs et les enseignants en Iran, et s'efforcer de faire entendre la voix des protestations du peuple iranien dans différentes langues, à différents niveaux et au sein des principales institutions internationales.

Malgré la présence de plus de six millions d'Iraniens à l'étranger, et malgré l'importance de cette présence, celle-ci ne doit pas se substituer au mouvement à l'intérieur du pays, et en particulier à ses dirigeants.

Il est clair qu'un lien constant avec les luttes menées dans le pays est nécessaire, et le soutien à ces mouvements est indispensable, mais la direction, elle, ne l'est pas ! La direction du mouvement révolutionnaire et de libération du peuple iranien doit se former au sein même des mouvements de notre pays.

Les forces de gauche et progressistes à l'étranger participent au mouvement de libération du peuple iranien, mais la véritable direction de la lutte se forme en Iran. Cette direction se trouve dans les usines, les universités, les quartiers, les prisons et les rues, assurant ainsi la continuité du mouvement et de ses processus.

Par conséquent, la tâche des forces à l'étranger doit être de renforcer les luttes internes, non de revendiquer le leadership, d'écouter attentivement les voix et les besoins réels des mouvements sociaux, de transmettre l'expérience et un soutien théorique et pratique sans imposer de solution toute faite, de créer un lien organique avec les grèves, les manifestations, les prisonniers politiques, le mouvement féministe, les nations opprimées, le mouvement de défense des droits, et de relayer à l'échelle mondiale les informations sur la répression, la torture et les exécutions, afin d'obtenir le soutien des syndicats et des institutions progressistes internationales pour les luttes du peuple iranien.

La gauche à l'étranger doit se tenir « derrière le front populaire » qui constitue la véritable force de changement en Iran. Il est clair qu'aucun mouvement révolutionnaire, progressiste ou ouvrier ne peut devenir une force décisive sans la solidarité internationale.

Les forces de gauche à l'étranger doivent s'engager activement auprès des syndicats, des fédérations internationales du travail, des organisations mondiales de lutte contre l'oppression et des organisations de gauche progressistes, et obtenir leur soutien auprès du mouvement ouvrier, des enseignants, des retraités, des infirmiers, des travailleurs indépendants et d'autres secteurs de la classe ouvrière iranienne.

Des liens étroits avec les syndicats internationaux peuvent contribuer à alourdir le coût politique et économique de la répression des travailleurs en Iran pour le régime.

Par ailleurs, nous pouvons renforcer la solidarité avec ce mouvement en relayant les informations sur les luttes sociales et les mouvements de protestation à l'échelle mondiale, en assurant une protection juridique aux prisonniers politiques et aux militants, en offrant un soutien éducatif, juridique et organisationnel pour

consolider les luttes internes, et en mobilisant progressivement et durablement un large éventail de jeunes et d'étudiants progressistes à l'étranger.

Il s'agit également de créer une structure similaire à la Confédération des étudiants iraniens, qui pourrait devenir un pilier du soutien et de la solidarité avec les luttes populaires et progressistes du peuple iranien et inciter de nombreuses forces progressistes internationales à se joindre à cette solidarité.

Bien entendu, la lutte contre les projets d'extrême droite et réactionnaires à l'étranger fait partie de nos missions habituelles.

Cependant, la dispersion et l'affaiblissement de la gauche en exil et immigrée ouvrent la voie à l'émergence de forces d'extrême droite, monarchistes, nationalistes et néolibérales.

Ces forces, disposant de puissants médias et de vastes réseaux financiers, tentent d'imposer leur discours sur la politique étrangère des pays.

Les forces de gauche doivent renforcer leur présence médiatique, s'investir sur les réseaux sociaux, dans les médias indépendants et les institutions académiques, et défendre des positions anti-oppression, anti-impérialistes et pacifistes.

Elles ne doivent pas permettre que la « voix du peuple iranien » soit étouffée par les forces réactionnaires.

La gauche ne pourra jouer pleinement son rôle historique que dans l'unité et la coopération concrète.

Nous pourrions mettre fin à la dispersion des forces de gauche en instaurant une coopération concrète, en créant des réseaux communs et en remplaçant la compétition stérile par un travail d'équipe.

Je tiens à souligner une fois encore que l'unité de la gauche à l'étranger doit reposer sur le respect des objectifs communs, la lutte commune, l'acceptation des responsabilités pratiques et le respect des différences.

C'est pourquoi il est indispensable de rétablir la confiance dans ces relations par un dialogue constructif.

Aucune unité ne peut être durable sans dialogue. Les forces de gauche doivent tirer les leçons du passé et ne pas rester prisonnières de leurs critiques historiques respectives.

La confiance se construit à la base de la société et sur le terrain de la lutte.

Elle commence par une coopération concrète, un travail commun, la défense des prisonniers politiques, le soutien aux grèves et la création de réseaux communs.

L'unité de la gauche ne se fonde pas sur des frontières idéologiques rigides, mais sur une action commune et concrète.

À cet égard, il est nécessaire que la gauche s'organise autour de perspectives claires, s'unisse et tisse un lien véritable avec le peuple.

Ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra devenir une force influente et décisive pour l'avenir de l'Iran.

La gauche est l'héritière des idéaux de liberté, d'égalité et de socialisme, des idéaux dont le peuple iranien a plus que jamais besoin.

La gauche doit s'engager avec humilité, honnêteté et un lien vivant avec le peuple.

Aujourd'hui est le moment où, unis, nous pouvons construire l'avenir ; ou bien le laisser aux mains des forces réactionnaires, autoritaires et impérialistes.

Le choix est clair : construire un avenir libre, égalitaire et humain, unis par la force de la gauche et des communistes.

La situation actuelle en Iran est critique, mais elle recèle de nombreuses possibilités : la possibilité de libération, la possibilité de changement et la possibilité de bâtir une alternative socialiste.

Ces possibilités ne se concrétiseront que par la solidarité des forces de gauche, l'organisation de classe et le lien avec le peuple.

L'unité de la gauche est une nécessité urgente et historique, une nécessité à laquelle est lié l'avenir de l'Iran.

« J'annonce et j'offre [ce sacrifice] au mont Ushidarena, créé par Mazda, siège de sainte félicité, et à toutes les montagnes, sièges de sainte félicité, sièges de pleine félicité, créées par Mazda ; à la Gloire des Kavis, créée par Mazda ; à la Gloire insaisissable créée par Mazda ; à la bonne Richesse (Ashi), à la bonne Sagesse (Cisti), à la bonne Pensée (Erethé), au bon Penser (Rasāstāt) ; à la Gloire et au Bien-Être, créés par Mazda.

J'annonce et j'offre [ce sacrifice] à la bonne Bénédiction du juste et au juste lui-même, saint ; et à la Pensée de malédiction du sage, Divinité redoutable et puissante.

J'annonce et j'offre [ce sacrifice] à ces lieux et ces contrées ; à ces campagnes, ces demeures, ces étables ; à ces eaux, ces terres, ces plantes ; à cette terre et ce ciel ; au vent saint, aux étoiles, à la lune, au soleil, à la Lumière infinie créée d'elle-même ; à toutes les créatures de l'Esprit Bienfaisant, saintes, maîtres de sainteté. »

(Avesta)

Le Groenland happé par la guerre de repartage du monde en 2026

Depuis 2019, Donald Trump ne cesse d'augmenter la pression américaine sur le Groenland. Il a fait de l'objectif de l'appropriation par les États-Unis de ce territoire un objet explicite de son narratif impérialiste.

Cet article de *Crise* a pour vocation d'offrir un bref aperçu de l'histoire du Groenland et surtout de documenter une chronologie de l'intérêt des États-Unis d'Amérique pour ce territoire, en dressant un cadre idéologique à celui-ci, tout en établissant *l'architecture stratégique* de la présence croissante américaine dans ce territoire.

Brève histoire générale du Groenland

Le Groenland, dont le nom officiel en langue inuite est Kalaallit Nunaat, est un territoire autonome relevant de l'État danois, constitué du royaume du Danemark, des Îles Féroé et donc du Groenland. Cette vaste île de plus de 2 millions de km² (soit quatre fois la taille de la France) ne compte cependant que 56 000 habitants.



À l'exception d'une bande littorale, se résumant surtout au sud de l'île, l'essentiel du territoire est pris sous une vaste calotte glaciaire, appelée *inlandsis*.

On estime que si cette calotte, vaste comme l'Iran et constituée de centaines de milliards de litres d'eau, fondait, elle pourrait élever le niveau général des océans et des mers de près de sept mètres supplémentaires !

Les premières populations humaines se sont établies au Groenland il y a environ 4500 ans venant du continent américain. Leur origine est sibérienne, avec un passage par le Canada actuel.

Elles ont disparu, laissant la place aux Inuits, de même origine, mais d'une migration qui date d'autour de l'an 1000.

Vivant au stade des chasseurs-cueilleurs (et de fait donc de la chasse principalement), les Inuits ont été colonisés par le Danemark, qui connaissait un élan de conquête.

Le royaume du Danemark constituait un Empire colonial fondé sur des comptoirs commerciaux en Afrique, en Inde et sur le contrôle d'îles dans les Caraïbes, transformées en camps de travaux agricoles sur un mode esclavagiste, alimentés par la Traite africaine.

En 1953, le Groenland a cessé d'être une colonie pour intégrer pleinement les institutions de l'État danois, impliquant par contre une politique d'écrasement culturel de la personnalité nationale inuite.

Cette volonté d'assimilation fut finalement abandonnée en 1979, avec la reconnaissance d'une large autonomie, sauf en matière de justice, de politique étrangère, de défense et de monnaie.

En 2009, cette autonomie a été encore renforcée avec la reconnaissance entière de la personnalité nationale inuite : la langue inuit (le kalaallisut) devenant langue officielle, les ressources naturelles locales (pêche, minerais etc...) relevant de la seule autorité du Groenland et le droit à l'indépendance étant reconnu, mais suspendu à l'organisation éventuelle d'un référendum à ce sujet.

Il faut préciser aussi que le Groenland n'est pas membre de l'Union européenne, le Danemark lui-même n'ayant d'ailleurs pas ratifié tous les traités européens.

Par exemple concernant la monnaie unique, le Danemark a conservé sa monnaie nationale (dansk krone, la couronne danoise).



Le Groenland a même quitté de son côté l'ensemble des traités communautaires européens en 1985 en sortant de la CEE (la Communauté Économique Européenne) tout en maintenant des coopérations sur la pêche et l'aide économique.

Chronologie des velléités impérialistes américaines sur le Groenland

D'une manière générale, il faut considérer que l'impérialisme américain vise à travers le Groenland la maîtrise de l'espace arctique d'une part et le verrouillage « hémisphérique » du continent américain.

Mais cet intérêt n'est ni une question de « géopolitique », ni une stratégie périphérique de la compétition, dérivant en guerre mondiale, entre les États-Unis et la Chine.

C'est avant tout une nécessaire tentative de résolution externe des contradictions internes du capitalisme américain.

En ce sens, le territoire groenlandais est défini comme une « Frontière » propre au narratif idéologique de la bourgeoisie américaine, c'est-à-dire comme un espace de fixation temporaire du capital, où peuvent se condenser des enjeux centraux pour l'impérialisme américain.

On parle ici de la sécurisation des ressources, de l'expansion du complexe militaro-industriel et de la projection spatiale de l'accumulation à travers des investissements productifs dans l'exploitation à venir des ressources et le développement du territoire.

Cependant, si on peut parler d'un tournant, ou plutôt d'une accélération sous la présidence de Donald Trump, *l'intérêt américain pour le Groenland a toute une profondeur historique dont celui-ci n'est pas à l'origine*. Il donne simplement à voir le caractère brut qu'il met à nu de manière clairement explicite.

Dans une démarche matérialiste dialectique approfondie, nous proposons ici d'en expliciter les grandes étapes pour armer idéologiquement l'avant garde du camp de la Révolution.

1823-1939 : le Groenland et l'Arctique placés dans le cadrage hémisphérique de la "Doctrine Monroe".

1823 (2 décembre) : affirmation de la Doctrine Monroe. Le message annuel au Congrès du président James Monroe (1817-1825) énonce la non-colonisation et la non-intervention européenne sur le continent américain, qualifié d'hémisphère occidental. Si le Groenland n'est pas explicitement visé, la doctrine structure durablement la manière dont la bourgeoisie américaine voit sa « profondeur stratégique » à l'échelle de tout le continent américain.

1867-1868 : « Moment William Seward (secrétaire d'État) », suite à l'achat pour 7 millions de \$ or de l'Alaska à l'Empire russe.

Dans ce contexte expansionniste poursuivant l'élan donné par la présidence d'Andrew Jackson (1827-1837), l'idée d'acquérir des positions nord-atlantiques (Groenland/Islande) circule à Washington.

Le rapport de 1868 commandité dans ce cadre décrit les ressources et les atouts stratégiques de l'espace arctique, William Seward lui-même déclarant dans le cadre de l'annexion de l'Alaska : « Notre pays ne peut rien être de moins que tout le continent nord-américain avec des portes sur toutes les mers qui l'entourent ».

1916–1917 : l'impérialisme américain se lance considérablement avec la Première Guerre Mondiale.

Inquiet de la possibilité que l'Allemagne puisse prendre le contrôle des « Indes occidentales danoises », les États-Unis proposent leur rachat au Danemark pour 25 millions de \$ or.

Ces îles deviennent un « territoire non incorporé » : les îles Vierges américaines, le 31 mars 1917, quelques jours avant que les États-Unis ne déclarent la guerre à l'Allemagne (le 6 avril 1917).

En échange de cette opération, les États-Unis reconnaissent la souveraineté danoise sur l'ensemble du Groenland. Une déclaration annexée à la convention sur la cession des Antilles danoises indique que les États-Unis ne s'opposeront pas à l'extension des intérêts danois à tout le Groenland : c'est un jalon juridique majeur.

1940-1969 : établissement de la présence américaine au Groenland

1941 : le 9 avril 1940, le Danemark est vaincu et occupé par l'Allemagne. Les autorités danoises locales se retrouvent isolées.

L'ambassadeur danois à Washington Henrick Kauffmann est chargé de négocier avec les autorités locales un accord de défense avec les États-Unis. Dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, l'accord Kauffmann du 9 avril 1941 autorise l'établissement d'installations américaines au Groenland pour sécuriser l'Atlantique Nord et empêcher toute prise de contrôle ennemie, sans remettre formellement en cause la souveraineté danoise.

Notons que c'est pour éviter un tel scénario à Saint-Pierre et-Miquelon que le général de Gaulle envoie, avec le soutien du Premier Ministre britannique Churchill, un petit corps expéditionnaire français reprendre l'archipel en décembre 1941 au nom des forces de la « France libre ».

1946 : sur proposition du secrétaire James F. Byrnes, l'administration du président Harry S. Truman (1945-1953) formule une proposition d'achat du Groenland (souvent rapportée comme s'élevant à 100 millions de \$ or).

Le Danemark refuse, mais cela confirme que le Groenland est perçu comme une pièce maîtresse de la militarisation nord-atlantique de l'après-guerre par les États-Unis qui se met alors en place face à l'URSS.

1951 (27 avril) : *Greenland Defense Agreement*, traité fixe de manière durable la présence américaine au Groenland : des bases sont établies, des zones de défense opérationnelle dans la logique de l'OTAN sont fixées.

L'armée américaine peut librement circuler, même si la souveraineté danoise sur l'île est réaffirmée.

Années 1950 - 1960 : Après avoir exproprié les populations locales voisines, la base de Thulé (du nom qu'un géographe grec de l'époque d'Alexandre le Grand donna à l'île la plus septentrionale connue dans l'Atlantique de son point de vue) s'impose comme le nœud de la « route polaire » pour les États-Unis.

La base s'insère dans les systèmes d'alerte et de surveillance du nord du continent américain et accueille un important arsenal nucléaire pointé sur l'URSS : bombardiers lourds B-52 et Stratofortress, missiles balistiques en silos de la base Century.

La base sert aussi de relais de télécommunication en ondes longues, une immense antenne de 154 mètres de haut y est élevée.

1959 - 1967 : Camp Century / *Project Iceworm* à proximité de Thulé.

Immense base sous-glaciaire associée à un projet scientifique d'exploration de la calotte glaciaire (l'inlandsis) illustrant l'entrelacement entre logistique polaire, recherche scientifique et finalités militaires au cœur de la logique de la « Frontière » américaine.

1968 (21 janvier) : crash d'un B-52 transportant des armes nucléaires près de Thulé.

L'accident met en lumière les risques et controverses liés aux opérations stratégiques américaines au Groenland et alimente un vif débat au Danemark sur la présence d'armes nucléaires.

1970 - 2017 : recalibrage stratégique et redéploiement de la présence américaine au Groenland.

1989 - 1993 : organisations techniques de grands carottages à vocation scientifique au Groenland qui permettent de mieux documenter la climatologie historique et renforcent la valeur scientifique du Groenland, tout en maintenant les capacités logistiques arctiques des États-Unis.

2004 (6 août) : accord d'Igaliku. Amendement au traité de 1951, dans un contexte de modernisation des systèmes (notamment radar) et de reconfiguration des enjeux de défense antimissile du territoire américain après un progressif désengagement américain tout au long des années 1990. La base de Thulé reste alors la seule en place, elle est modernisée et de nouveaux investissements sont programmés.

2007 : l'ambassadeur américain au Groenland James Cain déclare que l'indépendance du Groenland est inévitable à moyen terme et que les États-Unis doivent se positionner dans cette perspective.

2017 - 2021 : retour de l'intérêt pour le Groenland avec la première présidence de Donald Trump :

2017 : le financier républicain Ron S. Lauder est le premier à investir massivement des fonds privés américains au Groenland.

Il mène dès lors un actif lobbying auprès de l'administration Trump pour souligner l'immense potentiel minier, énergétique et « immobilier » de l'île. Donald Trump, se déclarant fasciné par l'ampleur historique de l'annexion, charge son conseiller John Bolton, fervent partisan du complexe militaro-industriel, et le sénateur Tom Cotton, de préparer un nouveau plan d'achat de l'île au Danemark.

2018 : La IIe Flotte de la marine américaine est rétablie en Atlantique Nord (après avoir été désactivée en 2011). L'analyste américain Walter Berbrick, professeur au Naval War College propose de fixer comme objectif de baser cette flotte au Groenland.

2019 : le plan Trump est présenté aux autorités du Groenland et du Danemark, il est rendu public en août dans le *Wall Street Journal*. L'ensemble des partis politiques danois et groenlandais rejettent la proposition.

Le *Washington Post* estime la valeur du Groenland à environ 500 milliards, le *New York Times* avance 50 milliards, mais la presse américaine estime l'achat comme un investissement rentable et prometteur, en soulignant les précédents de la Louisiane et de l'Alaska comme débouchés réussis pour les capitaux américains.

La première ministre danoise Mette Frederiksen (toujours en poste en janvier 2026) déclare : « C'est une discussion absurde, le Groenland n'est pas à vendre. Le Groenland n'est pas danois. Le Groenland est groenlandais. »

Elle tient en même temps à réaffirmer, en anglais, l'alliance militaire ferme avec les États-Unis. Donald Trump annule une visite d'État, mais son secrétaire d'État laisse filtrer dans la presse la fermeté de l'alliance entre les deux pays.

De nombreux analystes danois, dont l'amiral Nils Christian Wang, ancien chef de la marine, affirment que l'intention américaine vise davantage la Russie et la Chine que le Danemark et laissent sous-entendre qu'à long terme, la prise de contrôle américaine du Groenland est inéluctable.

Dans le principal journal groenlandais *Sermitsiaq*, éditorialistes et parlementaires groenlandais relèvent que la déclaration de Mette Frederiksen est déjà une reconnaissance de l'indépendance du Groenland, et qu'il y aurait lieu d'acter cette indépendance en profitant de la proposition Trump, sans être annexé par les États-Unis.

Cette position est notamment défendue par Steen Lyngé du Parti Démocrate et Pele Broberg du parti indépendantiste Naleraq.

Cependant, les principaux partis, autant le parti social-démocrate Siumut que le parti libéral-conservateur Atassut, s'opposent fermement à tout rapprochement avec les États-Unis, comme à l'idée de tourner le dos au Danemark.

2020 : le vice-président Mike Pence déclare que les États-Unis rouvrent un consulat au Groenland (fermé en 2011).

L'extrême droite danoise du Parti Populaire accuse le gouvernement groenlandais, notamment le ministre des Finances Vittus Qujaukitsoq, d'entretenir des tractations secrètes avec les Américains.

2021-2024 : l'administration du président Joe Biden suspend les intentions de rachat, mais encourage les investissements miniers.

Le monopole américain *Critical Metals* obtient ainsi le rachat de l'entreprise *Tanbreez Mining*, qui exploite le plus grand gisement de terres rares au Groenland, pour un prix inférieur à celui proposé par ses concurrents chinois.

2023 - 6 avril : la base de Thulé est rebaptisée base spatiale de Pituffik, l'armée américaine s'y redéploie sous commandement de l'US Space Force.

2024 : dans la foulée des élections en novembre, le député républicain de Géorgie Michael Allen Collin publie une photo du Groenland sur une carte dans le cadre du « Projet 2029 », suggérant que Trump fera une autre tentative d'achat du Groenland au cours de son deuxième mandat.

À la suite des commentaires de Trump, le gouvernement danois annonce une augmentation des dépenses de défense au Groenland d'un montant de 8,7 milliards de dollars.

Le Premier ministre groenlandais, l'indépendantiste Múte Bourup Egede, déclare sur le réseau Truth Social en réponse à Donald Trump : « Le Groenland est à nous. Nous ne sommes pas à vendre et ne le serons jamais. Nous ne devons pas perdre notre longue lutte pour la liberté ».

2025

Janvier - La chargée de communication du Pentagone, quartier-général de l'armée américaine, Sabrina Singh, représentant l'administration Biden sur le point de passer le relais à l'administration Trump, refuse de répondre à la question d'un journaliste qui lui demande : « Est-il prévu de prendre le Groenland par la force si on ordonnait de le faire ? », affirmant qu'elle laissera ses commentaires sur la question à la nouvelle administration.

Le roi du Danemark Frederik X déclare dans son discours de Nouvel An : « Nous sommes tous unis et chacun d'entre nous s'est engagé pour le royaume de Danemark, de la minorité danoise du Schleswig du Sud [en Allemagne] jusqu'au Groenland. Nous appartenons tous ensemble ». Les armoiries royales sont changées pour y inclure le Groenland de manière plus nette.

Le général Philip Mark Breedlove, ancien commandant de l'OTAN (2013-2016) et l'amiral retraité James Stavridis se déclarent en faveur d'une prise de contrôle américaine de l'île en raison de son potentiel, mais sans passer nécessairement par une annexion.

Ils mettent en avant les investissements civils et militaires comme plus importants que le contrôle politique. Ils mettent aussi en avant l'idée d'un verrou militaire du GIUK (Greenland-Island-United Kingdom Pass) comme suffisant pour protéger « l'hémisphère occidental ».

Le Premier ministre groenlandais Múte Bourup Egede décale son entretien de début d'année avec le roi Frederik X, en raison d'une visite de Donald Trump, qui a été invité par le parti social-démocrate Siumut.

Donald Trump ne rencontre toutefois aucun membre du gouvernement groenlandais. Son guide est Jørgen Boassen, un insulaire pro-Trump qui a l'intention de se présenter aux élections d'avril 2025 sur un programme pro-américain, bien qu'il déclare également son opposition à l'acquisition américaine du Groenland.

Donald Trump diffuse ensuite des images de Groenlandais portant des casquettes MAGA (Make America Great Again), accuse le Danemark de racisme et soutenant une annexion américaine.

Lors de son entretien avec le roi, Egede déclare : « Le Groenland appartient au peuple groenlandais. Nous ne voulons pas être danois, nous ne voulons pas être américains. Nous voulons être Groenlandais ».

Donald Trump annonce qu'il instaurera des droits de douane très élevés contre le Danemark s'il résiste aux tentatives de faire du Groenland un territoire américain.

Il remet alors en question le statut juridique de la souveraineté danoise au Groenland et refuse d'exclure une action économique ou militaire contre le Danemark s'il s'y oppose.

La presse américaine, le *Financial Times* et *The Economist* notamment relancent les calculs d'estimation d'un rachat américain du Groenland. Le montant est discuté, toutefois les médias d'affaires soulignent déjà qu'il s'agirait là de « l'affaire du siècle » pour le capitalisme américain.

Andy Ogles, député du Tennessee, propose le 13 janvier un projet de loi pour autoriser le gouvernement des États-Unis à acquérir par ses moyens le Groenland au nom des États-Unis, accordant ensuite au Congrès une période d'examen de 60 jours avant l'intégration du territoire groenlandais aux États-Unis.

Des ministres des gouvernements russes, français, allemands et norvégiens expriment publiquement leur opposition à toute expansion américaine vers le Groenland ou vers l'Arctique en général.

Les parlementaires de l'Inatsisartut du Groenland votent massivement contre l'idée de faire partie des États-Unis, tout en exprimant leur intérêt à maintenir de bonnes relations avec ce pays.

Le député groenlandais Kuno Fencker déclare sur CNN qu'un traité sur le modèle des Compacts of Free Association (COFA) liant depuis 1986 les Îles Mariannes, Palau et les Îles Marshall dans le Pacifique aux États-Unis serait possible avec le Groenland.

Mette Frederiksen se déclare favorable à un COFA combiné entre les États-Unis et le Danemark.

La gauche danoise soutient l'indépendance du Groenland, tandis que la droite s'oppose à tout abandon de la souveraineté danoise sur l'île et reproche à Mette Frederiksen la tiédeur de ses positions. Les leaders de la droite populiste, échouent cependant à obtenir une rencontre avec Donald Trump à l'occasion d'une conférence pro-israélienne organisée à Mar-a-Lago.

La Première ministre Mette Frederiksen a un entretien de 45 minutes avec Donald Trump, afin de proposer un élargissement de la présence américaine, sans discuter du statut du Groenland. Elle déclare à la presse : « Il n'y a aucune raison de croire (...) que Trump ne soit pas sérieux dans ses déclarations sur son intérêt croissant pour le Groenland ».

Plusieurs parlementaires républicains soutiens de Donald Trump discutent néanmoins autant l'opportunité de l'achat du Groenland que de la méthode.

On a notamment John Bolton, qui s'inquiète d'une tension croissante avec le Danemark, voire les pays de l'Union européenne sur ce sujet.

La gauche parlementaire danoise propose de lever l'accord de 2023 autorisant la présence de troupes américaines au Danemark, mais ne parvient pas à s'entendre sur une dénonciation de l'OTAN et de l'alliance avec les États-Unis.

La ministre groenlandaise Naaja Hjelholt Nathanielsen, qui a fait interdire l'exploitation de l'uranium au Groenland, déclare que le Groenland a des comptes à régler avec la colonisation danoise, qu'il ne veut pas être cependant américain, mais qu'il est ouvert aux affaires et aux investissements.

Le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, confirme que quand Donald Trump dit vouloir acheter le Groenland, territoire danois autonome, « ce n'est pas une blague ».

Un sondage réalisé par le quotidien groenlandais *Sermitsiaq* affirme que 85 % des Groenlandais s'opposent à un rattachement aux États-Unis. 6 % d'entre eux souhaitent rejoindre les États-Unis, 9 % ne savent pas.

10 février : Buddy Carter, député de Géorgie, dépose un projet de loi qui rebaptiserait le Groenland en « Red, White, and Blueland » [soit les couleurs du drapeau national des États-Unis] et permettrait au président américain Donald Trump d'acheter ou d'acquérir par toute manière possible le Groenland.

4 mars : lors de son discours annuel devant le Congrès, Donald Trump déclare : « D'une manière ou d'une autre, nous allons obtenir [le Groenland] ».

27 août : Le gouvernement danois convoque l'ambassadeur des États-Unis après des informations sur des tentatives d'influence américaines à propos du mouvement indépendantiste groenlandais.

La position de Paris et de Berlin de soutien à la souveraineté danoise est relayée par le soutien de l'UE à la déclaration danoise.

2026

6 janvier : déclaration commune de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Pologne, de l'Espagne et du Royaume-Uni en soutien au Danemark et au Groenland.

Ils insistent sur trois points : le fait que seuls le Danemark et le Groenland peuvent décider de leur avenir, le Royaume du Danemark (incluant le Groenland) fait partie de l'OTAN et la sécurité en Arctique doit être assurée collectivement dans l'alliance, pas par une appropriation unilatérale.

Ce communiqué représente un front européen unifié (y compris hors de l'Union européenne), signifiant clairement que l'UE et ses partenaires rejettent toute tentative américaine de modifier le statut territorial par la force ou l'achat.

7 janvier : Karoline Leavitt (porte-parole de la Maison-Blanche) affirme devant la presse que l'achat est en discussion active et que toutes les options sont sur la table, la diplomatie étant présentée comme première option. La possibilité d'acquisition devient un élément assumé de la communication officielle.

9 janvier : Donald Trump déclare que les États-Unis doivent posséder (own) le Groenland pour dissuader la Russie et la Chine. Il évoque des incitations et options coercitives sans préciser, mais on note un glissement sémantique majeur : de l'achat (transaction) à la possession (souveraineté).

9–10 janvier : déclaration commune des dirigeants des partis groenlandais et du Premier ministre groenlandais qui rejettent explicitement et à nouveau l'idée d'une annexion américaine et réaffirment le droit des Groenlandais à décider de leur avenir.

11 janvier : à bord de l'Air Force One, le président Donald Trump réaffirme que d'une manière ou d'une autre, les États-Unis auront le Groenland, mettant en jeu les ambitions russes et chinoises sur l'Arctique et l'incapacité du Groenland à se défendre (il évoque la défense locale comme reposant sur des traineaux).

Le Royaume-Uni et l'Allemagne proposent de mobiliser une force armée européenne pour la déployer de manière préventive en Arctique.

Le Commissaire européen à la Défense, Andrius Kubilius, nommé par la Lituanie, a assuré que l'Union européenne pourrait assister le Danemark en cas d'agression. Il annonce qu'une annexion américaine de force du Groenland signerait la fin de l'OTAN.

12 janvier : réaction de l'Allemagne par son ministre des Affaires étrangères Johann Wadephul qui souligne que seuls le Danemark et le Groenland ont le droit de décider de l'avenir du territoire et qu'une action unilatérale américaine pourrait fragiliser la solidarité de l'OTAN.

Le Commissaire à la Défense et à l'Espace Andrius Kubilius (Lituanie) déclare qu'une prise militaire américaine du Groenland serait incompatible avec les principes de l'OTAN et que l'UE pourrait assister le Royaume du Danemark dans la défense si elle était sollicitée. Il rappelle que l'intégrité territoriale doit être respectée selon le droit international.